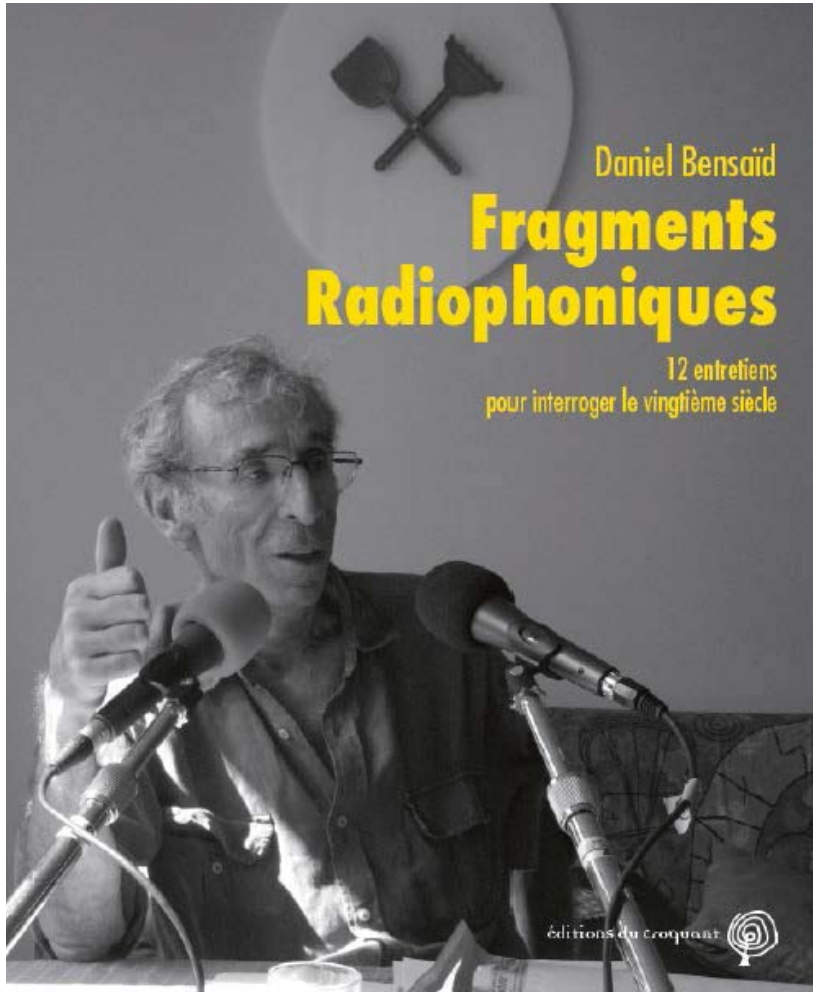

Fragments radiophoniques

12 entretiens qui interrogent le xxe siècle
réalisés par
Pierre Barron
Marion Druart
Guillaume Garel
Gwenn Sanchez

2020

Table des matières

Préface. Contre le discours de la fatalité, par Michael Löwy 5

Quelques souvenirs des sessions d'enregistrement avec Daniel Bensaïd, par Pierre Barron, Marion Druart, Guillaume Garel et Gwenn Sanchez 11

25 octobre 1917 19
15 janvier 1919 29
17 juillet 1936. 39
8 mai 1945. 49
1er novembre 1954 57
1er janvier 1959 65
17 janvier 1961 75
3 mai 1968. 83
26 août 1970 93
11 septembre 1973 105
10 mai 1981 119
9 novembre 1989 129

Pour un marxisme stratégique, par Isabelle Garo 143

Sauver la politique ?, par Olivier Neveux. 153

L'écocommunisme ou l'écologie contre le capital, par Christine Poupin 165

Prendre les sauts au sérieux, par Ugo Palheta 175

La nouvelle vague féministe, par Hegoa Garay et Arya Meroni 185

Daniel, fin et suite, par Olivier Besancenot 197

Remerciements

La publication de cet ouvrage est le résultat d'un travail collectif.

La retranscription des textes, leur mise en forme et les corrections ont été réalisées par :

Robert March, Jacqueline Guillotin, Come Pierron, Guillaume Garel, Marion Druart, Hegoa Garay et Olivier Neveux.

Thierry le Bail (tlebail@mailo.com) est l'auteur du graphisme de couverture.

Merci encore à Louis Weber et aux éditions du Croquant, à toute l'équipe de Fréquence Paris Plurielle et de l'émission Les oreilles loin du Front, Philippe, Laurent et Gwenn du groupe Sous la Ruine, Camille Jouve, Alexandre Guérin et Christine Poupin.

Pierre Barron et Patrick Le Moal

La version sonore de tous les épisodes enregistrés par Daniel Bensaïd est disponible ici :

http://www.loldf.org/bensaid/bensaid.html

On pourra également utiliser les flashcodes qui se trouvent dans cet ouvrage pour écouter chacun des épisodes.

Préface
Contre le discours de la fatalité

Par Michael Löwy

Daniel Bensaïd a été un des esprits les plus créateurs, imaginatifs et percutants de l'histoire contemporaine du marxisme, en France et au-delà. Il avait le don de combiner la fidélité à nos Grands Ancêtres – Marx, Lénine, Trotsky – avec une extraordinaire ouverture d'esprit, une curiosité sans bornes, qui le faisait lire avec profit les mémoires de Chateaubriand et la biographie de Jeanne d'Arc, la sociologie de Max Weber et la philosophie politique de Hannah Arendt. Tous ses écrits sont portés par la force irréductible de l'indignation, cette indignation qui, écrivait-il dans *Les irréductibles* (2001), est un commencement, « une manière de se lever et de se mettre en route. On s'indigne, on s'insurge, et puis on voit ».

Nous nous sommes beaucoup rapprochés au cours des années 1980. J'ai sans doute contribué à sa découverte de Walter Benjamin, et il m'a fait lire Charles Péguy. Nous partagions l'attirance pour Auguste Blanqui, sur lequel nous avons écrit un article ensemble. Certes, nous avions encore quelques « contentieux », par exemple sur Rosa Luxemburg, que je préférais à Lénine… Mais notre « affinité élective » était suffisamment visible pour que nos camarades brésiliens publient deux volumes (en 2000 et en 2017) de nos écrits mêlés.

Il est vrai que ces fragments radiophoniques n'ont pas l'éclat littéraire de ses écrits, où chaque mot était taillé et ciselé comme un diamant. Ils ont, en échange, le style direct, spontané, rafraîchissant, des interventions orales. Leur publication est donc un apport significatif et bienvenu à la riche collection de ses travaux. Dans ses réponses aux questions posées par ses amis, on trouve quelques certitudes, mais aussi beaucoup de points d'interrogation : par exemple, est-ce qu'en Mai 68 la révolution sociale était à l'ordre du jour ? Cette capacité à douter est tout à l'honneur de Daniel !

Ces entretiens concernent le « court XXe siècle » (Eric Hobsbawm) de la Révolution russe à la Chute du Mur de Berlin, en passant par la Révolution allemande, la Révolution espagnole, le fascisme, Stalingrad, la guerre froide, la tragédie du communisme grec, la Révolution algérienne, Mai 68, le féminisme, le mouvement noir, Lumumba et les indépendances africaines, la Révolution cubaine et le guévarisme, le Chili d'Allende et le MIR de Miguel Enriquez, les années Mitterand. Manque sans doute l'écologie, mais il est vrai que la question ne lui a pas été posée…

Bien entendu, cette excursion dans l'histoire du XXe siècle est œuvre militante, bien éloignée de toute prétention d'historiographie « scientifique » ou académique. C'est l'expression d'un penseur qui ne transige pas dans la fidélité aux idéaux du communisme, et à l'héritage révolutionnaire de la Révolution d'Octobre. Il se définit lui-même comme appartenant à une génération pour laquelle 1917 « était encore quelque chose qui faisait vibrer ». En fait, l'esprit de l'Octobre Rouge traverse, comme un fil de cette couleur, l'ensemble de ces entretiens, et illumine, comme une lumière lointaine mais toujours présente, chacun de ses mots.

Certes, il reconnaît que les bolcheviks des années léninistes (1917-23) ont commis des erreurs : Lénine refusait de discuter de lois ou d'un code

civil, tandis que s'exerçait, sans limitation légale, la terrifiante violence de la terreur tchékiste. Après la fin de la guerre civile et la victoire des rouges, beaucoup de mesures d'exception pouvaient être suspendues ; or, au contraire, il y a eu un durcissement de l'autoritarisme du régime, avec l'ouverture de bagnes politiques en 1923. Cela vaut aussi pour le Léon Trotsky chef de l'Armée Rouge : son livre *Terrorisme et communisme (1921)* est « un texte effrayant à bien des égards ».

Cependant, Bensaïd s'oppose, avec la dernière des énergies, au discours conformiste qui assimile bolchévisme et stalinisme, en proclamant, dans une sorte de parodie des généalogies bibliques, que « Rousseau engendre Marx, qui engendre Lénine, qui engendre Staline ». Or, argumente à juste titre Daniel, un monde sépare les révolutionnaires d'Octobre de la contre-révolution stalinienne (qui les a tous exterminés).

Révolutionnaire intransigeant, adversaire invétéré des réformismes, Daniel ne s'oppose pas moins au sectarisme, qu'il critique même chez ceux qu'il admire le plus : par exemple, dans le ton des attaques de Léon Trotsky au POUM espagnol ou à Victor Serge. Et il reconnaît que son propre courant a été injuste envers Salvador Allende : comparé aux réformistes d'aujourd'hui il était « un géant de la lutte de classes » !

Il va de soi que dans un ensemble de conversations radiophoniques de ce type, improvisées et spontanées, certaines approximations ou lacunes sont inévitables. Plusieurs concernent l'échange sur Rosa Luxemburg, auquel je suis, en tant que « luxemburgiste », particulièrement sensible…

Selon mon ami Daniel, Rosa Luxemburg et ses amis spartakistes ont rompu trop tard avec la social-démocratie, après la Révolution russe d'Octobre 1917 et la Révolution allemande de novembre 1918. Ce n'est pas tout

à fait exact… Que signifie « trop tard » ? Avant 1914, ni Lénine ni personne ne proposait à la gauche allemande de rompre avec le SPD. En fait, avant la Grande Guerre, Lénine croyait au marxisme orthodoxe de Karl Kautsky, avec lequel Luxemburg avait rompu dès 1909. En janvier 1916 Karl Liebknecht est exclu du groupe social-démocrate au Parlement. La Ligue Spartakus se constitue, d'abord sous le nom de Groupe International, dans une réunion clandestine en ce même mois. Elle a sa propre direction, ses publications, etc. En avril 1917, l'aile « centriste » du SPD va rompre et former l'USPD, Parti social-démocrate indépendant, auquel adhérent les spartakistes. En janvier 1919 les spartakistes fondent le Parti communiste d'Allemagne (KPD), et en janvier 1920 la majorité de l'USPD rejoint le KPD. Bref, l'histoire est un peu plus complexe, et en tout cas les spartakistes sont hors SPD-majoritaire bien avant la Révolution d'Octobre.

Bensaïd mentionne les critiques de Rosa Luxemburg (en 1918) au bolcheviks, mais évoque, surtout, sa proposition d'élire une nouvelle Assemblée Constituante. Or, les critiques les plus importantes de Rosa concernent l'absence de *démocratie* et des libertés essentielles (liberté d'expression, d'organisation, etc.), y compris dans les soviets, ce qui risque de conduire à leur bureaucratisation. Une autre lacune curieuse : notre ami cite la célèbre brochure *Junius* de 1915 (*La crise de la social-démocratie)* de Rosa Luxemburg, mais c'est seulement en tant que document de rupture avec la Deuxième Internationale – en oubliant de mentionner le mot d'ordre, si décisif pour le marxisme revolutionnaire, de « socialisme ou barbarie », qui apparaît ici pour la première fois.

Malgré ces lacunes – il y en a sans doute d'autres – l'ensemble de ce panorama du siècle n'est pas moins d'une extraordinaire cohérence et traversé d'un puissant souffle visionnaire. L'esprit combattant et critique du locuteur donne à ces fragments une indéniable puissance morale et politique.

Le nom de Walter Benjamin n'est pas mentionné dans ces entretiens, mais son esprit ne hante pas moins l'ensemble.

Par exemple, Bensaïd dénonce impitoyablement la misérable conception fataliste de l'histoire, typique d'une « vision des vainqueurs ». Pour cette histoire du fait accompli, tout ce qui s'est passé était inévitable et nécessaire. Ce discours conformiste de la fatalité dénonce la perversité constitutive du projet révolutionnaire, inévitablement destiné au totalitarisme : il ne faut surtout pas essayer de changer le monde ! Laissons les choses en l'état…

Or, observe Daniel, l'histoire est faite de *bifurcations,* rien – le stalinisme, le nazisme – n'était joué d'avance, des occasions ont été manquées. L'avenir ne peut pas être prévu, il dépend de nos propres actions.

Ce pari dans la praxis n'a rien d'un optimisme béat. Bien au contraire : Daniel Bensaïd, comme Walter Benjamin, est un *pessimiste révolutionnaire.* Benjamin affirmait, dans son essai sur le surréalisme (1929), que le révolutionnaire doit être capable d'« organiser le pessimisme ». Daniel ne parle pas de pessimisme, mais il explique que son pari révolutionnaire est un *pari mélancolique* – titre d'un de ses plus beaux livres. Pourquoi mélancolique ? À cause de la récurrence de la défaite : la plupart des grands révolutionnaires du passé – Emiliano Zapata, Rosa Luxemburg, Léon Trotsky, Che Guevara, Miguel Enriquez – ne sont-ils pas des vaincus, des assassinés ? La chute du Mur en 1989 n'est-elle pas la fin du cycle ouvert en 1917 ?

C'est ici que Daniel se sépare de son ami et mentor, Ernest Mandel, qui croyait, en voyant en 1990 les foules joyeuses qui à Berlin-Est criaient « nous sommes le peuple », à une nouvelle révolution en Allemagne. Éternel optimiste, le dirigeant historique de la Quatrième Internationale proclamait : cela ferme une parenthèse, on renoue avec la grande époque de Rosa Luxemburg. Or, commente sobrement Daniel, il n'y a pas de parenthèses dans l'histoire…L'unification de l'Allemagne sera simplement une victoire du capitalisme.

Posant rétrospectivement un regard mélancolique sur le XXe siècle, Daniel constate la défaite des grandes espérances d'émancipation du début de ce siècle. En 1900, les socialistes croyaient à un siècle de paix, de liberté, de justice sociale… À la fin du siècle, on doit reconnaître notre défaite historique, une défaite sociale, politique et morale (le stalinisme).

Cependant, et cela est essentiel, cette mélancolie ne conduit nullement à la résignation fataliste. Plus que jamais, un peu avant sa mort, Daniel Bensaïd croit à l'avenir du pari révolutionnaire. Certes, nous entrons dans une nouvelle époque, mais on ne recommence pas à zéro : on recommence par le milieu. Et l'on se prépare pour les prochaines bifurcations, qui ne manqueront pas de surgir…

Quelques souvenirs des sessions d'enregistrement avec Daniel Bensaïd

Par Pierre Barron, Marion Druart, Guillaume Garel et Gwenn Sanchez

Au départ nous sommes quatre ami·e·s.

Deux d'entre nous animent chaque semaine l'émission d'actualité politique et sociale « Les oreilles loin du front », sur Fréquence Paris Plurielle (FPP, 106.3 FM) l'une des dernières radios associatives parisiennes. Les deux autres sont membres de la LCR et militaient dans la même cellule que Daniel Bensaïd. Ils ont à de nombreuses reprises débattu avec lui, assisté à ses interventions. Mais surtout ils gardent en mémoire ces rendez-vous dans le XXe, devenus rituels en fin d'année, pendant lesquels Daniel racontait l'histoire un peu enjolivée de la JCR devenue la LCR. Cela faisait un peu *Tonton Daniel raconte de belles histoires*, c'était militant et intime à la fois.

L'idée est venue de faire une série d'entretiens radiophoniques avec Daniel, qui ne seraient pas directement liés à l'actualité politique ou à la parution de l'un de ses livres. On s'est arrêtés sur un format un peu particulier : 12 dates introduites par l'un·e d'entre nous, Daniel déroulera son propos sans qu'il y ait nécessairement de questions ou de relance. La durée de chaque épisode sera de plus ou moins 20 minutes.

Daniel accepte tout de suite notre proposition, et nous laisse libre de choisir les événements et les sujets que nous allons lui soumettre pour

évoquer un vingtième siècle vu de sa fenêtre. L'enregistrement se réalise en deux temps, une première session en 2007, la seconde près de six mois plus tard en 2008.

Si certains thèmes se sont imposés d'eux-mêmes (octobre 1917, Mai 68, la chute du Mur en 1989,…), les sujets et les problématiques que nous retenons correspondent pour beaucoup aux questions que se posent alors les militants que nous sommes.

Ainsi autour de la figure de Rosa Luxemburg nous parlions d'antimilitarisme, sûrement parce que la première guerre du Golfe a profondément marqué nos jeunes engagements, en particulier à travers l'opposition à l'intervention française. C'est aussi que la seconde guerre du Golfe est à peine terminée, si tant est qu'elle se soit terminée un jour. Aujourd'hui, on interrogerait sans doute d'autres aspects de la pensée luxemburgiste, par exemple sa critique de la démocratie bourgeoise, dans une période de recul des libertés publiques au sein des démocraties libérales que nous vivons.

De la même manière, nous abordons l'antifascisme par le biais de la guerre d'Espagne. Nous sommes alors à l'heure de Le Pen père et nous pensons la menace d'extrême droite comme héritière de la collaboration et de l'OAS, dans ses méthodes et sa politique. Aujourd'hui, à l'heure des Bolsonaro, Orban et autres Marine Le Pen, nous poserions certainement différemment la question de la menace fasciste, comme le fait Ugo Palheta (voir son texte dans ce livre).

Le choix d'interroger la guerre d'indépendance algérienne fait quant à lui écho à une série d'émissions que nous avions réalisées avec des invités comme Maurice Rajsfus, Jean-Luc Einaudi, René Vautier et surtout à l'arrivée de jeunes historien·ne·s qui renouvelaient l'historiographie des guerres

coloniales (Sylvie Thénault, Tramor Quéméneur,...). Et puis l'histoire des luttes pour l'émancipation des peuples colonisés, c'est aussi l'histoire politique de Daniel et de sa génération. Ces questions n'ont depuis cessé de prendre de l'importance : penser la colonisation et le post-colonialisme, c'est penser la société dans laquelle nous vivons, de la gestion des quartiers populaires aux emballements à répétition contre les populations désignées comme musulmanes.

On peut encore évoquer l'épisode consacré à la seconde vague du mouvement féministe : lors de la première session, un premier enregistrement a eu lieu. Mais nous avions estimé le propos de Daniel désincarné, se bornant trop souvent à égrener les positions successives de la LCR sur le sujet. Nous en avions discuté tous ensemble et convenu de reprendre cette question lors de la seconde session.

Déroulement de l'enregistrement

On enregistre à la maison. On pousse un peu les meubles. On déplie la table du salon pour y installer des micros et une table de mixage. À la première session d'enregistrement, qu'il avait fallu retarder pour des problèmes de santé, la maigreur du visage de Daniel nous choque. Nous sommes attristés de le voir si affaibli.

Mais une fois les micros branchés, la parole reprend ses droits. Malgré la fatigue, il y a une énergie folle dans ses propos. L'un de ses soucis est chaque fois de penser les bifurcations possibles de l'histoire, de ne pas lire les événements à la seule lumière de l'histoire écrite par les vainqueurs. On a l'impression que lorsqu'il évoque l'Allemagne de 1918, la France de 1968 ou le Chili de 1973, l'histoire lui mordille encore un peu la nuque.

Daniel n'a qu'une feuille de papier avec quelques notes pour près de deux heures d'enregistrement. Et puis, surtout, nous sommes bluffés par sa capacité à retomber sur ses pattes pour conclure au terme des vingt minutes convenues, malgré les nombreux détours de son raisonnement.

Nous étions plutôt fiers de nous mais aussi un peu déférents, heureux d'assister à un cours particulier. L'ambiance était chaleureuse, Daniel avait gardé sa faconde et son goût pour la transmission, et nous avons ri à plusieurs reprises même si nous demeurions très concentrés pendant les prises. Entre les séquences d'enregistrement, on plaisante, on poursuit le débat et on se délecte des multiples anecdotes dont Daniel nous régale.

On se souvient aussi des madeleines restées sur la table auxquelles il n'avait pas touché et du verre de Chablis qu'il avait accepté, sûrement par politesse, mais qu'il n'avait pas bu.

Après l'enregistrement on retravaille un peu le son, Gwenn et Laurent qui participent alors à un groupe de musique industrielle resté obscur, *Sous la ruine,* composent une musique originale qui servira de générique de début et de fin à ces 12 épisodes.

Une fois tout cela mis en boîte, nous diffusons sur Fréquence Paris Plurielle (106,3 FM) chaque mercredi soir durant près de trois mois, dans l'émission *Les oreilles loin du front.*

Ces épisodes seront ensuite rediffusés à de nombreuses reprises sur l'antenne. Et puis les enregistrements restent sur nos disques durs et dans nos tiroirs, où ils prennent la poussière et un petit coup de vieux.

En 2018, Patrick Le Moal nous emprunte ces matériaux sonores. Naît alors l'idée de les publier. Dix ans après le décès de Daniel Bensaïd, c'est l'occasion de nous lancer dans l'édition de cet ouvrage.

À la réécoute, on mesure que la décennie qui vient de s'écouler a profondément bouleversé notre monde et le regard que nous y portons.

L'absence des questions écologiques correspond certainement à leur absence dans nos propres réflexions et dans nos engagements. Christine Poupin répare ce manque dans sa contribution à ce livre. Mais avec 12 dates, nous ne pouvions qu'être partiaux et partiels. Et cet exercice radiophonique dit autant de la réflexion que Daniel a entretenue toute sa vie sur l'histoire du mouvement ouvrier que de la période pendant laquelle les questions sont formulées.

En 2007-2008, on est juste avant la crise économique de 2008 et ses conséquences sans fin.

Avant Charlie, avant le Bataclan et les tueries de masse au cœur de Paris, avant #metoo. Nous sommes avant Trump, Bolsonaro (mais Poutine est déjà là). Nous sommes aussi avant le naufrage du Parti socialiste. Nous sommes avant les printemps arabes et les nouvelles guerres au Moyen-Orient, en Syrie, en Libye, qui jettent sur les routes et les mers des millions de réfugiés fuyant le chaos.

Rétrospectivement on se rend compte que des questions qui structurent aujourd'hui notre vie politique sont largement absentes ou ont profondément été redéfinies au cours des années 2010, de la finitude de la planète et des questions climatiques à la place de la Chine dans les rapports internationaux, de l'articulation genre, classe et race à la dérive autoritaire des démocraties libérales,…

Nous vivions déjà alors une période où le mouvement ouvrier tel que défini depuis la fin du XIXe siècle était en train de disparaître : mondialisation néolibérale, mutations du travail, atomisation des travailleurs, déclin des formes organisées du mouvement ouvrier, managérialisation des sociétés,… étaient des phénomènes déjà à l'œuvre dont nous n'avions certainement pas totalement pris la mesure. Mais comme le dit dans cet ouvrage Isabelle Garo « *le passé ne fait sens qu'à la lumière de ce que le présent y projette* ».

Écoutées aujourd'hui, les questions posées sont datées. Nous continuions à penser dans le vingtième siècle. Pourtant en 2007, 2008, cela fait déjà trente ans que le mur de Berlin est tombé.

Alors à la réécoute on se dit que l'on aimerait poursuivre le dialogue. Ça fait un peu vieux croûton de se dire ça, mais on se demande qui, dans ce courant politique (les trotskistes pour faire simple) peut aujourd'hui porter une réflexion aussi riche ? Dans la période complexe que nous vivons, ou un certain sectarisme tend à remplacer une réflexion vivante, la pensée ouverte de Daniel Bensaïd nous manque.

Et si l'astre de la Révolution d'Octobre est aujourd'hui bien pâle, nous tenterons de nous souvenir qu'il faut faire de la radio de la manière la plus libre possible et discuter le plus souvent possible avec des gens plus brillants que soi. Et lutter encore.

25 octobre 1917

Trouver un point de départ pour l'histoire du mouvement ouvrier dans son temps long n'est pas facile. On aurait pu choisir 1864 et la création de la Première Internationale, on aurait pu prendre 1871 et la Commune de Paris. On a fait un choix plus académique ou scolaire, la date du 25 octobre 1917 et la prise du Palais d'Hiver.

Alors qu'on est en plein dans la Première Guerre mondiale, en Russie, sous l'impulsion de Lénine, les gardes rouges prennent le contrôle de Petrograd dans la journée du 24 octobre 1917 et le 25 au matin, c'est la prise du Palais d'Hiver. C'est aussi le tournant de la Révolution russe et si nous évoquons cette date, c'est que cette révolution ouvre à nos yeux un cycle, une page de l'histoire d'un siècle marqué par l'exercice du pouvoir de certains régimes qui se réclament du socialisme et du mouvement ouvrier. Alors ça ouvre plein de questions.

Qu'est ce qui se passe en octobre 1917 en Russie et quel sens on peut donner à ces événements aujourd'hui avec presque un siècle de recul ? Et puis aussi ce qui nous intéresse, c'est la figure de Lénine et, derrière ça, du léninisme, qui fut une figure centrale pour le mouvement ouvrier au XXe siècle.

** Le carré à damier noir et blanc en haut de la page est un flashcode. En le scannant, soit avec une application dédiée pour lire ces codes, soit simplement avec l'appareil photo d'un portable, on a accès à une page du site loldf.org où l'on peut écouter l'épisode tel qu'il a été enregistré par Daniel Bensaïd. À chacun des épisodes repris dans cet ouvrage correspond un flashcode.*

Tout d'abord à propos de la date choisie.

Effectivement, la Commune ou 1864 auraient pu être de bonnes dates, voire même 1848, pourquoi pas ? Mais je crois le choix d'Octobre pertinent, par l'écho et les répercussions internationales qu'il a induits, par le fait que cela été un des événements qui ont conditionné et déterminé à peu près tout le court XXe siècle, ou siècle des extrêmes selon les différentes formules des historiens. De ce point de vue, aussi bien historique que symbolique, c'est effectivement une date fondatrice ou une date inaugurale.

Il y a plusieurs problèmes, plusieurs choses qui s'investissent dans la lecture d'Octobre.

Aujourd'hui l'astre est presque éteint, donc on a du mal à imaginer à quel point la nouvelle, dans l'immédiat on peut dire la bonne nouvelle d'Octobre, a pu avoir d'influence en Europe et même à l'échelle internationale comme un acte de libération double.

D'une part c'était la première révolution socialiste du siècle et même d'une certaine manière de l'histoire. On connaît et on répète souvent l'anecdote de Lénine dansant dans la neige quand la révolution, le pouvoir issu d'Octobre, a tenu plus longtemps que la Commune de Paris.

D'autre part c'était l'idée que l'émancipation sociale était possible et, en même temps, que l'émancipation sociale allait de pair avec la paix.

Parce qu'une des grandes raisons de l'impact de la révolution d'Octobre au-delà des frontières de ce qu'était alors la Russie, c'est effectivement cette idée de la paix, du « plus jamais ça ». C'est sûrement un des ressorts principaux qui a, par exemple, donné la majorité à la composante communiste au

congrès de Tours[1]. J'avais un vieil oncle qui avait été gazé pendant la guerre de 1914, qui s'est retrouvé dans le courant majoritaire du congrès de Tours. Une de ses motivations principales, c'était la paix, plus jamais ça ! La Révolution russe semblait porter ce message-là, en même temps qu'un message de transformation sociale et d'émancipation.

Deux lectures de la révolution d'Octobre se chevauchent.

Il y a une lecture historique, ou historienne, qui rentre dans l'événement, pour comprendre sa dynamique, ses contradictions, ses difficultés.

C'est quand même une révolution qui survient dans un pays dévasté : la Russie, qui n'était pas très développée avant 1914, est rejetée en arrière au sortir de la guerre, et elle le sera encore plus en 1921 à la fin de la guerre civile. Ce sont des conditions de pénurie, de dégâts, sur lesquelles va pouvoir prospérer la bureaucratie, mais dans le moment de l'événement il y a surtout l'espoir, comme il y en a eu en Allemagne d'ailleurs. On trouve dans le roman d'Ernst Glaeser, *La Paix*,[2] la même aspiration, ou le social et la volonté de paix se combinent.

Et puis se superpose à cela l'épopée héroïque d'Octobre, c'est-à-dire la lecture qui en a été faite. Nous, on n'a pas vécu l'événement, on n'a pas vécu Octobre, on ne voit que des bribes de films. L'image d'Octobre qu'on a en tête, ce n'est pas le reportage qu'on aurait aujourd'hui au journal de 20 h 00, c'est l'*Octobre*[3] d'Eisenstein, déjà une sublimation symbolique de l'événement, avec la qualité épique de la filmographie d'Eisenstein. Mais cela fait partie aussi de la réception de l'événement, comment il a pu marquer l'imaginaire, de centaines de milliers, de millions de gens et pas seulement d'ailleurs dans les milieux ouvriers industriels d'Europe occidentale ou des États-Unis. Le film *Reds*[4] de Warren Beaty, montre comment, chez les chauffeurs de camions de Minneapolis, l'événement a pu parler à une et même des générations entières. J'appartiens à une génération où c'était encore quelque chose qui faisait vibrer, qui n'avait pas l'image douteuse d'aujourd'hui.

1. Décembre 1920, scission entre la majorité communiste qui rejoint la Troisième Internationale et la minorité qui se maintient en tant que SFIO.
2. Proche du Parti communiste allemand, ses livres seront brûlés par les nazis. Puis il se rallie au régime nazi en 1939, d'où l'oubli de ses écrits.
3. *Octobre : dix jours qui ébranlèrent le monde,* film réalisé pour le 10ème anniversaire de la révolution. Interdit en France dès sa première projection, il devient un mythe : c'est seulement en 1966 que sa version intégrale sera disponible pour le grand public.
4. Film de 1981 sur la vie du militant communiste John Reed, journaliste, auteur de *Dix jours qui ébranlèrent le monde.*

Tu as abordé le problème du léninisme.

Il y a aujourd'hui une espèce de généalogie biblique à rebours : si ça a mal tourné, si on a eu le totalitarisme, c'est que ce despotisme bureaucratique était en germe dans Lénine, qui était en germe dans Marx, qui était en germe dans Rousseau, et on arrive à « la faute à Rousseau », si ce n'est pas pire encore. Or ce qui est important est de repérer les continuités et les discontinuité historiques.

Des continuités il y en a.

C'est clair qu'on peut aujourd'hui repérer ce qu'étaient les limites et l'horizon de pensée de gens comme Lénine et plus généralement des gens de la génération d'Octobre, génération de militants qui sont tributaires de la culture et des modes de pensée de leur temps. Dans des sociétés à dominante rurale, le rapport culturel à la violence n'est pas celui qu'on a aujourd'hui : on peut avoir l'idée d'une violence innocente et libératrice.

Après le nazisme, le goulag, la tragédie cambodgienne, les génocides du XXe siècle, on a un rapport beaucoup plus problématique à tout ça.

Il faut essayer de comprendre leur démarche : les mots mêmes ont changé de sens.

Quand on parle à l'époque de dictature du prolétariat, c'est une dictature majoritaire, qui s'oppose à la tyrannie. Dans le vocabulaire hérité du XVIIIe et du XIXe siècles, ce n'est pas un mot péjoratif, c'est la forme du pouvoir d'exception par lequel passe toute transformation d'une société d'un mode de domination à un autre.

Après Pinochet, Franco, Salazar, les colonels grecs, c'est clair que la connotation prise par le mot aujourd'hui dans le siècle l'emporte sur la vieille définition romaine. On peut expliquer cela dans des livres savants, mais personne ne le comprendra à la première donnée.

Il y a au contraire un Lénine très libertaire, ça on l'oublie, le Lénine de *L'État et la Révolution*[5]. S'il a pêché quelque part, c'est plutôt par l'illusion que l'État allait disparaître vite. Il y a même une lettre de Lénine en réponse au commissaire du peuple à la justice, qui dit : là, on est dans un état d'exception, la loi est suspendue, il va peut être falloir écrire un code civil, etc. Lénine écrit : ce n'est pas la peine, puisque l'État va dépérir, on n'aura pas le temps, le droit dépérira avec, ce n'est pas la peine de se compliquer la vie.

Il y a plutôt une illusion sur le fait que si la révolution s'étendait à l'échelle européenne, et ça c'était la condition majeure, toutes ces formes hiérarchiques de domination et de pouvoir pouvaient dépérir, non pas à l'échelle

5. Écrit en août-septembre 1917

historique mais de manière, si ce n'est immédiate, du moins à court ou moyen terme.

Donc le problème est bien de situer.

Ce qui est gênant dans des livres comme *Le Livre noir du communisme*, ou comme les livres de Furet[6], c'est de lire l'histoire comme un enchaînement logique dans les idées. Le passage par les contradictions, par les forces sociales en mouvement, les problèmes historiques est complètement noyé et dissous dans une espèce de logique purement intellectuelle, ou purement des idées. Ça c'est le point fondamental !

Ou bien on pense que tout ce qui s'est passé dans le siècle était déjà inscrit dans la révolution d'Octobre, parce que – c'était à l'époque la version menchevique – la révolution était prématurée, parce que les conditions sociales n'existaient pas, parce qu'on ne peut pas forcer la main de l'histoire etc. Là on refait le film à l'envers et on dit, il ne fallait pas faire. Et je crois que c'est la conclusion à laquelle arrivent pas mal d'anciens communistes ou même de directions de partis communistes.

Ou bien on essaie de comprendre ce qui s'est passé. Ce n'était pas fatal. Comment se définit un événement, une révolution, *a fortiori* une révolution comme celle que symbolise Octobre ? C'est ce qui arrive et qui aurait pu ne pas arriver, sinon il n'y a pas d'événement, si c'était inscrit dans la logique antérieure. Cela aurait pu ne pas arriver, c'est arrivé. Tout ne peut pas arriver, ce serait un miracle religieux : ça arrive, c'est une possibilité qui se réalise mais qui n'était pas fatale, les conditions existaient, c'est arrivé, et l'avenir de l'événement dépend de ce qui se passe après.

6. Historien stalinien passé au Parti socialiste, puis au libéralisme

Ou bien on considère que tout ce qui s'est passé dans le siècle, la défaite de la révolution allemande, la défaite de la guerre civile espagnole, que tout est fatal. Dans ce cas là il faut croiser les bras et aller se coucher.

Ou bien on pense qu'à chaque fois les choses sont remises en jeu. Et dans le cas de la Révolution russe, elles ont été remises en jeu à plusieurs reprises, dans la révolution allemande de 1923[7], dans la lutte en Russie même entre les oppositions et la bureaucratie montante à la fin des années 1920, dans la lutte contre la prise du pouvoir par les nazis en Allemagne. Ce sont autant de bifurcations de l'entre-deux-guerres qui n'étaient pas jouées d'avance.

Après elles deviennent cumulatives et c'est autre chose. Mais la conclusion que nous on en a tirée, c'est qu'il n'y a pas continuité : il y a bel et bien une contre-révolution, on peut l'appeler comme on veut, bureaucratique ou autre, à la charnière des années 1920 et 1930 et qui est pas un problème d'idées, qui est attestée par des millions et des millions de morts, par les famines, par les purges, par les déportations, etc. Il y a là un élément de discontinuité qui mérite pleinement, je crois, le terme de contre-révolution.

Le problème c'est que, y compris les oppositionnels de gauche comme Trotsky, n'ont pas totalement compris la chose parce qu'ils attendaient une contre-révolution qui soit le symétrique de la révolution, c'est à dire un coup de force qui renverse complètement ce qui avait été fait.

Or j'ai découvert tardivement ce qu'à écrit Joseph de Maistre[8] – comme quoi il faut lire les réactionnaires –, qui avait, lui, la contre-révolution thermidorienne sous les yeux après la Révolution française. Il dit : mais une contre

7. Voir entretien suivant.
8. Philosophe et penseur contre-révolutionnaire,1753-1821, très apprécié à l'extrême droite.

révolution ce n'est pas une révolution en sens contraire, c'est le contraire d'une révolution. Il n'y a pas de symétrie dans la manière dont se défait finalement ce qu'a fait une révolution. Thermidor n'est pas le symétrique du 14 juillet ou des journées de septembre 1792. De la même manière cela ne s'est pas passé comme ça en Russie.

Pour nous ce qui est important, si l'on ne veut pas perdre le fil, c'est de repérer cette discontinuité.

On peut certes avoir des débats sur la datation, comment ça a commencé, comment cela a été préparé ou facilité par certaines faiblesses dans le logiciel bolchevik lui même.

Le logiciel n'est pas absolu, mais le texte écrit par Trotsky en pleine guerre civile *Terrorisme et communisme*[9] est à bien des égards aujourd'hui effrayant. C'est le mauvais côté de Trotsky, l'idée que la dictature du prolétariat est un état d'exception. Certes, mais quand doit finir l'état d'exception ? En 1921, quand on a gagné la guerre civile, beaucoup de mesures d'exception pouvaient être suspendues. Au contraire il y a eu un durcissement de l'autoritarisme du régime et une évolution renforcée vers le parti unique. Et là je crois qu'à l'époque ils ne pensaient pas comme un problème politique de principe la question du pluralisme politique. Ils avaient l'impression que si on avait supprimé les bourgeois, le prolétariat serait naturellement bon et reconnaîtrait ses intérêts.

Il a fallu du temps pour admettre que même après une révolution, les anciens opprimés ou dominés ne sont pas pour autant homogènes et que,

9. Écrit en 1920.

de ce fait, les contradictions doivent pouvoir s'exprimer par l'indépendance des syndicats, par une pluralité politique, etc.

Dernier point peut être, c'est de savoir jusqu'à quel point, octobre 17 a été une date fondatrice pas seulement par l'impact de l'événement mais parce que cela a été aussi le point de division fondamental du mouvement ouvrier, le point de partage entre la Deuxième Internationale et l'Internationale communiste[10]. Les leçons d'Octobre, pour prendre le terme le plus général, ont servi de fondement à toute une tradition du mouvement ouvrier, avec ses bons et ses mauvais côtés.

Certains pensent que le court XXe siècle, de la guerre de 1914 et de la révolution de 1917 à la chute du Mur de Berlin a été une parenthèse. Après quoi l'histoire rentre dans la norme, si tant est qu'il y a une norme historique, ce qui est une autre question. Une fois fermée la parenthèse, la division à l'échelle internationale qui est la conséquence de la Révolution russe, congrès de Tours, congrès de Livourne[11] en Italie, scission du Parti socialiste Ouvrier Espagnol... est-elle aujourd'hui un non-sens et suffirait-il de revenir au mouvement ouvrier unifié œcuménique d'avant 1914 ? Cette question est posée, cette idée est discutée dans tous les partis communistes d'aujourd'hui, rénovés ou relookés ou pas.

10. La Troisième Internationale ou Komintern, fondée en mars 1919, regroupe les partis communistes soutenant la révolution russe.
11. Congrès du Parti socialiste italien de janvier 1921, au cours duquel la minorité favorable à l'adhésion à la Troisième Internationale scissionne pour fonder le Parti communiste.

Moi, je ne le pense pas. On entre dans une nouvelle étape, mais dans cette nouvelle étape, selon une formule qui m'est chère, on recommence toujours par le milieu[12], on ne recommence pas à zéro non plus.

12. Formule de Gilles Deleuze.

15 janvier 1919

Assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht.

Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg ont tous deux été membres du Parti social-démocrate allemand. En parlant d'eux, et surtout d'elle d'ailleurs, nous pouvons évoquer beaucoup de sujets essentiels comme la démocratie ou les luttes de libération nationale, mais nous avons retenu l'antimilitarisme par lequel ils se sont opposés farouchement à la guerre de 1914 au nom de l'internationalisme et contre la majorité de leur parti.

Leur assassinat le 15 janvier 1919 par les corps francs[1] du gouvernement social-démocrate sera suivi de celui de nombreux révolutionnaires allemands. Leur mort illustre ainsi parfaitement l'opposition entre réforme et révolution qu'ils ont contribué à mettre en lumière dans leur action militante et la date marque aussi, peut-être, le début de la fin pour l'extension et l'espoir de l'extension de la révolution en Europe.

Là aussi c'est une date symbolique forte.

La ligne de partage entre socialistes réformistes et un courant révolutionnaire a été déterminée essentiellement par leurs rapports respectifs à la révolution d'Octobre, comment ils l'ont comprise.

1. Corps paramilitaires composés plusieurs dizaines de milliers de soldats et officiers contre révolutionnaires, bien armés et entraînés, financés par le patronat, mis en place par le gouvernement social démocrate qui ne pouvait utiliser l'armée pour combattre la poussée révolutionnaire. Ils vont écraser la révolution allemande, et seront à l'origine des premiers groupes paramilitaires fascistes.

Rosa Luxemburg, on le sait, a critiqué certains aspects de la révolution d'Octobre.

Sa critique aujourd'hui est particulièrement intéressante notamment à propos de la dissolution de l'assemblée constituante[2]. Il y avait une double représentation, la légitimité des soviets qui vient notamment de l'insurrection d'Octobre et une assemblée élue dont la majorité reflétait plus la Russie d'avant Octobre. La représentation est toujours en retard sur l'évolution réelle.

Rosa Luxemburg ne remet pas en cause le fait d'avoir dispersé l'assemblée constituante élue à la fin de l'année 1917, mais sa position n'est pas de la supprimer totalement, elle est de dire qu'il faudrait organiser de nouvelles élections. Si elle a fortement critiqué elle même la démocratie parlementaire, elle affirme qu'il faut faire la part des choses, que l'élection de l'assemblée constituante n'est pas un luxe bourgeois, que c'est aussi une des conditions de vitalité avec le pluralisme de la presse, etc. Sinon une révolution peut devenir autoritaire. Je crois qu'il y a une sensibilité chez elle très forte, une prise de conscience de la logique bureaucratique, de la logique d'appareil dans les partis politiques, même s'il n'y a pas une théorie de la bureaucratie, ça se saurait.

Cela rejoint un aspect de la question, c'est que cette prise de conscience a été lente.

2. L'Assemblée constituante élue en Russie le 12 novembre 1917, réunie en janvier 1918, est dissoute par le gouvernement des soviets.

Il y a d'abord eu un débat d'orientation au début du siècle, je m'excuse de remonter là, mais c'est quand même la logique. Tout le monde est alors dans le même parti social-démocrate.

Chez Bernstein[3] naît l'idée que certains pronostics, peut-être abusifs, tirés de Marx finalement ne se réalisent pas :

- si la classe ouvrière est plus nombreuse et plus concentrée, elle n'est pas beaucoup plus homogène, c'est-à-dire que l'unité n'est pas un produit spontané de la croissance sociologique du prolétariat industriel ;

- les classes moyennes ne disparaissent pas, elles se renouvellent, mais il n'y a pas une simplification, entre des patrons, une poignée de patrons, une masse de travailleurs, la société reste plus complexe ;

- et puis l'appareil d'État lui-même n'est plus le simple veilleur de nuit, des bandes d'hommes armés, il y a les services publics, les ministères des transports et des postes, etc.

Donc Bernstein pense qu'on peut gagner des positions dans l'appareil d'État. Mais, du coup, l'idée très forte à l'époque c'est que la social-démocratie, selon la formule de Kautsky[4], n'a même pas à préparer une révolution, la révolution est quelque chose de naturel, le résultat d'un mûrissement de

3. Edouard Bernstein (1850-1932), théoricien du révisionnisme, partisan de l'Union sacrée en 1914.
4. Considéré au sein de la Deuxième Internationale comme le continuateur de la pensée de Marx. Il écrit dans *Le Chemin du pouvoir*, publié en 1909, « *Le Parti socialiste est un parti révolutionnaire; il n'est pas un parti qui fait des révolutions. Nous savons que notre but ne peut être atteint que par une révolution, mais nous savons qu'il ne dépend pas de nous de faire cette révolution, ni de nos adversaires de l'empêcher. Nous ne songeons donc nullement à provoquer ou préparer une révolution.* »

la société qu'on accompagne. Le rôle du parti est un rôle purement de pédagogue, il doit aider la conscience à mûrir. C'est à peu près la fonction qui lui est donnée, organiser cette conscience quand elle mûrit.

Le premier clash par rapport à ça vient de Rosa Luxemburg. Pas seulement elle, mais c'est une des premières quand même à le faire, à la lumière des grèves générales de Russie[5] et de Belgique[6] pour le suffrage universel. Elle rétablit la part d'inventivité et de créativité d'un mouvement de masse spontané qui n'est ni décidé ni encadré par des appareils syndicaux et politiques. Il y a quelque chose qui vient d'en bas, un socialisme d'en bas qui bouscule les routines bureaucratiques.

À cela va s'ajouter un deuxième élément.

Il faut attendre 1910-1912 pour que se greffe une autre question, celle de la compréhension de ce qu'est l'appareil d'État. Là, c'est autant Pannekoek[7], socialiste hollandais, que Rosa Luxemburg qui disent : mais on a mal lu Marx, en réalité, si on regarde bien certains textes classiques, qui d'ailleurs avaient été tenus sous le boisseau comme la *Critique du programme de Gotha*[8], en réalité Marx dit qu'il faut détruire l'appareil d'État, qu'on ne peut pas le faire fonctionner tel qu'il a été conçu. Il est fonctionnel par rapport à une domination de classe. On ne peut pas simplement le prendre comme un

5. Lors de la révolution russe de 1905, les grèves de masse politiques et/ou économiques, le plus souvent spontanées, jouent un rôle décisif, ce qui conduit Rosa Luxemburg à écrire « Grève de masse, partis et syndicats » en 1906.
6. La grève générale d'avril 1913 pour le suffrage universel est soigneusement organisée par le parti socialiste.
7. Il joue un rôle important dans le mouvement socialiste allemand et néerlandais, un des théoriciens du communisme des conseils.(1873-1960).
8. Écrit par Marx en 1875, il critique le programme du congrès d'unification des socialistes en Allemagne, ne sera publié qu'après sa mort en 1891.

outil technique. Il faut une transformation qualitative, une destruction de l'appareil d'État existant.

C'est pourquoi j'insiste sur le fait que cette prise de conscience a duré et il a fallu l'épreuve de vérité qu'a été l'attitude de la social-démocratie dans la guerre, pour dire enfin qu'avec l'appareil du parti, ce n'étaient pas seulement des divergences d'opinion. Il y avait quelque chose de pourri dans le parti qui fait que, presque comme un seul homme ou une seule femme, en 1914 on s'est rallié au vote des crédits de guerre.

Et c'est tout le débat sur les raisons de la faillite de la Deuxième Internationale, avec la *Brochure de Junius*[9] de Rosa Luxemburg, qui en tire les conclusions.

Cela a une certaine importance par rapport à leur assassinat en janvier 1919. Chez les réformistes il y a des gens sincères, y compris honnêtes, pourquoi pas, mais il y aussi des assassins en puissance. Personnellement j'ai été complètement révolté d'entendre Ségolène Royal se revendiquer de Rosa Luxemburg. Je ne dis pas qu'elle nous passerait au peloton d'exécution, mais il lui aurait fallu au moins avoir l'honnêteté de dire que c'était quand même les bons sociaux-démocrates de l'époque qui l'avaient assassinée.

Le problème, je crois, c'est le mûrissement d'une orientation alternative et la compréhension de la bureaucratisation de l'appareil social-démocrate qui s'est opérée sur une quinzaine d'années. Du coup, à la différence de ce qui s'est passé en Russie, la composante révolutionnaire qui existait dans la

9. « La crise de la social-démocratie », écrit sous le pseudonyme de Junius, décrit les raisons de la faillite de la Deuxième Internationale, définit les perspectives révolutionnaires et introduit l'idée fondamentale de « socialisme ou barbarie ».

grande social-démocratie allemande n'est pas rentrée dans la guerre avec un projet indépendant.

Tu disais « ils n'ont pas voté les crédits de guerre », … au deuxième vote, effectivement, mais même Liebknecht les a votés dans un premier temps[10], oui, oui, par discipline, par tout ce qu'on veut, mais il les a votés lors du premier vote. Et ça c'est un gros problème.

On peut comprendre les inerties, c'est une telle contre-société la social-démocratie allemande.

Elle a, je ne sais pas, 150, 180 quotidiens[11], journaux dans un pays de Länder, avec un appareil syndical et parlementaire colossal. Comment rompre avec une telle force ? On a toujours l'espoir qu'on va la corriger ou la redresser. Mais ne pas avoir pris conscience que cette rupture était inévitable… Les noyaux communistes allemands sont sortis de la guerre d'abord faibles, dispersés, et d'une certaine manière avec une lecture gauchiste de la Révolution russe, une interprétation un tantinet putschiste qui va durer un certain temps dans le communisme allemand. L'espèce d'insurrection artificielle de mars 1921[12], qui va être une catastrophe, va faire perdre au parti communiste la moitié de ses effectifs en quelques semaines.

10. Tous les députés socialistes votent pour les crédits de guerre au Reichstag le 4 août 1914, même ceux qui y sont opposés. Liebknecht vote seul contre les budgets militaires le 3 décembre 1914, ils seront deux en mars 1915, et vingt le 29 décembre.
11. Il y a en fait 90 quotidiens et des centaines de publications du parti. Il regroupe un million d'adhérents en 1914, les syndicats liés au parti 4 millions de membres; s'ajoutent des centaines d'associations de culture, de sport, etc.
12. En 1921, sous l'impulsion du représentant de la Troisième Internationale, pour « forcer le développement de la révolution », le Parti communiste allemand appelle à la grève générale et à prendre les armes, sans succès.

Cela va nourrir d'ailleurs la réflexion de l'Internationale communiste sur comment corriger cette impatience juvénile ou infantile, selon les goûts, qui existe à l'époque.

Par exemple, un des éléments qui a servi de prétexte à l'offensive contre les Spartakistes, l'embryon du Parti communiste allemand, en janvier 1919, a été l'occupation du siège du *Vorwärtz*,[13] l'organe de la social-démocratie allemande. Cette histoire-là, avec laquelle Rosa Luxemburg n'était pas d'accord, a précipité l'affrontement dans de mauvaises conditions. Ça ne justifie absolument pas l'assassinat, les corps francs, mais on est dans un contexte de guerre civile.

Est-ce que les carottes sont cuites avec la décapitation du mouvement communiste allemand naissant, parce que c'en est une, quand même ? On sait maintenant le temps qu'il faut pour développer une culture, une collectivité militantes. Ayant rompu très tard avec la majorité social-démocrate dans l'effervescence de la Révolution russe et de la fin de la guerre, on a un parti qui est encore à peine en construction, qui vient d'adopter un programme, etc. On peut le discuter effectivement, mais je crois que cet assassinat a hypothéqué grandement la construction d'une équipe politique.

On emploie peu le terme en France, mais en Italie il y a l'idée du groupe dirigeant, il y a toujours une réflexion sur comment s'est formé le noyau du Parti communiste italien.

13. Journal du SPD duquel la direction avait évincé les rédacteurs critiques de la guerre pour lever la suspension de l'autorité militaire en 1916. Les spartakistes voulaient récupérer « leur » journal.

C'est quelque chose qui a une certaine importance dans l'histoire d'un parti.

Il y a une séquence révolutionnaire allemande qui va de 1918 à 1923. La conclusion ultime de la Révolution allemande, c'est l'échec de l'Octobre allemand de 1923.

Peut-être que l'occasion était déjà perdue avant mais elle a été perdue à plusieurs moments.

Vous dites à juste titre que, symboliquement, c'est bien sûr l'assassinat de Liebknecht et Rosa Luxemburg. Mais quelques mois ou quelques semaines après c'est Jogiches[14] qui est assassiné. C'est quand même toute une partie de l'équipe militante qui disparaît. Ils perdent encore de grosses plumes après l'action de mars 1921. Paul Lévy[15], on peut dire, après coup, c'est un opportuniste, mais ce n'est pas l'idée qu'en avait Lénine. Dans l'affaire de l'action de mars 1921 il dit : « Beaucoup de gens ont perdu la tête mais Paul Lévy, au moins, avait une tête à perdre. Les autres étaient des écervelés. » Enfin, les autres... certains des cadres du Komintern[16] en particulier.

14. Très lié à Rosa Luxemburg depuis la Pologne, il est le principal organisateur de la ligue Spartakus.
15. Paul Lévy était un des principaux dirigeants du Parti communiste. En prison au moment de l'action de mars 1921, il n'a pu l'empêcher, mais la condamne, s'opposant ainsi publiquement à la politique de la Troisième Internationale dont il sera exclu.
16. Dans ce cas, Bela Kun.

Après, il y a la fameuse histoire de l'insurrection, ratée ou pas, d'octobre 1923, qui est relatée dans la tragédie de Hamburg[17] par le bouquin de Jan Valtin *Sans patrie ni frontières*[18].

C'est vrai qu'en politique, les conséquences sont cumulatives et que chaque occasion perdue compromet la suivante. Ça ne veut pas dire que le cycle est clos, mais ça devient beaucoup plus difficile de remonter la pente. Janvier 1919 a eu des conséquences probablement sur mars 1921 et sur octobre 1923.

Mais la conséquence de tout ça est énorme.

Elle est incalculable pour l'histoire du XXe siècle, pas seulement pour l'Allemagne et la Russie. Toute la perspective stratégique des bolcheviks était que la Révolution russe était le coup d'envoi d'une révolution européenne. On n'avait pas commencé par le bon bout mais on n'avait pas choisi. Ce n'était pas se bercer d'illusions car si on regarde ce qui s'est passé en quelques années avec les conseils ouvriers de Turin[19]en Italie, avec la République des conseils de Bavière[20] en Allemagne, avec la République des conseils de Hongrie [21]et avec les mouvements en Autriche[22], il y a eu quasiment une situation révolutionnaire ou prérévolutionnaire européenne.

17. L'insurrection d'octobre 1923 est décommandée au dernier moment. Tous les militants sont avertis, sauf ceux de Hamburg qui se soulèvent seuls.
18. Témoignage exceptionnel sur le combat communiste dans l'Allemagne des années 20 et 30.
19. Poussée révolutionnaire du « bieno rosso » : des conseils ouvriers sont élus dans toutes les grandes usines du nord industriel de l'Italie, jusqu'à l'occupation généralisée en août septembre 1920.
20. Proclamée en avril 1919, elle est écrasée le mois suivant par les corps francs.
21. Instaurée elle aussi en avril 1919, elle est écrasée en août 1919 par les nationalistes.
22. Mouvements sociaux importants avec élections de conseils ouvriers, et un gouvernement socialiste (41% aux élections de 1919) qui met en place une législation sociale très avancée.

L'échec de la Révolution allemande a conditionné le siècle et a probablement, quasi certainement déterminé les conditions de la bureaucratisation. Elle aurait eu lieu en Russie mais peut être pas en débouchant sur les mêmes résultats et puis, surtout, cet échec a conditionné la possibilité du nazisme.

On évalue souvent, et même en comptabilité, le coût des révolutions et des guerres civiles, mais généralement on oublie de calculer le coût des révolutions perdues, des révolutions non faites.

L'humanité a payé au XXe siècle d'un prix exorbitant l'échec de la Révolution allemande à travers la victoire du nazisme et la Deuxième Guerre mondiale.

C'est pourquoi aujourd'hui encore les symboles de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht sont aussi forts... J'étais à la manifestation de Berlin en janvier 1968, qui était une manifestation internationale pour le Vietnam. Berlin était coupée en deux, il fallait traverser un bout de l'Allemagne de l'Est pour y aller. C'était super émouvant. On était, en janvier 1968, à un demi siècle moins un de l'anniversaire de l'assassinat de Rosa Luxemburg. Outre la solidarité avec le Vietnam, avec le mouvement étudiant allemand, etc., le symbole de cette manifestation c'était aussi un hommage à Rosa Luxemburg.

17 juillet 1936

Déclenchement de la Révolution espagnole

17 juillet 1936, la garnison espagnole de Melilla dirigée par Franco se révolte contre le gouvernement républicain du Front populaire élu en février 1936. Cette date marque le début de la Révolution espagnole qui s'achèvera en mars 1939 par la victoire de Franco et l'instauration d'une dictature qui durera 40 ans.

Pour bien comprendre ce qu'il s'est passé en Espagne à ce moment-là, il est important de faire un bref retour en arrière. À la sortie de la boucherie qu'a constituée la Première Guerre mondiale, les traumatismes sont immenses et durablement présents. Les vieilles démocraties bourgeoises (France, Angleterre) ont du plomb dans l'aile et voient avec inquiétude se développer des organisations se réclamant de la révolution d'Octobre. La Révolution allemande est écrasée. En décembre 1920, la guerre civile s'achève dans la toute jeune Union soviétique. Lénine meurt en 1924 laissant rapidement Staline mettre en place sa théorie de la révolution dans un seul pays et éliminer toute forme d'opposition.

C'est dans ce contexte qu'on va assister au développement, au cours de années 1920, d'organisations se réclamant du fascisme instauré par Mussolini en Italie en 1922. Les dictatures se multiplient en Europe : Portugal, Roumanie, Pologne, Hongrie mais aussi dans le reste du monde, Brésil et Chine entre autres. En 1933 Hitler prend le pouvoir en Allemagne.

Quel regard portes-tu aujourd'hui sur la Révolution espagnole ?

Quelle conséquence cette défaite a pu avoir sur le monde et sur le mouvement ouvrier en précisant l'importance qu'à pu avoir et qu'a encore aujourd'hui l'antifascisme dans le mouvement ouvrier.

Sur la Révolution espagnole elle-même, la grande question qui est posée et qui se discute encore c'est comment pouvait se combiner une guerre civile de défense de la République ou de la démocratie, sans aller plus loin, ou bien une guerre civile qui associait étroitement la réplique au coup d'État franquiste, au coup d'État militaire et l'approfondissement de la dynamique de la révolution sociale. Ça a été une ligne de partage fondamentale, c'est-à-dire de la part principalement du parti communiste déjà adossé à l'appareil d'État soviétique.

Le parti communiste était jeune et relativement faible. Il a en grande partie tiré sa force du soutien matériel, notamment du soutien militaire, de l'Union soviétique. Avec une ligne qui à l'époque des fronts populaires était une ligne de la défense de la démocratie, avec l'idée que toute dynamique qui tendait à approfondir le contenu social de la révolution espagnole dans le cadre de la guerre civile était un facteur de désordre, de division, d'affaiblissement contre la discipline nécessaire d'une armée relativement classique pour tenir tête à l'armée franquiste.

C'est autour de cette question-là que ça s'est joué, alors on peut toujours imaginer....

Le problème ne se réduit pas à ça parce que les rapports de force internes, les rapports internationaux étaient tels que la condition de victoire de la République espagnole, de la Révolution espagnole étaient de toute façon précaires pour au moins deux raisons.

D'une part la politique des démocraties européennes. Un des grands crimes de ces démocraties, y compris de leurs composantes socialistes ou social-démocrates, c'est la non intervention, alors que l'Allemagne et l'Italie intervenaient ouvertement (voir Guernica[1]), même avec des formes d'aides parfois un peu cachées. Finalement on peut dire que les sociaux-démocrates sont intervenus partout sauf quand il le fallait. Partout dans les guerres coloniales, partout dans les expéditions. Pas là où effectivement se jouait encore une fois une partie du sort de l'Europe et probablement de la Seconde Guerre mondiale. C'est ce qui explique d'ailleurs l'écho extraordinaire de la Révolution espagnole dans la littérature, de Hemingway à David Goodis, à Malraux ou à Bernanos. C'est un événement qui est aussi un déterminant du siècle avec des échos lointains comme chez Malcolm Lowry dans *Au-dessous du volcan*[2], avec comme bruit de fond : « Il faut envoyer des armes à l'Espagne républicaine. »

C'est le point majeur et c'est aussi la mise à l'épreuve des différentes orientations, indépendamment de l'héroïsme indiscutable et de la générosité des militants et des combattants du parti communiste. Mais c'est une ligne politique qui a une responsabilité très lourde, probablement, dans la défaite. Maintenant l'affaire est mieux connue. Pendant toute une période elle était connue essentiellement de milieux libertaires, des milieux oppositionnels de gauche ou des lecteurs d'Orwell et de son livre sur la Catalogne libre[3]. On a maintenant le film de Ken Loach qui s'inspire du livre d'Orwell[4].

1. Ville républicaine du pays basque détruite en avril 1937 par l'aviation allemande.
2. Roman paru en 1947.
3. George Orwell, *Hommage à la Catalogne,* retrace l'expérience de l'auteur, combattant au sein Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM), né de la fusion en 1935 de deux courants non staliniens en Catalogne, dissous après les journées révolutionnaires de mai 1937 à Barcelone et violemment persécuté.
4. *Land and Freedom*, film de Ken Loach, sorti en 1995.

On a parlé pour l'Allemagne de l'assassinat de Rosa Luxemburg, mais le sort de la Révolution espagnole s'est joué en partie dans les journées de mai 1937 à Barcelone. C'est-à-dire dans la répression, à l'intérieur du camp révolutionnaire, de la composante libertaire et poumiste[5] par la restauration d'un ordre militaire et étatique sous direction des staliniens.

Symboliquement et pas simplement symboliquement, on peut dire que mai 1937 en Catalogne illustre cela. Toute l'histoire de la Révolution espagnole est aussi un test des différentes politiques.

La culture libertaire était très importante pour des raisons historiques, sociales, liées à l'influence de Bakounine dans la composante espagnole de la Première Internationale, aux racines des sociétés rurales en Andalousie, notamment, qui donne une forte tradition libertaire avec ses côtés positifs. C'est-à-dire les expériences d'auto-organisation, d'autogestion, en pensant résoudre par la simple abolition les rapports de pouvoir, les rapports étatiques. Le problème de la révolution se trouve finalement pris à contrepied : on ne veut pas se salir les mains avec le pouvoir, on nie le problème du pouvoir, mais le problème du pouvoir vous rattrape et on voit du coup des oscillations entre une intransigeance à la limite du purisme et puis, finalement, des compromis réalistes à un moment donné et parfois même un peu ingénus avec les composantes du clan républicain.

J'ai connu la queue de comète de ces débats parce que Toulouse était quasiment ou en partie une ville espagnole. Quand j'ai adhéré à la JC en 1962, il y avait plus de jeunesses communistes espagnoles, ils étaient plus nombreux que nous. Ma première manif, c'était contre l'assassinat, l'exé-

5. Membres du POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste), voir note 3, page 41.

cution de Julián Grimau[6], qui était un dirigeant du Parti communiste espagnol, en 1963. À la bourse de travail de Toulouse, c'était les débats entre communistes peut être quelques poumistes (je ne me rendais pas compte à l'époque) et pas mal d'anars qui refaisaient la bataille de Guadalajara[7] et 1936. Il y avait un côté ruminant comme ça, mais incontestablement c'est ce qui a marqué.

Du côté de l'opposition de gauche espagnole, il y avait une petite opposition de gauche trotskiste, mais alors toute petite qui a agi essentiellement à travers le POUM et à partir de débats qui étaient compliqués. La conclusion qu'a tirée Trotsky de la victoire du nazisme en Allemagne en 1933, c'est que la montée du nazisme, du fascisme en Europe, allait réduire l'espace sur lequel pouvait vivre et éventuellement prospérer la social-démocratie, que la mise en cause du jeu démocratique parlementaire allait miner la base même de redistribution, de négociation de compromis dont se nourrit la social-démocratie. Il en tire une conclusion, qui n'était pas fausse du tout, que confrontée à cette menace la social-démocratie ou une partie d'entre elle devrait réagir, ne serait-ce que par un réflexe d'autodéfense, en se radicalisant sur la gauche.

Dans une certaine mesure ça a été le cas. Ça a été le cas en Autriche avec l'insurrection du Schutzbund en 1934[8] et des courants de gauche.

Avec toutes ses limites personnelles Largo Caballero[9] apparaîtrait aujourd'hui comme un bolchevik fanatique comparé aux dirigeants actuels

6. Un des principaux dirigeants stalinien du PCE.
7. Victoire républicaine contre l'armée fasciste italienne.
8. Affrontements armés entre les ouvriers socialistes et les fascistes appuyés par l'armée.
9. Membre du PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) et de l'UGT (Union Générale des

de la social-démocratie. Mais du coup l'idée c'est qu'il fallait pour des petits groupes s'inscrire dans ce courant de radicalisation de la social-démocratie et à la rigueur accepter que, au vu de la situation particulière en Catalogne, il y ait un POUM en Catalogne, mais que les révolutionnaires dans l'ensemble de l'Espagne travaillent principalement dans le parti socialiste. C'était un choix difficile, il n'y a aucune évidence là-dedans. C'est vrai que le POUM, si on le compare avec des organisations révolutionnaires aujourd'hui, a dû avoir jusqu'à 30 000 militants à peu près. Dans une situation révolutionnaire, ce n'est pas du tout négligeable. Mais avec un développement très inégal.

Là aussi, Andrés Nin[10] n'a pas été tué par les troupes de Franco. Aujourd'hui, l'enlèvement et l'assassinat de Nin à Alcalá de Henares par les staliniens est quelque chose d'avéré, de public, ce n'est plus discuté en Espagne aujourd'hui. Je ne dis pas qu'Andrés Nin aurait joué un rôle équivalent à celui de Rosa Luxemburg. Mais enfin, il y a quand même eu une double répression, puisque l'autre figure dirigeante du POUM, Joaquín Maurín, a été arrêté par les franquistes dès le début du coup d'État. D'autres ont été exécutés dans leur propre camp. Je ne rentrerai pas dans les hypothèses de la mort de Durruti[11], en tout cas les suspicions peuvent exister et il y a règlement de compte incontestable dans le camp républicain au détriment de sa composante révolutionnaire.

Je crois en plus que cette affaire espagnole a joué un rôle dans une certaine sectarisation chez Trotsky au fil de ses écrits à ce moment-là, que l'on peut comprendre en tout cas du point de vue humain pour ne pas dire psychologique. On sent qu'il y a un désespoir qui monte après chaque occa-

travailleurs), chef du gouvernement espagnol et ministre de la Guerre de septembre 1936 à mai 1937.
10. Un des fondateurs du POUM et un proche de Léon Trotsky.
11. Anarchiste espagnol, membre de la CNT et combattant en Aragon.

sion perdue, la Révolution allemande de 1923, la Révolution chinoise[12], la victoire du nazisme en Allemagne et maintenant la guerre civile espagnole. Chaque occasion perdue rapproche d'une catastrophe. C'est un des points sur lequel Trotsky était lucide, la logique de la guerre annoncée et même sur certains aspects de cette guerre. Par exemple, sur le génocide juif, c'est sûrement un des rares en 1938 à avoir prévu ça.

Mais en même temps on est tellement à contre-courant et ça, à mon avis, c'est une mauvaise école, une mauvaise culture. Le ton des polémiques qu'il mène contre les dirigeants du POUM, qui sont des révolutionnaires qui peuvent se tromper ou contre Victor Serge[13] c'est une culture de la polémique qui a une logique sectaire. Il faut le dire comme ça.

On peut en comprendre les raisons avec le recul. On n'est pas dans le tourbillon, on a une certaine distance qui permet de comprendre. Mais incontestablement on voit là une logique du désespoir. Qui en plus est nourrie parce que, parallèlement, il y a les procès de Moscou, et des drames familiaux : assassinat (ou pas) de Sedov[14], mais en tout cas suicide de sa fille[15] en Allemagne. Tout ça sont des composantes humaines qu'on peut comprendre.

12. Le Parti communiste était entré en 1924 au sein du Guomindang dirigé par Tchiang Kai-Chek. En février 1927 les communistes dirigent une insurrection victorieuse à Shangai, ouvrent les portes à l'armée de Tchiang Kai Chek qui les massacre. Ces massacres vont se reproduire en mai dans le Wuhan et en décembre à Canton : on estime que 38000 communistes ont été liquidés ainsi en 1927. Les armées rouges se regroupent dans le sud avec Mao Ze dong pour survivre.
13. Anarchiste, il rejoint la révolution russe et adhère au Parti communiste russe, puis rejoint l'opposition de gauche.
14. Fils de Léon Trotsky, des doutes demeurent sur les circonstances de sa mort en 1938, assassinat par le NKVD ou complications suite à une opération médicale.
15. Zinaida Volkova, se suicide à Berlin le 5 janvier 1933.

Enfin, je crois qu'il faut rapprocher, même si ce n'est pas la même séquence historique, cette affaire-là de la tragédie grecque. Pour moi, il y a deux expériences en Europe qui sont absolument hallucinantes. C'est la manière dont finalement s'est résolue la guerre civile espagnole par une défaite, mais par une défaite qui s'est jouée autant dans le camp républicain que par rapport à l'adversaire. Et puis le remake, presque en pire, même s'il est moins connu, c'est la guerre civile grecque qui est une catastrophe absolue avec un parti stalinien qui encore aujourd'hui a de très beaux restes en la matière. C'est le seul en Europe qui soit resté sur ce modèle-là. L'insurrection grecque avait là, pour le coup, le pouvoir à portée de la main et on leur a interdit de le faire en les obligeant à déposer les armes. Vous avez les photos, ceux qui allaient déposer les armes sur les places de villages et qui sont restés, entre 1947 et 1949, ont été purement et simplement assassinés.

Quant à l'importance de l'antifascisme. Oui, il y a une culture antifasciste qui vient de là, qui a été perpétuée par l'antifranquisme. Pour nous, peut être qu'il y a un microclimat toulousain, la guerre d'Espagne n'était pas finie, quand est sorti le film de Frédéric Rossif *Mourir à Madrid*[16], les gens sortaient en larmes, c'était notre guerre encore dans les années 1960.

Évidemment de là vient une composante de la culture d'un antifascisme radical. Je dis antifascisme radical pour le distinguer d'un antifascisme œcuménique ou à minima qui se contente de dire « le fascisme c'est méchant » « c'est mal »... mais ne tient pas lieu de ligne politique.

Comment vaincre le fascisme, c'est le titre qui a été donné aux écrits de Trotsky sur l'Allemagne. C'est un problème d'orientation politique, ce

16. Documentaire sorti en 1963, en partie censuré par l'État Français à la demande le l'État espagnol.

n'est pas un problème de protestation morale. Il peut y avoir une indignation morale et c'est un point de départ. En gros, au XXe siècle et *a fortiori* si le problème se repose malheureusement au XXIe siècle, on ne vaincra le fascisme, bien sur en défendant les acquis démocratiques, mais que par une politique sociale qui coupe à la racine ce dont ils peuvent se nourrir, que ce soit d'ailleurs dans des pays capitalistes développés ou dans d'autres secteurs de la planète.

8 mai 1945

Au sortir de la guerre, après les horreurs générées par les régimes fascistes, notamment le génocide des juifs par les nazis, s'ouvre une période de recomposition. D'une part l'instauration de l'État providence au sein des pays capitalistes occidentaux, la constitution du bloc soviétique à l'est de l'Europe sous la botte de Staline, et des aspirations considérables parmi la classe ouvrière. Les idées progressistes, l'importance des partis communistes n'ont peut-être jamais été aussi fortes dans le siècle. Une question très simple : qu'est-ce qu'il se joue à ce moment-là ? Est-ce qu'il y a des occasions manquées ? Quels types de recompositions se mettent en place ?

C'est un grand débat.

Stalingrad[1] est déjà un résumé des problèmes que pose la restauration d'un certain ordre capitaliste négocié dans les pactes de Yalta et Potsdam.[2] J'aime bien partir de la littérature. Le livre de Vassili Grossman, *Vie et destin*[3], montre bien comment, dans la bataille de Stalingrad, se manifestait une vitalité possible de la société soviétique. Y compris l'espoir, chez des gens qui n'étaient pas forcément des oppositionnels, mais critiques, que l'initiative qu'on leur avait demandée dans la guerre contre l'occupation allemande allait déboucher aussi sur – peut être n'avaient-ils pas les idées claires – sur

1. La bataille de Stalingrad (juillet 1942-février 1943) est une défaite majeure de l'armée allemande, le tournant stratégique de la seconde guerre mondiale.
2. La conférence de Yalta, en février 1945 (États-Unis, Grande Bretagne et URSS), entérine un plan de partage de l'Europe en « zones d'influence », 6 mois après celle de Postdam organise le démembrement de l'Allemagne en quatre zones.
3. L'auteur communiste voit son livre saisi par la police politique stalinienne en 1962.

une société plus ouverte, plus démocratique. Il y a cette phrase terrible dans ce livre : « Ils avaient sous-estimé quelque chose, c'est que l'on ne demande pas de comptes aux vainqueurs ».

Le pronostic, ou l'espoir de Trotsky et des oppositionnels de gauche avant la guerre, c'était un scénario comparable à la Première Guerre mondiale, c'est-à-dire qu'un régime bureaucratique comme le régime soviétique ne survivrait pas à l'épreuve de la guerre et que l'après Seconde Guerre mondiale serait une situation révolutionnaire aussi ouverte, avec une redistribution des forces et des cartes, comme en avait connue la Première. D'une certaine manière, la position de Trotsky sur la création d'une petite internationale[4], c'est aussi (d'une façon différente) un remake de Zimmerwald, de Kienthal[5] etc. Il faut organiser la petite cohorte internationaliste avant l'entrée dans la guerre, pour avoir l'espoir d'en sortir avec quelque chose et pour faire face aux occasions qui ne manqueront pas de se produire.

Ça ne s'est pas passé comme ça, parce que le régime stalinien est sorti légitimé par sa victoire militaire. Moi je suis à la limite du point de vue générationnel, mais la religiosité autour de l'Union soviétique dans les années 1950 en France était impressionnante. Quand un coureur soviétique comme Vladimir Kuts gagnait trois médailles d'or aux jeux olympiques, ou quand Zátopek brillait sur les stades, ou encore lorsque le premier Spoutnik volait. On a du mal à imaginer aujourd'hui, mais les gens croyaient, ils ont vaincu le nazisme et voilà. On ne considérait pas ridicules les kolkhoziennes au front radieux de *Quand passent les cigognes*[6]. Relativement à ça, vous avez

4. Il s'agit de création de la Quatrième Internationale en 1938 par Trotsky, à partir de très petits groupes.
5. Conférences tenues en septembre 1915 (Zimmervald), et avril 1916 (Kienthal) entre les socialistes opposés à l'union sacrée. Malgré leurs divergences, c'est le début d'une alternative à la faillite de la Deuxième Internationale.
6. Film soviétique de 1957, palme d'or à Cannes en 1958, une histoire d'amour pendant

dans un film (qui n'est pas très bon) *Rouge baiser*[7], les bas nylon et coca-cola, la culture américaine, qu'il fallait boycotter. C'était une vision très manichéenne du monde. Mais tout ça venait quand même de l'image propagée, d'une part autour du symbole Stalingrad, et puis ensuite par l'expansion de ce que l'on a appelé le glacis soviétique, ce qui pouvait apparaître comme une extension d'une expérience socialiste ou passer pour tel à l'époque.

Bien des éléments d'alerte étaient déjà là. La crise avec la Yougoslavie[8] a commencé très tôt, en 1948-49, les procès en Tchécoslovaquie ou en Hongrie[9] des anciens brigadistes partis en Espagne sont venus très vite, moins de huit ans après la guerre.

Contrairement à l'espérance d'une nouvelle période révolutionnaire c'est au contraire une période de stabilisation négociée entre deux grands partenaires, les États-Unis et la Grande-Bretagne d'un côté et la direction stalinienne de l'autre, qui établit une discipline de désarmement dans ses propres rangs.

En Espagne, des guérillas, y compris de militants communistes, ont duré jusqu'après la guerre en pensant que les dictatures n'y survivraient pas et

la Seconde Guerre mondiale qui symbolise le dégel de l'URSS après la mort de Staline en 1953.
7. Film français de 1985 sur l'engagement communiste dans les années 1950.
8. Alors que les taux d'influence décidés à Yalta étaient de 50-50%, le Parti communiste yougoslave proclame une république populaire et résiste à l'hégémonie soviétique, ce qui provoque la rupture en 1948. Émerge alors une nouvelle voie socialiste autour de l'autogestion proclamée.
9. Les procès contre les potentiels opposants communistes sont engagés pour éviter la contagion yougoslave. Ces purges font disparaître des militants pour leur rôle dans les brigades internationales en Espagne, comme Rajk en Hongrie, ou Artur London en Tchécoslovaquie.

qu'on allait jouer la revanche de la guerre civile dès 1945. Ils ont été rappelés à l'ordre et sont rentrés dans le rang.

Le désarmement de la résistance grecque est peut-être la conséquence la plus dramatique de ce pacte. C'est en cela que la tragédie grecque me paraît bien illustrer les effets de la politique stalinienne. Il y a un seul bouquin à ma connaissance sur ça, même s'il y en a sûrement d'autres, celui de Dominique Eudes *Les Kapétanios*[10] ou alors on l'a dans la trilogie de Tsírkas, *Cités à la dérive*[11]. Autant il y a beaucoup de littérature sur la guerre civile espagnole, autant l'affaire grecque est méconnue.

La Révolution chinoise a échappé à cette politique. Par exemple, on a une opposition entre les accords de Varkiza[12], qui actent le désarmement de la résistance grecque et les accords de Chongqing[13] en Chine qui étaient censés être l'équivalent. Car Mao Zedong dit que les armes du peuple, sont les armes du peuple, on ne les rend pas, et louvoie entre les intérêts diplomatiques de l'Union soviétique et leur logique. Les communistes chinois, eux, avaient fait l'expérience d'un compromis en 1927[14] et ils en avaient payé cher le prix. C'est une idée de survie : on ne recommence pas, là encore, à s'offrir finalement à un véritable massacre. Du coup, il y a une logique propre, qui

10. Dominique Eudes, *Les Kapetanios : La guerre civile grecque*.
11. Stratís Tsírkas, *Cités à la dérive* (Le Cercle, 1960, Ariane , 1962, La Chauve-souris, 1965), Paris, Points, Collection : grands romans, 1999.
12. En février 1945, sous la pression de l'URSS (à Yalta la Grèce était « octroyée » à 90% à la Grande-Bretagne), les communistes acceptent la dissolution des forces armées de la Résistance,
13. L'accord franco-chinois (ou accord de Chongqing) est un accord signé à Chongqing le 28 février 1946, entre le Gouvernement provisoire de la République française et la République de Chine. L'accord prévoit le départ des troupes chinoises stationnées en Indochine et la fin des concessions françaises en Chine (Shanghai, Hankou et Tsientsin) datant des traités inégaux.
14. Voir la note 12, page 45.

est en partie militaire, qui n'a pas forcément un projet social mirobolant, mais qui fait que la Révolution chinoise ne passe pas à la trappe. Et puis, c'est la Chine. Il y a aussi un effet d'échelle.

Le problème, c'est que du côté des révolutionnaires, pour rester du côté européen et un peu plus largement, ils ont vécu la Deuxième Guerre mondiale – je crois, peut-être, que l'on projette après coup – dans l'attente d'un scénario aussi turbulent que celui des années 1918-1923 au sortir de la Première Guerre mondiale. Et ce n'est pas du tout ce qu'il se passe. Il y a des organisations qui disparaissent purement et simplement. Le POUM disparaît, l'ILP[15] britannique, qui n'était pas une petite organisation, des travaillistes de gauche quasi révolutionnaires, avec des gens comme Orwell[16] et d'autres à l'époque, disparaît.

Et puis le courant trotskiste survit, mais éclate. Il éclate d'abord sur l'interprétation de la situation. Certains pensent que la remise en route d'une économie capitaliste n'est qu'un intermède, en fait la guerre n'est pas finie, on va à court terme vers une nouvelle guerre et éventuellement une nouvelle guerre mondiale directement entre l'Union soviétique et les États-Unis. D'autres pensent que c'est un rétablissement durable et donc qu'il faut se préparer à une traversée du désert.

Mais toutes les fractures entre tel ou tel courant, ou l'apparition d'un groupe comme Socialisme ou barbarie – qui, à l'époque est anodin, alors qu'aujourd'hui, *a posteriori*, on pense que des gens comme Castoriadis[17],

15. Parti travailliste indépendant, issu de pacifistes britanniques en rupture avec le parti travailliste, en lien avec le POUM.
16. Voir note 3, page 41.
17. Philosophe, économiste et psychanalyste grec (1922-1997), qui passe du Parti communiste à la Quatrième Internationale, avant de s'en séparer en 1949 pour

comme Lyotard[18] ont apporté quelque chose et c'est juste – sont l'expression de l'interrogation qui a finalement traversé tout le monde : comment comprendre le pourquoi et la possibilité de la survie du régime bureaucratique en URSS ? C'est finalement ce qui fait la différence entre David Rousset[19], Castoriadis, et d'autres courants de la Quatrième Internationale qui continuent sur l'idée que c'est un État ouvrier dégénéré. Mais pourquoi la dégénérescence dure aussi longtemps ? Pourquoi peut-elle même s'étendre à des régimes comme ceux de l'Europe de l'Est ? Et puis il y a également les défaites parce que, d'une certaine manière, cette consolidation du camp – aux deux sens du terme, d'ailleurs – stalinien a des répercutions aussi lointaines qu'en Asie, en Indonésie[20], aux Philippines[21] ou au Vietnam. En 1945, c'est la liquidation de l'opposition de gauche vietnamienne qui n'était pas un groupuscule, dans un Parti communiste vietnamien qui lui non plus ne rentre pas dans le rang et continue sa résistance nationale.

Il y avait toute une légitimité de l'histoire du mouvement communiste de la Troisième Internationale qui était portée par des personnages que l'on connaît peu. Le fondateur du Parti communiste grec Pantelis Pouliopoulos[22], devenu oppositionnel de gauche, a été fusillé par les Italiens. Un

fonder « Socialisme ou barbarie », un groupe proche du communisme des conseils qui analysait l'URSS comme une forme de capitalisme d'État.

18. Philosophe, communiste anti-autoritaire, a participé aux débuts de « Socialisme ou barbarie ».
19. Militant trotskiste déporté à Buchenvald (1912-1997). Il s'éloigne du trotskisme dans les années 50 tout en continuant à militer contre la guerre d'Algérie.
20. Après la guerre d'indépendance de 1945 à 1949, les courants nationalistes tenants d'une ligne conservatrice, pro-occidentale s'opposent à ceux qui veulent instaurer une démocratie économique, sociale et politique.
21. Contre la résistance à l'occupation japonaise, les États-Unis mettent en place une structure néocoloniale.
22. Secrétaire général du Parti communiste grec en 1924, animateur dans les années 30 d'une opposition léniniste dans le Parti communiste grec, puis éditeur du périodique « Spartakos » après son exclusion.

des fondateurs du communisme indonésien Tan Malaka[23], qui avait animé des guérillas indonésiennes, a été liquidé également à ce moment-là. Toute une génération qui pouvait discuter la légitimité de l'héritage de la Révolution russe passe sous le rouleau compresseur. C'est vrai aussi en Europe de l'Est, où en Tchécoslovaquie, il y avait aussi bien sur le plan culturel un mouvement surréaliste qu'une opposition de gauche. Tout cela a finalement été laminé par le rouleau compresseur. Ce qui fait que les hypothèses sur lesquelles s'étaient constituées les oppositions de gauche dans les années 1930 ont été démenties. Est-ce que c'était fatal ? Était-ce une erreur de pronostic ?

Pour moi, la politique ne fonctionne pas au pronostic, ce n'est pas des paris… ce que les linguistes appelleraient du performatif ; on dit ce qui serait souhaitable ou nécessaire et on essaye de faire en sorte que ça devienne réel et possible. Après, comme l'histoire n'est pas écrite d'avance, on voit ce qui se passe.

Finalement le redémarrage économique a permis l'instauration des États providence, ou de l'État social, des formes de régulation keynésiennes sur lesquelles a reposé le compromis social principalement en Europe, mais sous d'autres formes également dans d'autres régions du monde. Ce n'est pas la même chose, mais les États populistes latino-américains, la croissance du Brésil dans les années 1950-60 relève de mécanismes distributifs en partie comparables, ou les théories de la CEPALC[24] sur le développement pour l'Amérique latine.

23. Militant nationaliste et communiste indonésien, exécuté par l'armée en 1949.
24. Commission de l'ONU fondée en 1948, dont l'objectif était de favoriser l'industrialisation des pays de la zone par l'intégration régionale en substitution aux importations.

Cela a été rendu possible, par la relance, la croissance économique. Mais c'est aussi la grande peur de la bourgeoisie. Ce n'est pas uniquement un cadeau ou parce qu'il y a eu une idée géniale de Keynes. Ils ont eu peur de tout perdre, dans les années 1930, dans la guerre et au sortir de la guerre.

Le compromis est une manière de céder quelque chose pour ne pas tout perdre. Sur cette base-là, c'est un compromis qui a plus ou moins permis d'amortir la conflictualité sociale sur une trentaine d'années, jusqu'à la fin des années 1960, début des années 1970.

Il a donné d'une part l'illusion que le capitalisme avait les moyens de maîtriser ses contradictions et de les gérer rationnellement et puis d'autre part des théories comme celles de David Rousset selon lesquelles par des voies différentes le capitalisme occidental et la modernisation, même sous des formes bureaucratiques en Union soviétique, arriveraient à des formes convergentes plus ou moins d'une même société. C'est la conclusion de son grand livre, que personne n'a lu, *La Société éclatée*[25] qui est pourtant un des livres les meilleurs sur l'Union soviétique et qui termine par cette hypothèse d'une convergence des deux grands. Il faut dire que ce n'était pas le seul à l'époque. C'était l'époque de la coexistence pacifique où Maurois[26] et Aragon écrivaient les histoires parallèles des États-Unis et de l'Union soviétique, que le Parti communiste nous vendait en promotion, par abonnement, cartonné. Tout bon militant communiste au début des années 1960, même si n'avait que quatre bouquins, avait celui-là.

25. David Rousset, *La société éclatée. De le première à la première à la seconde révolution mondiale, Paris,* Éditions Grasset, 1973.
26. Paru en 1962-1964. Aragon est l'intellectuel communiste dans la ligne officielle, Maurois le président de l'association France-États-Unis. Cinq tomes, deux pour chaque pays de 1917 à 1960, et le dernier tome est composé de « conversations ».

1er novembre 1954

La Toussaint rouge

Le 1er novembre 1954, en Algérie, une trentaine d'attentats ont lieu en divers endroits du territoire. Ce sera ce qu'on appelle la Toussaint rouge. Cette insurrection apparaît comme une étape décisive dans le déclenchement de la guerre d'indépendance algérienne, d'abord par son ampleur mais aussi parce qu'elle marque l'apparition sur la scène politique et militaire de son principal acteur, le FLN.

La guerre d'Algérie et, plus largement, les guerres d'indépendance nationale bouleversent le mouvement ouvrier en France et dans le monde. De nouveaux clivages apparaissent en particulier autour de l'attitude à adopter vis-à-vis de ces mouvements.

On voudrait savoir quelle vision tu as de la guerre d'Algérie et, plus largement, essayer d'interroger quels sont historiquement les rapports de la gauche et des questions coloniales.

Alors là, c'est directement notre histoire.

On peut dire que pour ma génération – je n'aime pas trop ces histoires de génération, c'est toujours un peu gluant mais enfin, bon, c'est un repère chronologique –, on est quand même en partie le produit direct ou indirect de cette guerre d'Algérie.

Autour de la guerre de libération algérienne se cristallisent deux types de problèmes.

Le premier c'est l'attitude du mouvement ouvrier des métropoles coloniales vis-a-vis des guerres de libération des mouvements anticolonialistes. C'est une histoire assez tumultueuse dans laquelle on retrouve les grands clivages. Il y a eu un anticolonialisme réellement internationaliste, un véritable élan de ce point de vue-là dans les premières années de l'Internationale communiste, avec le congrès de Bakou[1]. L'attitude du jeune Parti communiste français (jusqu'à la guerre du Rif), est antimilitariste, de sabotage de l'opération coloniale et, y compris, avec un travail dans ce sens au sein de l'armée coloniale.

Et puis cette tradition a été, là aussi, sacrifiée petit à petit aux jeux diplomatiques et aux intérêts d'État sur la scène internationale au nom, notamment, des alliances politiques et, en particulier, des alliances politiques passées en 1945, au nom de la reconstruction nationale, des gouvernements d'unité nationale, etc. Ce qui s'est traduit par une évolution nationale en partie chauvine du Parti communiste français. Je dis « en partie » parce que l'affaire est un peu plus contradictoire. Mais sur le fond, comme on dit, il n'y a pas photo. Que ce soit sur la question vietnamienne ou sur la question algérienne, on ne peut pas dire qu'il y ait eu un soutien actif à la lutte de libération algérienne à partir de 1954.

Avec parfois des alibis théoriques : est-ce que l'Algérie est une nation ? C'est une nation en formation. Est-ce qu'on peut parler de droits nationaux, avec tout un discours sur le droit au divorce ou sur l'obligation de divorce : on a le droit au divorce mais on n'est pas obligé de divorcer. En tous cas, il ne s'agissait pas de faire du droit à l'indépendance une question de principe. C'était un des points, d'ailleurs, sur lequel à l'époque, pas de manière

1. Premier congrès des peuples d'Orient, qui réunit des délégués de tous les pays d'Orient en septembre 1920.

tout à fait consciente, on entrait en malaise et, pour certains camarades, en opposition avec la ligne du Parti. Il faut dire que le Parti communiste en France faisait 25 % de l'électorat, rien de comparable à aujourd'hui, et pour quelqu'un qui se radicalisait, c'était un engagement, je ne dis pas inévitable mais largement naturel.

J'ai fait les dernières manifestations sur la guerre d'Algérie et le mot d'ordre central c'était « Paix en Algérie ». Ce n'était donc pas explicitement un mot d'ordre de soutien actif au FLN et aux Algériens. Ce soutien il est beaucoup plus venu des milieux intellectuels avec l'appel des 121[2] qui n'était pas uniquement un appel pétitionnaire d'intellectuels mais une sorte d'engagement moral à un soutien actif, c'est-à-dire à l'hébergement des Algériens clandestins, à une certaine aide au FLN.

Donc, finalement, le déclenchement de la guerre de libération algérienne venant en 1954 au moment où se soldait la défaite de l'impérialisme français en Indochine, c'était la mise à l'épreuve des positions face à un mouvement général des luttes de libération nationale dans le Maghreb, en Indochine, mais également dans les colonies africaines, portugaises et françaises dans une moindre mesure à ce moment-là.

C'est le premier problème, dont la conséquence est la division par rapport au type d'engagement, c'est-à-dire de solidarité avec l'ensemble du mouvement anticolonialiste et anti-impéraliste et d'une solidarité active, non pas d'une solidarité tolérante au nom de la paix.

Il faut nuancer, quand même. La ligne du Parti communiste avait des traductions parfois compliquées avec, par exemple, l'objection de conscience,

2. Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie », septembre 1960.

le refus d'aller en Algérie. Certains militants communistes ont été emprisonnés comme Alban Liechti. Quand j'ai adhéré à la Jeunesse communiste on faisait la campagne pour la libération d'Alban Liechti qui avait refusé de porter les armes contre le FLN. II y a eu très peu de cas de désertion, de passages au FLN.

L'autre problème, c'était ce qu'on pouvait attendre de la Révolution algérienne elle-même. Est-ce que c'était une guerre de libération pour l'indépendance nationale « point » ou est-ce que sa dynamique allait beaucoup plus loin dans le sens d'une expérience socialiste ? Le contexte là est important. Le débat, je ne le reprendrai pas ici, était : qui soutenir ? Le FLN qui d'une certaine manière était plus radical (il avait pris l'initiative de l'insurrection) ou le MNA[3] de Messali Hadj qui était historiquement plus lié à une culture de mouvement ouvrier et qui au début, en 1954, n'était pas une organisation légaliste. Il y avait des divergences sur quel type de lutte armée, mais pas sur le principe : le MNA se préparait lui aussi à mener des luttes militaires.

Après coup, je crois que ce sont des discussions qu'on peut avoir sereinement parce que le MNA s'est transformé, en partie, en instrument du colonialisme français. Mais ce n'était pas le cas au tout début de la guerre, à partir de 1958 ça l'est devenu. Dans leur rivalité avec le FLN, ils ont pactisé à des degrés divers avec l'autorité coloniale.

L'autre problème c'était : quel programme pour le FLN ? Est-ce que c'était un programme nationaliste voire confessionnel ? Il n'était pas du tout acquis, au départ, que la référence officielle de la future Algérie indépendante serait, par exemple, une constitution faisant référence à l'islam comme religion officielle. Ça l'est devenu dans le cours de la guerre, en partie

3. Mouvement National Algérien, fondé en 1954.

d'ailleurs du fait de la manière dont l'OAS[4] a fait, par la série d'attentats à la veille de l'indépendance, que pratiquement il devenait difficilement imaginable de rester pour le million de ceux qu'on a appelés les « pieds noirs », qui n'étaient pas tous des colons. Il y avait un petit peuple, je suis bien placé pour le savoir, d'origine espagnole ou de petits juifs pauvres. Mais la ligne de l'OAS a créé une situation irréversible et a favorisé finalement la définition de l'État avec une référence fortement religieuse.

Et puis le programme social du FLN n'était pas joué d'avance. Il y a eu le congrès de la Soummam[5] qui annonçait un programme relativement radical en matière de réforme agraire, entre autres, autour notamment de la figure d'Abane Ramdam qui a été liquidé dans la crise interne du FLN par ceux qu'on appelait les 3 B[6]. C'est un règlement de compte bureaucratique dans l'appareil du FLN, mais qui a un sens politique. Il liquide l'aile la plus sociale du FLN qui avait une logique – on ne va pas utiliser les grands mots – de « révolution permanente ». L'impact de la Révolution algérienne, l'indépendance formellement en 1962, est exactement en écho, pour nous, avec la dynamique de la Révolution cubaine, le scénario algérien prend la même voie. Est-ce que c'était possible ?

Il faut quand même rappeler, côté algérien, je ne sais pas si on en prend la mesure, on parle aujourd'hui de quelque chose – peut-être que le chiffre est exagérément arrondi – comme un million de morts sur dix millions d'habitants. C'est énorme, ce n'est pas une peccadille. Une société qui a vécu cela est déjà fortement traumatisée. En plus, les Français avaient gagné la guerre militaire, ils ont perdu politiquement, mais ils ont infligé de telles pertes ! L'appareil d'État algérien n'a donc pas surgi d'une expérience d'auto-orga-

4. Organisation politico-militaire pour l'Algérie française.
5. Congrès clandestin du FLN qui s'est tenu en août 1956.
6. Lakhdar Bentobal, Abdelhafid Boussouf et Belkacem Krim.

nisation de résistance interne mais il est notamment venu de l'exil, des gens qui étaient en prison comme Ben Bella, mais aussi de l'appareil militaire construit à la frontière comme Boumédiène, ce qu'on a appelé l'« armée des frontières ».

C'est un peu, en plus modeste, ce qui se passe pour la Palestine : un appareil extérieur, financé de l'extérieur et qui vient coiffer finalement un processus révolutionnaire qui a subi pas mal de dégâts sur le terrain.

On a donc un appareil d'État bureaucratique. Ça n'a pas empêché que, dans un premier temps, Ben Bella ait pris des mesures radicales, le fameux « discours sur l'autogestion », qui ont existé, mais en s'appuyant sur une tête d'épingle, avec l'ambiguïté du coup d'État de 1965[7]. Moi je me souviens, j'ai vécu ça, on était en stage de l'Unef à l'époque, on a passé la nuit au transistor. On ne comprenait pas bien qui était Ben Bella. On était à la J.C. Ça avait l'air d'aller dans le bon sens, ce ne sont pas des communistes pur sucre, on ne sait pas très bien ce qu'ils vont faire, mais on a quand même intuitivement senti le renversement de Ben Bella comme un sale coup. Mais en même temps, ça n'est pas apparu clairement comme une inversion du processus puisqu'une bonne partie des nationalisations des hydrocarbures et d'autres ont été poursuivies ou carrément faites sous Boumédiène. Donc ça n'est pas apparu comme un coup d'arrêt brutal mais comme une continuité.

Il faut savoir, peut-être on l'oublie, que la guerre d'indépendance algérienne, pour les mouvements des années 1960 ou 1970, était une référence presque aussi forte que l'expérience cubaine ou que l'expérience vietnamienne. Quand j'étais en Argentine en 1973 je passais des nuits entières à parler avec les camarades qui disaient : « on veut faire comme en Algérie »,

7. Ben Bella est renversé par un coup d'État mené par Houari Boumédiène.

avec l'idée qu'en Algérie ils avaient gagné militairement. Mais non, c'est plus compliqué que cela. L'Algérie était une référence, faisait partie de cet ensemble d'expériences de la révolution coloniale. Il ne faut pas oublier quand même que l'un des textes fondateurs pour nous était un discours du Che, le « Discours d'Alger[8] », lors de son passage en Algérie en 1965 où il prend position le plus explicitement possible à l'époque par rapport au jeu et aux rapports de force internationaux et à la politique de l'URSS vis-à-vis, justement, des guerres de libération nationale dans les pays coloniaux.

8. Guevara déclare que la copie mécanique des « pays frères »a été une erreur, a freiné le développement, et a conduit au bureaucratisme qui doit être combattu avec vigueur https://www.youtube.com/watch?v=kWNTvvoAja0.

1er janvier 1959

Le 1er janvier 1959 est marqué par l'entrée dans la Havane de la guérilla menée par Fidel Castro et la chute de la dictature de Fulgencio Batista. Ça marque, en fait, le début symbolique et en même temps réel des luttes et des résistances à l'impérialisme en Amérique latine. Ces luttes à partir des années 1960 vont mêler anti-impérialisme, autonomie paysanne et un marxisme refondu mêlé d'un rapport ambigu à la religion dans ce mouvement d'émancipation, de lutte anti-impérialiste. Comment peut-on évaluer l'importance de la Révolution cubaine, du guévarisme et son influence sur les mouvements anti-impérialistes à la fois sur le continent latino-américain et éventuellement sur d'autres continents ?

La première chose qu'il faut dire pour mesurer la portée de la Révolution cubaine, c'est qu'à la différence de ce qui s'est passé en Algérie, entre le premier janvier 1959, date hautement symbolique d'entrée de l'armée rebelle à la Havane et la proclamation de Cuba socialiste, il s'est passé à peine trois ans.

Par conséquent pour nous, c'était la première révolution socialiste, qui assumait ce type de projet politique, qui n'avait pas été faite par un parti communiste. Et dans une certaine mesure avait été faite contre le parti communiste existant à Cuba, partiellement contre, parce qu'il s'y est rallié dans le tout dernier épisode.

Ça c'est un choc qu'aujourd'hui on ne mesure pas, mais qui posait un problème majeur à tous les militants du Parti communiste. Qu'est-ce que

c'est cet oiseau rare, qu'est-ce que c'est ce mouvement du 26 juillet[1] ? Il était entouré d'un certain mystère. Je me souviens, je me rappelle avoir lu de vieux journaux des années 1950. C'était une question folklorique, il y a des barbus qui prétendent qu'ils vont prendre le pouvoir. En 1958, il y avait des reportages de journalistes américains sur cette poignée de types dans laquelle il y avait toutes les composantes pour construire une mythologie christique. Ils ont débarqué à quatre-vingt, il y a eu douze survivants comme les apôtres, c'est une histoire formidable. Et puis le scénario même de la Révolution cubaine, l'armée rebelle, le Che ébouriffé à Santa Clara, c'est la révolution romantique et épique.

Il y avait un problème de compréhension de ça et, en même temps, de dire : « mais enfin, il y a une révolution possible qui n'est pas faite par un parti communiste. » Premier gros problème, par exemple pour nous sans entrer dans l'anecdote, on ne savait pas très bien de quoi il retournait. La figure du Che avait quelque chose d'exceptionnel. D'abord en 1959, on ne le connaissait pas beaucoup, après, en 1962-63, ça commençait à être un symbole. Une expérience m'a marqué, c'est d'entendre parler de la Révolution cubaine par Armand Gatti quand il est venu monter ses pièces à Toulouse. Il venait de tourner *El Otro Cristobal* [2] à Cuba. Il y a des vieilles copies, mais on le voit rarement et c'est dommage parce que c'est un film lyrique qui exprime justement bien l'esprit de l'époque. Gatti n'était pas membre du Parti, le moins qu'on puisse dire, c'était une espèce de melting pot de cultures libertaire, communisante, maoïsante..., un peu tout donc c'était une bouffée d'oxygène considérable.

1. Mouvement qui dirige l'insurrection victorieuse.
2. Film allégorique d'une grande inventivité (1963).

Il est apparu très vite que non seulement ce n'était pas une révolution conduite par un parti communiste orthodoxe, mais qu'elle entretenait des rapports délicats avec la mère patrie du socialisme qu'était l'Union soviétique. Il y avait des discours élogieux. Le Che avait fait un voyage dans les pays de l'Est. Il était revenu fasciné, entre autres, par les performances de la planification. Je crois qu'il y avait de la sincérité mais en même temps, dès 1962, la crise des fusées[3], on sentait, et ça n'a fait que se développer par la suite, que les discours du Che sont une mise en accusation du stalinisme. En grande partie, il la répercutait parce qu'il avait plus de liberté de parole et moins d'obligations diplomatiques que Castro. Le discours d'Alger ou les messages à la Tricontinentale en 1965 et 1967[4] sont une mise en accusation de la politique internationale de l'Union soviétique aussi bien sur les formes de coopération avec les pays ex-coloniaux (dans le discours d'Alger) que sur le type de solidarité accordé à la Révolution vietnamienne et indochinoise en 1967. Tout ça nous ouvrait un espace d'indépendance par rapport au communisme « orthodoxe » soviétique et au réseau de partis communistes qui allaient avec, mais aussi par rapport au discours maoïste qui avait à l'époque une influence considérable avec les illusions sur la révolution culturelle[5] à partir de 1966. C'était un point d'appui de dire : « il y a

3. Crise paroxystique de la guerre froide qui a conduit au bord de la guerre nucléaire après l'installation à Cuba de missiles soviétiques tournés vers les États-Unis. La crise se solde par une négociation directe URSS/États-Unis sans les cubains, avec retrait des missiles de Cuba d'un côté, de Turquie et d'Italie de l'autre.
4. La tricontinentale, née en 1966 regroupe les mouvements anti-impérialistes. Le message de Che Guevara de 1967 appelle à créer un deuxième, un troisième Vietnam, une rupture avec la coexistence pacifique pronée par l'URSS. https://www.marxists.org/francais/guevara/works/1967/00/tricontinentale.htm.
5. En 1966 Mao Zedong, écarté suite à la catastrophe de la collectivisation et de l'industrialisation forcées (au moins 30 millions de morts entre 1958 et 1962), engage la « Grande Révolution Culturelle Prolétarienne » pour reprendre la direction du parti. Il mobilise la jeunesse dans les « gardes rouges » pour épurer le parti qui attaquent toutes les hiérarchies et les valeurs traditionnelles. Elle dure 10 ans, jusqu'à la mort de Mao Zedong en 1976.

autre chose de possible ». Et avec un autre type de discours, les textes du Che sur le socialisme et l'homme[6] qu'une camarade avait ramenés de Cuba et traduits en 1964, c'était quelque chose de nouveau, d'ouvert.

Quel rapport au marxisme là-dedans ? Ça a toujours été énigmatique. Il semble que Castro ait connu Marx assez tôt. Mais des textes et des récits de témoins du coup d'État en Colombie – qui est le point de départ de ce que l'on connaît de la Colombie actuelle, dès 1952 – indiquent que sa formation, ça peut paraître bizarre ou au contraire éclairer certaines choses, c'est la Révolution française et le jacobinisme. C'est d'abord un admirateur de Robespierre et de Saint-Just. Ça ne veut pas dire qu'il ne connaissait pas Marx. On ne sait pas la part des choses, ou la part d'ignorance d'une culture qui est différente, un mélange du bolivarisme[7] de José Marti[8], donc de tradition nationale latino-américaine, et de Révolution française. On sait que la Révolution française, il n'y a qu'à lire le romain d'Alejo Carpentier sur le siècle des lumières[9], est une référence encore aujourd'hui en Amérique latine, plus qu'ici d'une certaine manière. Castro a une certaine dose de marxisme dont il n'a pas fait étalage, éventuellement pour des raisons de discrétion. Comme disaient certains de ses compagnons, sur certaines questions c'est un grand laconique. Il est très bavard dans les discours et très discret sur d'autres choses.

Sur la composante religieuse, je pense que dans ta question, il y a une part d'anachronisme. Je ne dis pas que ça n'existait pas à l'époque. Il y a une reli-

6.« Pour construire le communisme, il faut développer l'homme nouveau en même temps que la base matérielle ».
7.Courant nationaliste anti-impérialiste latino américain, du nom du révolutionaire Simon Bolivar (1783- 1830).
8.Héros national à Cuba, martyr de l'indépendance (1853-1895).
9. « *Le siècle des lumières* », publié en 1962.

giosité profonde à Cuba, le syncrétisme vaudou imprègne la culture populaire. Mais on est à une époque où dans les révolutions, y compris les révolutions coloniales, la tendance dominante est quand même une tendance à la sécularisation. C'est vrai dans les mouvements nationaux arabes, c'est vrai en Afrique chez des gens comme Amílcar Cabral[10] et c'est vrai à Cuba. Alors, sur la religion, ils ont toujours pris une position discrète. Si les pratiques religieuses demeurent, à l'époque on ne parlait pas de quelque chose d'équivalent à la théologie de la libération, c'est-à-dire d'un véritable courant social et politique d'engagement qui se réfère directement à une aspiration religieuse.

Après il y a la répercussion de la Révolution cubaine, et là elle rencontre inévitablement des courants comme celui de Camilo Torres[11], l'un des fondateurs de la guérilla colombienne qui était un prêtre. Ce n'est pas le cas unique, il y en a eu bien d'autres comme, un peu plus tard, Ernesto Cardenal[12] dans le cas du Nicaragua. Donc il y a cette composante-là.

Maintenant le problème de la Révolution cubaine, c'est aussi ses répercussions au plan international qui sont très importantes. Aujourd'hui pour l'Amérique latine par exemple, on est critique par rapport à Cuba sur certaines questions démocratiques, à juste titre. Après les procès de 1989 et l'exécution d'Ochoa, ancien proconsul cubain en Angola à l'issue d'un procès stalinien, j'ai lu les minutes, ils les ont publiées, il n'y a pas photo[13],

10. Fondateur du Parti Africain Pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert, qui combat pour l'indépendance. Il meurt assassiné 6 mois avant l'indépendance de la Guinée Bissau.
11. Ce « curé-guérillero », prêtre, sociologue et révolutionnaire, finit par rejoindre la guérilla, il est tué lors de sa première opération militaire en 1966.
12. Ancien moine, prêtre, il fonde en 1965 une communauté monastique utopique, puis milite avec les sandinistes contre le dictateur Batista.
13. Accusé sans preuves de détournement de fonds, corruption et trafic de drogues, condamné après une séance d'autocritique.

on est allés porter une pétition avec Gilles Perrault à l'ambassade de Cuba. Mais en même temps le fait que, souvent, la presse ici présente Cuba comme une espèce de Roumanie tropicale, là on est à côté de la plaque aussi. Je crois qu'il y a une bataille démocratique nécessaire à Cuba, mais en même temps la légitimité de Cuba en Amérique latine est toujours présente aujourd'hui. Je doute de Ceaușescu n'ait jamais inspiré quiconque dans la gauche européenne révolutionnaire. Ce n'est pas le cas de Cuba, même aujourd'hui.

L'idée persiste que même après la chute de l'URSS, malgré le blocus, ils ont continué à tenir tête à l'impérialisme. En même temps la gauche d'Amérique latine n'est pas suiviste, a un regard critique sur Cuba. Il y a un prestige mais en même temps, il y a un regard qui est distancié et les gens comprennent bien qu'une société comme le Brésil est beaucoup plus complexe que Cuba et que ce que racontent les Cubains ne permet pas de résoudre la question syndicale au Brésil. Mais ça fait partie encore du mouvement et de l'histoire. À fortiori aujourd'hui si ce qui reste de braises de la Révolution cubaine est ranimé par ce qui se passe au Venezuela ou en Bolivie, le processus n'est pas achevé.

Il s'est construit et les castristes eux-mêmes ont construit sur la Révolution cubaine une mythologie, relayée par exemple ici par le bouquin en 1965-66 de Régis Debray *Révolution dans le révolution* qui est une lecture très particulière de la Révolution cubaine, qui systématise une théorie de la révolution qui part d'un foyer de guérilla et puis on a l'impression que le foyer se transforme en armée rebelle et l'armée rebelle conquiert le pays. C'est en partie vrai mais c'est aussi une légende de la Révolution cubaine qui avait comme enjeu, à mon avis, de construire la légitimité du Mouvement du 26 juillet en relativisant tout le reste, y compris la tradition du mouvement urbain à Cuba, du Parti communiste, etc. Pour affirmer que le monopole de

la légitimité c'est le 26 juillet, même si après il y a eu un parti communiste unifié.

Les leçons qui, du coup, en ont été tirées ont fait des dégâts considérables en Amérique latine : l'idée qu'il suffit de la volonté. Il y a une culture de l'exemplarité que l'on trouve, sur le terrain militaire, et sur le terrain économique, qu'on voit sur les photos du Che torse nu charriant des sacs. L'économie est dans le marasme, mais si on se retrousse les manches ça peut marcher. Ça a donné en 1967-68 la catastrophe de la zafra[14]des dix millions. Cuba disait, puisqu'on est étranglé économiquement, on va battre tous les records de production de canne à sucre, en se spécialisant en plus dans la mono-production, qui est un signe de dépendance économique et agricole.

Mais l'idée était qu'avec la volonté on peut tout résoudre. Vous avez le symétrique en Chine avec le fameux texte sur « Yukon déplaça les montagnes » qui est une vieille légende chinoise recyclée par la rhétorique maoïste. Mais il y avait cette idée-là et en Amérique latine c'est pareil : les conditions existent, ce qui manque c'est la volonté. Et ça a été quand même une hécatombe. Pour les années 1960 et le début des années 1970, on peut faire le martyrologe : Ian Sosa au Guatemala, Camilo Torres, De la Puente et Lobatón au Pérou, les frères Peredo et le Che lui-même en Bolivie, c'est une hécatombe d'une génération et un peu plus tard en Argentine, en Uruguay les Tupamaros[15] etc. Ça mérite le respect par ailleurs, ce sont des gens qui ont voulu bien faire. On peut discuter après coup de cette histoire-là.

En même temps, il faut aussi équilibrer un peu et ne pas faire de cette épopée, une épopée d'illuminés. Si on regarde de loin on a l'impression que l'escapade du Che en Bolivie était une escapade suicidaire et complètement

14. La récolte de sucre, qui mobilisa tout le pays pendant 18 mois et échoua à 8,5 millions.
15. Mouvement qui organise la lutte armée dans les années 60 et 70.

irrationnelle, ce qu'elle n'était probablement pas. On peut dire qu'il y avait très peu de chances de réussir. Quand on voit les films à la télé aujourd'hui qui vont sur les lieux on se dit : « mais qu'est-ce qu'il est allé faire dans ce désert dépeuplé ? ». En fait, le projet c'était une guérilla intercontinentale et ce n'était pas si fou que ça. C'était créer un foyer irradiant entre la région de Tucumán au nord de l'Argentine, le Pérou, la Bolivie dans un contexte des années 1960 où, c'est difficile d'estimer sur le moment, peut être que la vague des luttes de libération nationale était en train de s'essouffler. Mais ça, c'était difficile à mesurer sur le coup. En tout cas sûrement, il y avait quelque chose qui clochait là-dedans, quand même, peut être que ça n'aurait pas suffi pour changer la face des choses, l'illusion qu'en Bolivie, il pourrait compter sur le soutien du Parti communiste bolivien qui les a plantés. Il y a l'anecdote du Che qui le 1er janvier 1967 réunit son petit groupe de guérilla disant : « ben voilà, les conditions dans lesquelles ce projet était conçu ne sont plus les mêmes parce que le parti communiste ne donnera pas l'aide qui était promise ; donc ceux qui sont venus sur la base du projet initial sont libres, sans déshonneur, de repartir. » Là on peut dire qu'à ce moment-là, le scénario de l'échec était à peu près écrit.

L'influence de la Révolution cubaine, j'en ai déjà parlé mais j'insiste pour corriger un petit peu l'image aujourd'hui. En Amérique latine et peut être au-delà, il y a l'image de la Révolution cubaine des origines. Le Che reste, peut être avec un excès iconologique ou iconoreligieux. Mais en même temps, on peut le décrypter différemment. Il y a quand même un noyau politique à ça, c'est que c'est un des symboles du XXe siècle qui a échappé à la corruption, qui s'est extrait volontairement d'une logique de la bureaucratisation. Son propre geste a peut-être finalement échoué mais il porte aussi la symbolique d'une révolution permanente qui ne peut pas s'arrêter à Cuba dès qu'il y a une opportunité, que ce soit au Congo, en Haïti ou à Saint Domingue. La seule chance pour une île comme Cuba, encore pire que

l'URSS, c'est d'ouvrir des fenêtres ! Donc ce n'est pas seulement un symbole comme ça, romantique, c'est aussi un contenu politique. Aujourd'hui je trouve qu'on psychologise beaucoup trop le Che : il était suicidaire, il était ceci cela, il était même cruel, il a exécuté un type de ses propres mains. Ça je trouve qu'à la limite, ça mérite plutôt du respect. Ils ont été infiltrés par un type qui était là pour assassiner Fidel ou le Che. Plutôt que de commander à un bidasse du rang d'aller faire une exécution, c'est une responsabilité en état de guerre civile qu'on peut imaginer et qui ne devait pas être simple à prendre si on regarde.

Et cette histoire-là, au moins en Amérique latine, n'est pas terminée.

17 janvier 1961

Assassinat de Patrice Lumumba.

Alors que la Belgique concède son indépendance au Congo en juin 1960, elle entend bien garder la main sur les ressources minières, notamment sur le Katanga dont elle soutient la sécession. Premier ministre du Congo, Patrice Lumumba tente de s'opposer à cette politique de pillage. Après le coup d'État de Mobutu, il est assassiné par les autorités locales du Katanga le 17 janvier 1961. Nous avons retenu la date de l'assassinat de Lumumba et de ses partisans après lui parce qu'elle nous a semblé emblématique du néo-colonialisme. Pillage organisé des richesses par le soutien systématique aux groupes armés de tout bord, au prix de massacres sans fin. De plus la figure de Lumumba intrigue. Lui dont Sartre disait qu'avec sa mort il est devenu toute l'Afrique, que Césaire appelait « le Verbe » est quasiment inconnu des jeunes militants occidentaux. J'ai l'impression qu'on pourrait voir là un symptôme du sentiment d'impuissance face à la situation africaine qui fait qu'on n'y perçoit plus que des conflits ethniques, champs ouverts à l'intervention humanitaire plutôt qu'à la solidarité politique, faute de savoir qui soutenir et pourquoi.

C'est vrai qu'il y a un flou autour de l'image de Lumumba. Alors que d'autres militants africains des indépendances, je ne dis pas qu'elles sont très connues, comme Amílcar Cabral[1] ou certains dirigeants de la guerre d'indépendance angolaise ou mozambicaine restent malgré tout plus connus que Lumumba. Il y a peut-être des raisons : il a été assassiné jeune,

1. Voir note 10, p. 69.

j'ignore s'il y a des traces écrites, c'est une culture de l'oralité. Ça ne veut pas dire que les gens n'écrivaient pas mais je pense qu'il a écrit peu. Peut-être pas plus que Thomas Sankara au Burkina Faso.

Les textes de Lumumba ont pu être peu ou mal reçus, et certainement – puisque nous sommes dans la culture européenne – pas avec la même familiarité qu'avec, pour prendre un élément de comparaison, les mouvements révolutionnaires latino-américains. Avec ces derniers, on a l'impression qu'on parle de la même histoire, du même héritage culturel, malgré les différences. Là, pour l'Afrique, c'est un point plus obscur qui probablement est tributaire, inconsciemment ou à notre corps défendant, de la foklorisation coloniale, qui se nourrit d'éléments de réalité. Le type de développement social des sociétés africaines – pas partout, évidemment, voir l'Afrique du Sud –, fait qu'on n'est pas spontanément dans le même registre de rationalité. Ce n'est pas pour le dévaloriser, mais j'ai pu le constater avec mes étudiants africains bien davantage qu'avec des étudiants iraniens par exemple. Ceci reflète un autre rapport à l'histoire, à la tradition, aux cultures locales, aux langues, etc. Or tout cela fait probablement écran à une figure comme celle de Lumumba.

Pourtant je crois que la date est effectivement symbolique, doublement. D'une part au moment des indépendances africaines on pouvait penser que c'était un nouveau départ pour l'Afrique. Même si certains étaient plus nuancés. Voir le livre de René Dumont, *L'Afrique noire est mal partie*. Mais c'était une victoire : l'indépendance des États. Ensuite restait à construire une société, un État. Et là se sont mises en mouvement aussitôt les politiques néo-coloniales de reconstruction ou de reconversion des liens de dépendance économique, d'accès aux matières premières, le mécanisme de l'endettement – qui est venu plus tard – comme un mécanisme de subordination. On le voit bien dans le cas du Congo : c'est toute une stratégie qui a été expérimentée en jouant sur la décomposition de l'appareil d'État. De sorte

que finalement il y a eu des indépendances étatiques mais sans que cela ne débouche dans la plupart des cas sur la construction de réalités nationales. À l'inverse de la formation des États européens où il y a un va et vient entre la nation et l'État, une réalité nationale ne préexiste pas clairement. C'est l'État qui homogénéise et aboutit à une réalité nationale.

Il faut dire qu'en Afrique, les indépendances étatiques sont nées sur les découpages de la colonisation parfois avec des chevauchements délirants comme, par exemple, avec la Tanzanie. Des réalités nationales auraient cependant pu se construire, de manière peut-être artificielles, mais ça supposait un développement, une politique redistributive, etc. Or, à la fragilité de ces États plurinationaux en formation, s'ajoute la poursuite du pillage impérialiste qui atteint des formes extrêmes de nos jours, au point que le seul paiement des intérêts de la dette de la plupart des États africains d'Afrique centrale est plus élevé que les budgets cumulés de santé et d'éducation. Tout cela n'est pas sans conséquence notamment en termes de re-colonisation culturelle. Lorsqu'on ne peut plus payer des instituteurs, que l'on diffuse à la place des programmes enregistrés provenant de firmes de communication multinationales avec des répétiteurs dont les programmes sont autant de véhicules idéologiques.

Il y a eu ce laboratoire là, qui a été de jouer très vite sur les réalités tribales qui n'ont pas fusionné totalement dans des entités nationales. Avec des cas extrêmes : évidemment l'enjeu majeur du Congo, mais par la suite le Nigeria ou aujourd'hui, à une toute autre échelle, la Côte d'Ivoire. Il s'agissait aussi de jouer des guerres locales et de les présenter – le comble du cynisme – comme la remontée à la surface d'une sauvagerie naturelle, essentielle et inhérente, c'est-à-dire la confirmation de l'image de la barbarie que renvoie le colonisé. Alors que la plupart de ces guerres finalement ont été instrumentalisées ou carrément suscitées par les jeux d'intérêts, de partage et de

repartage de l'Afrique, qui est une question récurrente depuis le congrès de Berlin[2] à la fin du XIXe siècle, dont l'enjeu était précisément le partage colonial de l'Afrique.

Par ailleurs, l'image de Lumumba n'a pas à être réhabilitée mais à être ré-haussée. Son importance provient du fait qu'il est l'un des premiers personnages des indépendances africaines avec un destin absolument tragique. À l'époque j'étais à la Jeunesse communiste et on n'avait pas l'idée que Lumumba représentait un mouvement communiste. Mais au même titre que Cuba ou que l'Algérie, Lumumba faisait partie du processus, de ce que nous sentions monter en puissance. Apprendre qu'il avait été assassiné, qu'on n'avait pas de cadavre, qu'il avait été dissous éventuellement dans l'acide sulfurique, les circonstances rajoutaient à la tragédie. Mais c'était dans un contexte où l'émergence de la figure de Lumumba s'inscrivait aussi dans un ensemble.

Les dates ont leur importance. En 1961, c'est le mouvement des colonies portugaises qui a marqué toute cette période-là. Même si on leur a prêté de l'intérêt surtout à partir de l'explosion du Portugal lui-même dans les années 1970, ça existait déjà et surtout ça faisait partie de la montée en puissance de tous les mouvements. Notamment, culturellement, des mouvements de la négritude et de la littérature antillaise. Antillaise au sens large, haïtienne, avec Jacques Roumain[3], Aimé Césaire[4] comme références majeures. Et, aussi, avec un très léger décalage dans le temps, l'émergence du mouvement

2. Lors de cette conférence, entre novembre 1884 et février 1885,les principaux pays européens se partagent l'Afrique.
3. Poète, écrivain et fondateur du Parti communiste haïtien (1907-1944).
4. Longtemps député de la Martinique et maire de Fort-de-France(1913-2008), c'est un poète majeur qui laisse une œuvre considérable avec des ouvrages comme *Cahier d'un retour au pays natal* ou *Moi Laminaire.*

noir aux États-Unis. Les premières émeutes de Los Angeles, qui n'étaient pas strictement des émeutes noires mais où la dimension d'un mouvement noir émergeant était déjà présente. Lors des émeutes étudiantes de 1961-62, qu'on connaît plus mal, il y avait cette dimension-là. En ce sens la montée de la revendication noire aux États-Unis et en Afrique fait un ensemble.

À quoi il faut ajouter l'écho qu'a pu avoir à l'époque – on y revient un peu aujourd'hui – le personnage et surtout la pensée de Franz Fanon[5]. C'est étonnant parce qu'aujourd'hui Fanon est une des références majeures des études coloniales et post-coloniales dans tout le monde anglo-saxon. En France, peut-être à partir des phénomènes récents, on le redécouvre, mais si on regarde les recherches universitaires, il s'est fait très peu de choses ces dernières années autour de la pensée de Fanon. C'est important parce que si on prend – c'est un choix arbitraire en partie symbolique – le triptyque Fanon, Lumumba, Malcolm X – et on pourrait ajouter Cabral, ou d'autres, ou l'impact de la Révolution cubaine aux Antilles aussi – c'est toute une séquence de la revendication noire, qui par ailleurs se nourrit d'antécédents, W.E.B. Du Bois[6] aux États-Unis, C.L.R. James[7] qui a eu un gros débat avec Trotsky. En France on ne connaît qu'un bouquin de James qui s'appelle *Les Jacobins noirs* sur la Révolution haïtienne. C'est quand même LE bouquin majeur sur la Révolution haïtienne, écrit par un Noir, qui, je m'excuse, était trotskiste et à la direction de la Quatrième Internationale en 1939, qui par ailleurs était un grand spécialiste dans la presse anglo-saxonne du cricket comme révélateur du rapport colonial. Il y a beaucoup d'écrits de James sur le cricket.

5. Psychiatre né en Martinique, un des penseurs du tiers-mondisme (1925-1961).
6. Sociologue et historien, un des fondateurs de la *National Association for the Advancement of Colored People* (NAACP) en 1909.
7. Cyril Lionel Robert James (1901-1989), intellectuel originaire Trinité-et-Tobago qui rejoint l'opposition de gauche en Grande Bretagne au début des années 30.

Il y avait ce fond-là. Ce n'est pas parti de zéro aux États-Unis. Il y avait déjà toute une histoire de la pensée de l'émancipation du mouvement noir, réactivée par la montée des luttes d'indépendance en Afrique. Et on a trois personnages symboliques – Fanon, Lumumba, Malcolm X – dont la trajectoire illustre à l'époque ce que pouvait être la dynamique d'un mouvement noir, c'est-à-dire un mouvement – on peut lire Fanon – qui revendique sa négritude. D'ailleurs je crois qu'à l'époque on ne peut pas parler de fierté, c'est venu un peu plus tard dans les années 1960. L'histoire de fierté, de honte, je suis fier d'être ceci, cela... Non... On est fier de ce qu'on fait, pas de ce qu'on est !

On comprend très bien que ça constitue une réaffirmation face à une discrimination, une oppression. Mais dans les trois cas en question, c'est une revendication qui cherche sa convergence avec des revendications universelles du mouvement social, du mouvement ouvrier, etc. Et les textes de Fanon – si on lit *Peau noire, masques blancs* – sont une revendication à la fois de la négritude et, en même temps, il écrit des passages magnifiques sur le thème : « *J'ai le dos marqué par les coups de fouet, le visage qui ruisselle de crachats... mais je ne veux pas me laisser ancrer, engluer dans une origine, dans une identité,.... Je fais partie d'un devenir.* » Tout ceci est nourri en partie de la philosophie de Sartre.

Alors qu'aujourd'hui, à l'inverse, les crises d'identité se tournent vers une légitimité des origines. Le pire, c'est dans les milieux – y compris ici en France – intellectuels juifs où on réactive le mythe de peuple élu et où le génocide réinterprété comme holocauste devient la preuve négative de l'élection. C'est la confirmation par le génocide d'un statut particulier du peuple élu. Et des gens intelligents, comme Jean-Claude Milner[8] ou Benny

8. Linguiste, maoïste dans sa jeunesse.

Levy[9], sont en plein dans la mythologie des origines et de la généalogie. Alors que tous les protagonistes des mouvements de libération des années 1960 revendiquaient leur particularité pour s'inscrire dans un devenir universel.

La trajectoire personnelle de Malcolm X est l'illustration même de ça. C'est-à-dire passer de la revendication noire liée à une revendication religieuse (les Black Muslims) pour aboutir à la question sociale, c'est probablement d'ailleurs ce qui lui a coûté la vie. Il y a évidemment une intelligence singulière du personnage, mais c'est aussi par ses voyages, par sa rencontre avec le Che, par les rencontres qu'il a faites... Cela pourrait paraître anecdotique, mais ce qui me paraît intéressant de retenir, c'est comment ses aspirations à une libération, ses revendications de reconnaissance – reconnaissance d'un peuple, d'une race opprimés, etc. – se tournent dans le contexte de la révolution coloniale vers ce qu'on va appeler, de manière très générale, le mouvement ouvrier de l'époque. Et les figures emblématiques de tout ça, c'est le Che, c'est Amilcar Cabral, c'est Lumumba, etc. Il faut voir la comparaison avec aujourd'hui. Aujourd'hui, il y a une nouvelle montée de luttes contre le néo-impérialisme, contre la guerre globale, contre la recolonisation du monde, mais dont les figures visibles sur la scène internationale sont Ben Laden, Zerkaoui, etc. Et cela résume assez largement les différences de contexte.

Un dernier mot : parmi les figures emblématiques, j'ajouterai Ben Bella, avec ses limites et ses qualités, ou Ben Barka[10]. Car, puisqu'on est en France, il n'est jamais inutile de rappeler le sort que lui à réservé l'État français en collaboration avec la royauté marocaine.

9. Philosophe, ancien dirigeant maoïste.
10. Opposant socialiste au roi marocain, militant anti-impérialiste et panafricain, enlevé à Paris en 1965, son corps n'a jamais été retrouvé.

3 mai 1968

La fermeture de la Sorbonne

Le 3 mai 1968, le recteur décide la fermeture de la Sorbonne. Cette date marque le début d'un mois de mai parisien dans une année charnière pour le mouvement ouvrier. Ces événements sont cependant loin d'être isolés et s'inscrivent dans un contexte international de lutte, à la fois dans le bloc occidental mais aussi à l'Est. C'est aussi une période de multiplication de courants d'extrême gauche et libertaires. Au-delà du côté folklorique qu'en ont fait aujourd'hui les actuels détenteurs du pouvoir, peux-tu revenir sur cette période : pourquoi cette année-là, ses origines internationales, les apports et conséquences de Mai 68 ?

Il faut d'abord dire quelque chose de carré et massif.

Comme le récit est fait par ceux qui ont la parole, souvent ça met l'accent sur certains faits et pas d'autres et, finalement, tu as choisi toi-même la date du 3 mai et pas celle du 17 mai, le début de la grève générale. Un événement est lié à l'autre et c'est donc légitime de parler du 3 mai, mais dans le récit *a posteriori* de Mai 68, il a été largement porté par d'anciens étudiants. On entend plus Cohn Bendit ou d'autres, y compris nous sur 68, que le livre de Georges Séguy sur le mai des prolétaires par exemple. Il a peut-être été lu dans la CGT, mais ce n'est pas ce qui passe du point de vue médias.

Le point qui m'importe le plus à rectifier aujourd'hui, c'est comment s'est construite une mythologie de 68.

Au fil des anniversaires on a vu se construire des récits de 68. Il y en a un qui était finalement porté par l'arrivée au pouvoir de Mitterrand, par des socialistes des années 1980 – et Henri Weber[1] est l'un des fabricants de ce récit-là – Mai 68 comme départ d'une révolution culturelle ou, comme on l'a dit plus tard, c'est-à-dire aujourd'hui, une révolution sociétale plus que sociale, une modernisation des mœurs, un aggiornamento culturel, etc. qui relativise la dimension grève générale.

Or s'il n'y avait eu que le mouvement étudiant en Mai 68, ça serait intéressant, mais on en parlerait comme on parle du mouvement des provos[2] à Amsterdam en 1967 ou des étudiants de Berkeley[3] dans les années 1960 ou du mouvement du SDS[4] des étudiants allemands de Berlin et de son université critique.

Si 68 est une date symbole dans le monde et pas seulement le mai français c'est, je crois d'abord parce qu'il s'est agi en France de la grève générale la plus longue et la plus massive de l'histoire. Les interprétations sont multiples. Est-ce que c'était la dernière des grèves héroïques du XIXe et du XXe siècle, est-ce que c'était la préfiguration des mouvements sociaux du XXIe siècle ? Probablement un peu des deux... C'est un moment charnière

1. Un des fondateurs de la JCR, puis de la Ligue Communiste (ancêtre de la LCR) avec Daniel Bensaïd et Alain Krivine, un des leaders de mai 68. Il quitte la LCR à la fin des années 70 et adhère au Parti socialiste en 1986.
2. Réseau antiautoritaire né à Amsterdam, une forme de contre-culture, de contestation globale.
3. Prestigieuse université dans laquelle la mobilisation étudiante a joué un rôle important dans le mouvement civique contre la ségrégation raciale aux États-Unis dans les années 60, puis dans la lutte contre l'intervention US au Vietnam.
4. Union socialiste allemande des étudiants, qui devient à partir des années 60 une organisation antiautoritaire, rejetant le socialisme de la RDA, son leader le plus connu est Rudi Dutschke.

où il y a de l'ancien et du nouveau. Quand des footballeurs se mettent en autogestion, il y a quelque chose de nouveau. C'est loin derrière parce qu'aujourd'hui, ils sont loin d'être en autogestion dans les clubs performants ! Le dernier qui a revendiqué l'autogestion des footballeurs c'était Sócrates, grand joueur brésilien, membre du Parti des travailleurs[5] à l'époque. On lui disait : « qu'est-ce que vous pensez de votre entraîneur ? » « Mon entraîneur, j'ai le rapport avec lui que j'ai avec un patron. C'est un exploiteur, je suis un exploité, bien payé mais enfin quand même. »

Si d'un côté la force symbolique de 68 c'est la grève générale, la dernière de cette dimension-là et la plus importante, y compris pour la France, dans laquelle s'expérimentent des formes relativement nouvelles de démocratie, de contestation, etc. ; en même temps, 68 est devenu un événement mondial parce qu'il était en écho, en résonance avec une série d'événements cumulés dans la même année : le Printemps de Prague[6] en Tchécoslovaquie jusqu'à l'intervention soviétique en août, l'offensive du Têt[7] au Vietnam en février qui a bien failli aboutir. Et puis, même moins spectaculaires, les Jeux olympiques de Mexico avec les poings levés de Smith et Carlos[8], et puis le

5. Parti fondé en 1980 de la volonté des mouvements sociaux, syndicaux, populaires d'avoir un parti socialiste indépendant, né de la résistance à la dictature militaire. Dans ses premières années, il est une organisation de masse radicale qui regroupe les militants les plus actifs de tous ces mouvements.
6. Introduction de la liberté de la presse, de manifester, de circuler, d'une décentralisation de l'économie par la nouvelle direction communiste (Dubcek). Ce »socialisme à visage humain » est écrasé par une intervention de l'armée soviétique.
7. Offensive du Front de Libération du Vietnam contre les armées américaine et sud vietnamienne dans une centaine de villes. Malgré la défaite militaire, c'est une victoire stratégique, un tournant dans la guerre : la crédibilité des États unis s'effondre, l'opposition à l'intervention américaine au Vietnam en sort confortée.
8. Les coureurs afro-américains Smith et Carlos, sympathisants des Blacks panters, arrivés 1er et 3ème de la finale du 200 m, protestent au moment de la remise des médailles contre la ségrégation raciale aux États-Unis en baissant la tête et en pointant, lors de l'hymne américain, leur poing ganté de noir vers le ciel.

massacre de Tlatelolco au Mexique ; c'est-à-dire la répression avec plusieurs centaines de morts sur la place des Trois Cultures la veille des Jeux olympiques[9]. Et aussi des mouvements étudiants importants, y compris au Pakistan et puis d'autres, un petit peu en Pologne. En fait, 68 est devenu le symbole de tout ça, c'est-à-dire d'un contexte particulier mais qui se reflétait déjà dans le cours du mouvement.

Avant le 3 mai, puisque les choses s'enchaînent, quelques mots sur le mouvement qui est apparu à tort ou à raison comme le détonateur, c'est-à-dire le mouvement sur le campus de Nanterre et notamment la journée du 22 mars. On avait fait, juste avant les vacances de Pâques, une journée portes ouvertes dans laquelle, il ne faut pas exagérer, il y avait peut-être 400-500 étudiants. C'était pas mal pour l'époque, mais c'était quand même une petite minorité et les commissions étaient sur les réformes universitaires, sur les luttes anti-impérialistes, c'est-à-dire le Vietnam principalement et les luttes antibureaucratiques, principalement la Tchécoslovaquie et la Pologne. Et le mouvement lui-même se définissait justement, à la différence d'un syndicat étudiant, comme un mouvement politico-syndical. Il a été éphémère mais on voit bien l'état d'esprit anticapitaliste, antibureaucratique et anti-impérialiste. C'est ça qui était en germe à un moment où il semblait que ces différentes facettes de résistance à l'oppression et à l'exploitation s'articulaient, se combinaient les unes aux autres et pouvaient être liées.

Par ailleurs, il faut ajouter aussi qu'a joué un rôle dans la genèse au moins de la première phase du mouvement étudiant la tentative d'assassinat de Rudi Dutschke[10] qui était la figure du mouvement étudiant allemand de Berlin à ce moment-là. Il était d'autant plus directement au cœur d'une

9. Manifestation étudiante réprimée par l'armée.
10. À la suite d'une violente campagne de presse, il est victime d'un attentat le 11 avril 1968, très grièvement blessé, il meurt en 1979 des séquelles de cette tentative d'assassinat.

petite minorité militante en France, notamment les anars à Nanterre du groupe de Duteuil et Cohn-Bendit[11] ou nous à la JCR à l'époque, qu'on percevait Dutschke comme notre symétrique. Là aussi c'était notre histoire. On l'avait rencontré lorsqu'on était allé manifester, fin janvier 1968 à Berlin, à la grande manifestation européenne sur le Vietnam. C'était à peu près la même culture. Tous les gens de cette époque sortaient de ce creuset-là. Tarik Ali[12] en Angleterre, etc.

Il y avait ce mouvement d'identification.

Maintenant il y a une vraie question tout de même. Aujourd'hui, quarante ans ou presque après, on ne va pas discuter, car on n'a pas l'instrument de mesure, pour dire à quel point c'était une situation prérévolutionnaire ou pas. Ce qui est important, c'est de mettre l'accent sur ce qui aurait pu être fait pour aller plus loin, oui, montrer que dans toute situation il y a des moments où on pouvait faire autre chose, voir les moments où le mouvement s'est trouvé à des carrefours, à des croisements de route.

11. Militant franco allemand, libertaire à l'époque, il s'éloigne de la perspective révolutionnaire à la fin des années 70, rejoint les verts allemands en 1984. Aujourd'hui soutien de Macron.
12. Militant anti-impérialiste d'origine pakistanaise, en 1968 membre du groupe de la Quatrième Internationale en Grande Bretagne. Cesse son activité révolutionnaire pour soutenir la gauche du parti travailliste.

Probablement pendant le départ de De Gaulle à Baden-Baden[13] et la réunion à Charlety[14], le meeting où ils ont essayé de mettre sur orbite Mendès France.

Probablement, il y a eu d'autres moments où l'affaire pouvait rebondir, au moment du rejet de la première mouture des accords de Grenelle présentée par Georges Séguy en assemblée générale à Renault, quand il s'est fait siffler.

Je crois que c'était à juste titre notre rôle d'insister sur ce qu'il était possible de faire différemment pour aller plus loin. Après, est ce que pour autant la révolution sociale était à l'ordre du jour ?

A posteriori on a des éléments de réflexion. Tout de même, par rapport à l'ampleur d'un tel mouvement, le compromis final est relativement peu coûteux pour la bourgeoisie. Les acquis de 68, s'ils ne sont pas nuls en termes de salaire ou de droits syndicaux dans l'entreprise, sont loin d'avoir la portée symbolique et mémorielle qu'ont eue les conquêtes du Front Popu-

13. Malgré la signature des accords de Grenelle le 27 mai, les grèves continuent, le meeting de Charléty se tient (voir ci-dessous) et la CGT organise une manifestation pour « un gouvernement populaire » qui regroupe 500 000 personnes. Le 29 mai, De Gaulle disparaît et va consulter le général Massu à Baden Baden. On sait aujourd'hui que celui-ci conseille à De Gaulle de prendre l'offensive politique, persuadé que le Parti communiste ne veut pas du pouvoir dans ces conditions. À son retour il annonce la dissolution de l'Assemblée nationale et organise la manifestation gaulliste du 30 mai qui regroupe des centaines de milliers de personnes en soutien au gouvernement et au Président.
14. Meeting de 50 000 personnes, le 27 mai au stade Charléty, à l'appel de l'UNEF, de la CFDT, de la Fédération de l'Éducation nationale, à l'initiative du PSU. Parallèlement Mitterrand annonce sa candidature à la présidence de la République et propose Mendès France (qui a voté contre l'investiture de De Gaulle en 1958) comme premier ministre. Le lendemain il se déclarera disposé à diriger un gouvernement de la gauche unie.

laire avec les congés payés ou de la Libération avec la sécurité sociale. Cela pour un rapport de force qui pourtant semblait écrasant en période de croissance, où il y avait en France moins de 200 000 chômeurs, c'est-à-dire ce qu'on appelait à l'époque un chômage de friction, d'adaptation des qualifications au marché de l'emploi, mais pas un chômage structurel de longue durée comme aujourd'hui. Dans une période sans chômage, le rapport de force du salariat est évidemment considérable.

Donc les résultats sont faibles et le deuxième problème qui m'amène à me poser des questions sur les limites de 68, c'est que ce mouvement très fort, survenu au terme d'une phase de croissance dans une phase de relative prospérité – ce qui ne veut pas dire qu'il n'y avait pas de pauvres, évidemment – a eu, finalement, des effets de différenciation dans le mouvement ouvrier relativement faibles. Il y a eu l'apparition d'une extrême-gauche, c'était nouveau. Peut-être que suite à notre exclusion du Parti communiste en 1966, on devait être, au début de 1968, deux cents, trois cents maximum. Les maoïstes un peu plus. Évidemment 68 a permis que ces courants-là, qui auraient pu disparaître par usure, par découragement, se développent. Ça a été pour nous la confirmation qu'on n'était pas complètement des zombies dans nos polémiques avec le Parti communiste. Parce que la question à l'époque était : est-ce que la révolution est encore concevable dans les pays développés ? C'était ça quand même le débat. Ils répondaient : la prospérité relative des Trente Glorieuses fait que les révolutions ne sont plus à l'ordre du jour et qu'aujourd'hui il faut gérer le compromis social raisonnablement. Nous répondions : « Non, on est toujours révolutionnaires ! » C'était un acte de foi ou un acte de raison, les deux. On voyait, avec 1968 grandeur nature, qu'on ne rêvait pas, d'autant que derrière 68 il y a le Mai rampant italien,[15] il y a l'effet de contagion en Europe, etc.

15. En Italie, les mobilisations étudiantes et ouvrières débutées en 1968, vont se développer sur une décennie, prendre des formes très variées, avec une fraternisation très importante entre elles.

Donc ça, c'était important, mais si une gauche radicale a survécu, qui s'est arrachée ou libérée de l'emprise des appareils traditionnels syndicaux et politiques, il y eu moins d'effet en profondeur immédiat qu'en 1947, au moment des grèves Renault dirigées en partie par Lutte ouvrière[16] à l'époque ou même, en 1936, avec l'apparition du pivertisme[17], d'une gauche socialiste, etc. L'effet a été très limité, il y en a eu un : l'effondrement de la social-démocratie corrompue ou compromise dans la guerre d'Algérie, mais le Parti communiste s'en est sorti.

Aux élections présidentielles de 1969 son candidat, Duclos a 22 % et celui du Parti socialiste avec Defferre et Mendès France comme ticket est à 5 %.

Si c'était un mouvement aussi mûr d'un point de vue révolutionnaire, il pouvait être battu ou canalisé par des bureaucrates mais il aurait dû y avoir des différenciations plus marquées dans le mouvement ouvrier. Je crois que la limite de ce qui en est sorti indique peut-être, *a posteriori*, les limites du mouvement lui-même. En revanche, il y a eu des effets syndicaux notamment par un renforcement de la CFDT qui n'était pas la CFDT de Chérèque ou de Nicole Notat[18]. Il y avait une gauche réelle dans la CFDT à ce moment-là avec, par exemple, quelqu'un comme Frédo Krumnow[19] dans la branche

16. Dans l'usine qui vient juste d'être nationalisée, travaillent 30 000 personnes, dont plus de 15000 sont membres de la CGT. La grève est déclenché par des militants trotskistes contre l'avis de la CGT et du PCF qui est encore au gouvernement (il en sera exclu un mois après), elle sera suivie d'une série de grèves rouges dans toute la France.
17. Courant révolutionnaire émergeant dans le parti socialiste des années 30, puis à partir de 1938 avec le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan.
18. Secrétaires successifs de la CFDT après son « recentrage », son passage à un syndicalisme de négociation contre un syndicalisme de lutte, en excluant les courants lutte de classe.
19. Dirigeant de la Fédération Hacuitex, chrétien social très combatif, membre du PSU.

textile, peut être pas révolutionnaire mais qui tirait en tout cas de 68 un discours radical sur l'autogestion. Ça oui. Mais disons que ça fait partie des limites.

Alors aujourd'hui on a deux discours.

Celui que j'ai dit : réduire 68 rétrospectivement à un grand monôme étudiant de modernisation culturelle. Ça a été un peu les discours des soixante-huitards recyclés dans la social-démocratie.

Il y a autre chose : il y a les discours de Finkielkraut et consorts, ou de Luc Ferry, qui parlent carrément de « la faute à 68 ». La faute à 68 c'est le début de la décomposition, du relâchement des mœurs, de la perte du goût du travail... donc une espèce de libéralisation libertaire des mœurs qui est en même temps une désagrégation sociale. Aujourd'hui ça devient même peut être dominant par rapport au discours précèdent, sur le retour à l'ordre, tordre le coup à tout ce qui a pu rester ou être hérité de ça. C'est le fond de commerce de Sarkozy ou d'autres aujourd'hui.

Par rapport à ça, moi, les commémorations, ça se comprend psychologiquement plus l'âge augmente. Les dix ans de 68 en 1978, les vingt ans en 1988, maintenant les trente ans, ça devient éprouvant mais, en même temps, je crois qu'il y a quand même un petit enjeu derrière. C'est justement qu'il faut combattre ces récits dominants, aujourd'hui devenus dominants en fait, de 68 et des ses enjeux en France et internationalement.

26 août 1970

Le 26 août 1970, une dizaine de femmes déposent sous l'Arc de triomphe une gerbe à la mémoire de la femme du soldat inconnu. Il y a plus inconnu que le soldat inconnu : sa femme. Cet acte marque l'acte de naissance du mouvement féministe en France dans les années 1970, car dans l'histoire du mouvement ouvrier il y a eu une difficulté inhérente au combat militant à différencier la place des femmes au sein des mouvements. Jusqu'en 1968 les femmes étaient présentes dans les manifestations mais les porte-parole étaient souvent essentiellement des hommes et, en fait, c'est justement après cette période d'ébullition née de 68 que la parole des femmes a pu prendre une forme autonome par rapport, justement, aux appareils qui étaient un peu décrédibilisés par l'expérience de 68. Ce mouvement féministe marque une évolution importante dans l'histoire du militantisme et la question que j'aimerais te poser c'est : « Quel est selon toi aujourd'hui l'influence, l'importance de ce mouvement, mais aussi peut-être les limites auxquelles conduit le militantisme lorsque l'on est marqué par un marxisme qui a toujours, peut-être un peu trop considéré la question de l'exploitation capitaliste comme une chose importante face à des enjeux plus secondaires ?

Oui, on peut prendre comme référence, puisqu'il faut un symbole de date de naissance, le 26 août 1970, c'est celui que l'on retient maintenant. Mais pas plus pour le mouvement féministe que dans d'autres mouvements il n'y a de date de naissance absolue. Si le mouvement est apparu, ou s'il s'est cristallisé symboliquement autour de ce dépôt de gerbe à l'Arc de triomphe, la fermentation existait dans les années précédentes. Bien qu'on voie peu de figures féminines sur les tribunes ou dans les têtes de cortège des manifesta-

tions en 68, ça a été souligné cette année à l'occasion de l'anniversaire de 68, si on va un peu au-delà, on sent bien qu'il y avait une fermentation, quelque chose qui montait en puissance. Par exemple dans le film de Chris Marker[1] *À bientôt, j'espère*[2], sur les grèves de la Rhodiaceta[3] ou de l'horlogerie avant 68 à Besançon, on voit justement des figures de femmes. Ça a été tourné avant 68. Elles revendiquent leur place dans le syndicalisme et dans la lutte syndicale et mettent sur le tapis les contradictions de l'organisation de leur vie quotidienne et de leurs taches domestiques. Donc il y a quelque chose qui était là, déjà, disons en France et *a fortiori* à l'échelle internationale, puisque les traditions et les cultures du mouvement féministe sont aussi différenciées en fonction de l'histoire des pays. Il y a une histoire moins discontinue du féminisme anglo-saxon que du féminisme en France. Dans les années 1960 il existait déjà un mouvement féministe aux États-Unis ou en Angleterre qu'on trouve dans les deux numéros[4] qui font date de la revue *Partisans,* qui ont du être publiés eux aussi en 1970 et 1971, deux numéros spéciaux sur le féminisme qui ont aussi une valeur fondatrice. Ils étaient faits pour plus des deux tiers, si mes souvenirs sont bons, de traductions de textes, notamment du mouvement féministe américain ou britannique.

Pour ce qui est de la France, en fait, on pourrait parler d'une naissance qui traduit deux lames de fond, deux mouvements de fond dans la société. D'un côté, l'entrée massive de la main-d'œuvre féminine dans le salariat moderne, qui est l'une des conséquences des années de croissance et notamment du

1. Réalisateur, photographe qui a beaucoup travaillé dans les associations de culture populaire, puis dans le cinéma militant à partir des années 60.
2. Film tourné en 1967.
3. Usine de textile.
4. Revue éditée de 1961 à 1972 par françois Maspero. *Libération des Femmes, Année Zéro* no 54-55, juillet-octobre 1970 et le n° 57 de janvier-février 71 ou la quasi-totalité des articles traitent cette question.

développement de nouveaux secteurs de services. D'autre part, ou parallèlement, et c'est cohérent, également une montée en puissance de la mixité dans l'enseignement supérieur. Qui a d'ailleurs été, même si on le monte parfois exagérément en épingle, dans les prémices des luttes a Nanterre, puisque on rappelle volontiers que la mobilisation sur la mixité de la cité universitaire a été un des préludes au mouvement étudiant de Nanterre.

Pour l'anecdote, et ça vaut quand même la peine de le rappeler, j'ai adhéré aux Jeunesses Communistes en 1962 au moment des manifestations de Charonne. J'étais dans un lycée mixte et, paradoxalement, quand on a adhéré à la Jeunesse Communiste on a voulu, nous, faire faire deux cercles distincts : un cercle de garçons des Jeunesses Communistes, et un cercle filles qui s'appelait l'UJFF, l'Union des Jeunes Filles de France. Ça sent un peu le collège des oiseaux et il y avait quelque chose de ça, avec le moralisme derrière, qui était l'héritage de Jeannette Vermeersch[5], la politique familialiste et nataliste qui était celle du Parti communiste. Donc ces questions étaient dans l'air du temps.

La date que l'on retient comme date pivot, c'est une naissance et aussi une renaissance.

Elle tend à faire oublier qu'il y a eu des mouvements féministes en France et notamment au XIXe siècle à l'époque de Flora Tristan[6] et de Louise Michel[7], et même assez puissants. Par exemple,on sait trop peu et j'y reviendrais a propos du rapport de l'héritage marxiste à la « question femme »

5. Dirigeante communiste stalinienne, s'illustre dans les années 50 par sa lutte contre le contrôle des naissances et l'avortement et pour un ordre moral « prolétarien ».
6. 1803-1844, militante socialiste et féministe, une figure majeure de l'époque.
7. 1830-1905, militante anarchiste et féministe, joue un rôle important dans la Commune de Paris en 1871 et après son retour de Nouvelle Calédonie.

ou au féminisme, que la renaissance du mouvement ouvrier en France après la grande défaite de juin 1848 s'est faite dans une large mesure, si on regarde les années 1860, par des réunions dans les quartiers parisiens qui ne portaient pas sur des questions de revendications sociales, type salaire, mais étaient autour du thème de la famille, du mariage et du divorce. En gros la reconstruction d'un mouvement social avant la Commune de Paris s'est faite majoritairement sur ces thèmes-là, avec un affrontement évidemment avec l'ordre moral, religieux, familial, etc.

Alors, tout ça s'est un peu perdu. La continuité en a été rompue notamment du fait des effets, pas seulement en Union Soviétique, de l'onde, on peut dire de la diffusion, je le dirais comme ça, de ce que Trotsky appelle dans un des chapitres de *La Révolution trahie*[8] : « Le Thermidor au foyer ».

Une rupture avec ce qui avait été fait en matière de libération des femmes, sans être parfait, dans les premières années de la Révolution russe. Il faut rappeler quand même que c'est allé jusqu'à l'abolition de l'inceste à une époque où Freud n'était pas d'une lecture très courante, et au divorce par simple constat. Non sans contradiction, parce que dans une société ou les rapports de sexe demeurent inégalitaires, le divorce par simple constat s'est traduit souvent par des répudiations et des armadas d'enfants abandonnés. Ils ont du faire machine arrière. Mais enfin il y avait en tout cas une intention assez fortement marquée et assez audacieuse par rapport aux mœurs de l'époque, qui a régressé par la suite avec le rétablissement, au contraire, de toutes les formes d'autorité, dans l'État, dans le Parti et dans la famille. C'est ce qu'exprime « Le Thermidor au foyer » qui se traduit, y compris, par une nouvelle législation sur la famille, sur l'héritage, etc, dans les années

8. Rédigé en 1936, analyse de la société et de l'économie soviétique, dans laquelle il démontre qu'il ne s'agit ni d'une société socialiste, ni d'une société capitaliste.

1930. Et ça a été diffusé internationalement par les partis communistes, notamment en France. J'évoquais à l'instant la figure symbolique de Jeannette Vermeersch, qui était la compagne du secrétaire général Maurice Thorez et qui a été réellement une militante de l'ordre familial, faisant du Parti communiste, force dominante du mouvement ouvrier à l'époque, un véritable chevalier de l'ordre moral et familial.

Disons que cet étau à commencé à se desserrer avant 1968, qui a à été un formidable accélérateur et on a l'émergence de ce mouvement féministe. Maintenant, à partir de la date symbolique du 26 août 1970, je crois qu'il serait intéressant de revenir, avec le recul dont on dispose aujourd'hui, sur le fait que, dans un premier temps, comme dans d'autres phénomènes sociaux de l'époque d'ailleurs, il y a un rapport relativement étroit entre la montée en puissance du mouvement social, du mouvement ouvrier, syndical, etc., et de ce mouvement des femmes. Il y a une sorte de convergence ou d'alliance assez naturelle entre des thèmes sociaux et féministes. Par exemple est resté dans les mémoires un rapport historique – c'était presque une révolution culturelle dans la CGT – de Jean-Louis Moynot, à l'époque secrétaire confédéral – ça devait être en 1972 ou en 1973 – qui prenait acte des conséquences de la massification du salariat féminin.

Parallèlement mais de manière combinée – et je ne crois pas embellir *a posteriori* – on a l'irruption des thèmes sur les violences faites aux femmes, sur le droit à disposer de son corps, des thèmes qu'aujourd'hui on qualifierait de sociétaux, et qui à l'époque étaient étroitement imbriqués. Ils vont alimenter la montée, là aussi, des groupes femmes, des différentes revues féminines qui apparaissent. Si on feuilletait aujourd'hui ce qu'a été la presse féministe : les éditions du Remue-ménage[9], les cercles Flora Tristan[10], *Le*

9. Maison d'édition féministe québécoise créée en 1975.
10. Le bulletin du cercle Flora Tristan créé en 1973 est devenu en 1975 « *La cause des femmes* ».

t*orchon brûle*[11] puis, un peu plus tard, les *Cahiers du féminisme*[12]. C'étaient des publications qui liaient étroitement les revendications spécifiques des femmes avec le mouvement social ou ce que l'on appelait à l'époque le mouvement ouvrier.

Et je crois que ce qui, à l'époque, était étroitement lié s'est dissocié comme le reste. Dans leur livre *Le Nouvel Esprit du capitalisme* les sociologues Luc Boltanski et Ève Chiapello parlent de critique artiste et de critique sociale de la société. Ils entendent par critique sociale ce qui touche aux revendications de salaire, d'emploi, de conditions de vie et par critique artiste ce qui touche plus à la vie quotidienne et aux formes d'aliénation.

Tout ça était fortement lié, je crois même jusqu'à ce qui à été, peut-être, une des grande campagnes de ces années 1970. On retient le vote de la loi Veil mais, bon, ce n'est qu'un chaînon dans une véritable mobilisation. C'est une bataille législative qu' il ne faut pas minimiser, mais qui a pu avoir lieu parce qu' il y a eu toutes les mobilisations préalables. D'abord le manifeste sur le droit à l'avortement[13], les procès comme le procès de Bobigny[14] qui ont fait date. Et puis, tout au long de la deuxième moitié des années 1970 – ça a été d'ailleurs l'objet d'un débat important sur le type de campagnes qu'on pouvait mener – une vraie campagne démocratique a été menée par le MLAC[15], le Mouvement pour la Libération de l'Avortement et de la

11. Journal édité par le Mouvement de Libération des Femmes de 1971 à 1973.
12. Revue marxiste révolutionnaire, féministe « lutte de classes » créée en 1977 par la LCR.
13. Manifeste de 343 femmes déclarant s'être faites avorter, ce qui était illégal, exigeant la légalisation de l'IVG.
14. Procès tenu en 1972 d'une jeune femme violée qui avait avorté, au retentissement majeur, puisqu'elle n'a pas été condamnée : la loi interdisant l'avortement ne pouvait plus s'appliquer,
15. Créé en 1973, avec des militantes du Planning Familial, du Mouvement de Libération

Contraception, qui était un mouvement mixte de campagne uni-thématique et qui à culminé, je crois, dans la plus grande manifestation sur ces thèmes-là qui devait être en 1979[16]. Mais à ce moment-là on a commencé à voir diverger finalement cette espèce d'imbrication étroite entre revendication sociale généraliste, je dirais, et revendication spécifique des femmes, avec une tendance incarnée notamment, d'ailleurs, par ce que l'on appelait psychépo[17] et qui à donné naissance aux Éditions des femmes, animé principalement par Antoinette Fouque[18]. Finalement, les deux questions vont être dissociées et cela s'est traduit, y compris, par la position de psychépo – qui, à mon avis, en dit plus que des débats théoriques – sur l'élection présidentielle de 1981 qui à été de soutenir Mitterrand dès le premier tour en disant, finalement, les partis étant masculins par définition, on peut voter pour eux comme une étape et un moindre mal, mais il n'y a pas de stratégie alternative d'ensemble à ces partis-là.

Il y a une radicalité, notamment sur les questions de violence dans la vie quotidienne, du corps, du mouvement féministe mais qui commence à finalement se déconnecter des revendications sociales au moment même où la mise en œuvre des politiques d'austérité en Europe pose, d'un certain point de vue, des problèmes sociaux majeurs spécifiques aux femmes, même si elles n'en ont pas l'exclusivité. Mais la détérioration des différents services sociaux, des crèches, aggrave tout simplement la vie quotidienne. Ou la montée du chômage, même si elle ne va pas se traduire, comme à d'autres périodes, par une expulsion totale des femmes du monde du travail, qui se

des Femmes et du Groupe Information Santé, dissout en 1975 après le vote légalisant l'IVG.
16. 50 000 femmes dans la rue le 6 octobre 1979
17. Courant « Psychanalyse et politique », postulant une différence de nature entre le masculin et le féminin.
18. Psychanalyste, militante historique du MLF.

traduit par une précarisation ou un maintien des inégalités devant l'emploi, le salaire, etc.

Donc, on a eu cette espèce de déconnexion du mouvement qui marque, je crois, comme pour le reste, un tournant au seuil des années 1980 du mouvement des femmes tel qu'il a existé dans les années 1970. Il n'a pas disparu.

Alors ça c'est l'autre problème. Ce qui tend un petit peu à être moins visible, disons-le comme ça dans une formule générale, c'est l'aile militante organisée du mouvement des femmes. Maintenant les effets sociaux, eux, sont bien présents, c'est à dire les effets en profondeur de choses qui ne sont plus acceptées ou acceptables ou qui ont changé profondément. Rien n'est irréversible et rien n'est jamais acquis définitivement aux femmes, pas plus qu'aux hommes comme chantait l'autre, mais il y a des effets en profondeur qui continuent à faire leur chemin. Dans les organisations syndicales et dans les partis politiques, en revanche, on a vu, je crois, une hécatombe des publications que je citais tout à l'heure qui ont peu ou prou disparu les unes après les autres.

Mais, néanmoins, socialement le mouvement subsiste. Alors, bon, ce qu'il en reste aujourd'hui, là aussi je crois que c'est difficile à définir parce qu'il y a évidemment des acquis à défendre, puisqu'ils sont périodiquement remis en cause, sur le droit à l'avortement ou sur une série de droits ou en particulier pour les femmes immigrées, etc. Mais disons qu'il y a un héritage, il y a une culture, là encore une mémoire finalement du mouvement des femmes qui a percolé, comme diraient certains, c'est-à-dire qui s'est diffusée en profondeur dans la société et ça c'est plus difficilement réversible. Alors est-ce que la loi sur la parité en est l'illustration ? Dans une certaine mesure, mais elle est aussi l'illustration d'un échec : c'est à dire qu'il a fallu une loi pour imposer. Personnellement, je le dis franchement, je n'avais pas signé

le premier appel là-dessus. J'étais assez perplexe parce que c'est introduire quand même une différence biologique sur le champ politique. Bon, maintenant, si c'est un point d'appui, certains l'ont présenté d'ailleurs comme un point d'appui temporaire, pour contraindre à s'approcher d'une parité, mais qui effectivement en tout cas me paraît plus juste, si on veut prendre une mesure volontariste, que les quotas. Parce que le seul quota concevable dans ce cas-là c'est l'égalité qui correspond à une égalité de fait, alors qu'avec les quotas il n'y a pas de critères pour calculer quelle serait la bonne proportion.

Maintenant, ce qu'il en est de ça et du marxisme... C'est vrai que le mouvement féministe sous sa forme militante a contribué à poser un problème qui n'est pas tout à fait nouveau, il ne faut pas exagérer, mais sur lequel quand même aujourd'hui la culture des mouvements sociaux, de la gauche radicale à évolué. Ne pas hiérarchiser une série de dominations, ne pas dire : « Il y a une contradiction principale et il y a des contradictions secondaires », mais considérer que tous les êtres humains sont multiples et que donc ils subissent, avec des intensités différentes selon les moments de leur vie, l'oppression et l'exploitation au travail, l'oppression sexuelle ou de genre dans la famille, ou au travail aussi, ou dans la vie quotidienne, une oppression qui peut être de race ou ethnique, et bien d'autres encore.

Donc on a une combinaison, un bouquet, une gerbe finalement de résistances à des oppressions diverses. En revanche le vrai débat, par exemple avec des sociologues de l'école Bourdieu, est de savoir si toutes ces oppressions ont exactement la même fonction dans notre société. Personnellement, je tends à croire, à penser qu'il y en à deux qui ne jouent pas exactement le même rôle et autour desquels se structurent quand même pas mal de choses : le rapport d'exploitation sociale et le rapport de domination de genre. Ça remonte très loin – d'ailleurs rien ne dit qu'en éradiquant les conditions d'exploitation on éradiquerait l'évolution du psychisme – de

ce que l'on appelait les mœurs, qui ne marchent pas au rythme des législations parlementaires. C'est pourquoi on en était venu, et on le maintient aujourd'hui, à la nécessité d'un mouvement autonome des femmes, puisque rien ne dit qu'en finir avec le capitalisme serait mécaniquement, automatiquement, en finir avec l'oppression des femmes.

Donc il y a une pensée aujourd'hui plus articulée du comment peuvent converger, autour de quels thèmes, ces différentes résistances ou mobilisations contre des formes de domination qui ne sont pas réductibles les unes aux autres. Je crois que ça extrapolerait le propos mais une notion comme celle d'hégémonie, héritée principalement mais pas seulement de Gramsci[19] – enfin, c'est ce que l'on retient généralement –, aide à penser comment ces différents griefs face à la société dominante peuvent s'articuler les uns aux autres pour développer une contre-culture d'ensemble.

Alors, maintenant, un dernier mot peut être sur l'héritage marxiste là-dessus. Il n'est pas si ringard que souvent on l'entend. Bon, je ne dirais pas que Marx était un grand pionnier du féminisme. Du moins dans sa vie quotidienne il était assez conformiste, disons-le, par rapport à ses filles ou à sa vie conjugale. Engels, beaucoup moins, et de ce point de vue-là ce n'est pas par hasard que Engels est quand même, d'une certaine manière, un pionnier, même si aujourd'hui on peut discuter à la lumière d'études dont il ne disposait pas à l'époque des thèses défendues dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*[20]. Il mettait au moins en accord sa vie quotidienne avec une pensée non conformiste, que ce soit d'ailleurs sur la mort ou sur la famille, puisqu'il a vécu « à la colle », selon le langage consacré à

19. Fondateur du Parti communiste italien, intellectuel marxiste majeur du XXe siècle, il élabore une théorie de l'hégémonie culturelle : la bourgeoisie domine par la force, mais aussi par le consentement.
20. Publié en 1884 d'après des notes de Marx.

l'époque, avec une prolétaire irlandaise, ce qui était doublement scandaleux dans la bonne société manchestérienne[21]. Mais plus profondément, au-delà des anecdotes, Marx lui même traite de la condition des femmes. On peut dire qu'il y à un écart entre son propos et puis… bon on peut être machiste éclairé, et c'est déjà un progrès, et ne pas prétendre être totalement révolutionné dans sa tête !

Mais, par exemple, et pour moi c'est un des trois critères de ce que serait un réel progrès : pas le progrès quantitatif de combien de tonnes d'acier ou de charbon, etc. mais la réduction du temps de travail massive, donc la diminution du temps de travail contraint, tout ce qui finalement singularise les besoins des individus et qui fait de chaque individu un être unique et justement la transformation, je dirais la transformation, pas plus, du rapport entre les sexes, entre les genres, comme on le dit aujourd'hui. Parce que, ça, il le dit explicitement : le rapport entre l'homme et la femme, c'est la première expérience et finalement la plus révélatrice du rapport à la différence, du rapport à quelqu'un de différent. D'où finalement, dans un monde où il y a une infériorité des femmes, il y aura également une discrimination de l'immigré, de l'étranger, etc. C'était notamment dans ses textes de jeunesse. Bon, après, il faut suivre les hauts et les bas, le meilleur et le pire du mouvement ouvrier, dont Marx n'est pas toujours responsable.

21. Engels était issu d'une famille d'industriels du textile de Manchester.

11 septembre 1973

11 septembre 1973, les militaires chiliens mettent fin dans le sang aux trois brèves années d'expérience réformiste des gouvernements de Salvador Allende[1]. Augusto Pinochet[2] prolonge un nouveau cycle de répression sanglante et de libéralisme économique brutal initié en Bolivie[3]. Il est bientôt imité par d'autres dictatures en Amérique du Sud. En 1979, dans un autre contexte, les Sandinistes[4] amènent un peu d'espoir en prenant le pouvoir dans le tout petit Nicaragua. Dix ans plus tard, en 1990, asphyxiés par le blocus américain, ils rendent le pouvoir à l'occasion d'élections.

Les États-Unis, actifs dans l'ensemble de l'Amérique du Sud, n'ont pas l'intention d'autoriser les peuples de leur arrière-cour à relever la tête. Les deux expériences du Chili et du Nicaragua, posent, dans des contextes très différents, un Salvador Allende élu par le Congrès d'une part, une prise du pouvoir par les armes côté Sandinistes d'autre part, la question du pouvoir et surtout de comment le conserver, avec qui et pourquoi.

1. Président élu en 1970, à la tête de d'Unité Populaire, coalition électorale de partis de gauche, mort le 11 septembre 1973.
2. Général qui dirige le coup d'État le 11 septembre 1973, instaure une dictature qui durera jusqu'en 1988.
3. En 1969, le président nationalise la compagnie américaine Gulf Oil, les mines, accepte la réunion d'une assemblée populaire avec les syndicats ouvriers. Cette expérience est écrasée dans le sang par le coup d'État du général Glanzer le 21 août 1971.
4. Le Front sandiniste de libération nationale, fondé en 1961, organisation politico-militaire regroupant des marxistes, des nationalistes de gauche, renverse le dictateur en place, Somoza, en 1979.

En question subsidiaire, j'ai aussi envie d'ajouter une interrogation sur la place accordée ou, plutôt, la non-place accordée aux peuples indigènes ou assimilés dans ces processus.

Il faut peut-être commencer par rappeler que le 11 septembre, celui de 1973, et pas celui de 2001, a été d'abord un choc émotionnel. On était suspendus aux nouvelles qui arrivaient à la radio du siège du Palais présidentiel, La Moneda, et puis aux annonces qui sont arrivées petit à petit de la réussite du coup d'État. Au début, on espérait qu'il ne réussirait pas, puisqu'un autre coup d'État avait échoué en juin trois mois avant, et puis la mort d'Allende, etc.

Comment expliquer un tel choc émotionnel, alors qu'il n'y avait pas eu l'équivalent lors du bain de sang d'une autre ampleur en 1965 au moment de l'écrasement du Parti communiste indonésien[5] ou plus tard du Parti communiste soudanais[6] ? Je crois parce qu'il y avait une très forte identification en Europe et en Amérique latine avec ce qui se passait au Chili. Le sentiment qu'effectivement se jouait là un scénario inédit et une possibilité, pratiquement une expérience de laboratoire, qui valait aussi bien pour l'Europe que pour l'Amérique latine, de manière différente.

Alors, pour l'Europe, pourquoi ?

5. Ce parti communiste revendiquait 3 millions de membres et 20 millions dans les organisations qu'il contrôlait (ouvriers, jeunes, paysans...), il cherche à prendre le pouvoir légalement, la répression est terrible : plus de 700 000 morts, le parti communiste est physiquement détruit.
6. Il était une force politique majeure du pays. À la suite d'un coup d'État avorté, les communistes sont exécutés en masse, et le parti est écrasé.

Parce qu'on avait l'impression, en partie fausse je dirais aujourd'hui, d'avoir finalement un pays qui était notre propre reflet. À la différence d'autres pays d'Amérique latine, il y avait un parti communiste fort, il y avait un parti socialiste représenté ou dirigé par Salvador Allende, il y avait une extrême-gauche de la même génération que la nôtre, des petits groupes comme le MAPU[7] et le MIR[8], le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire, nés dans les années 1964 -65 sous l'impulsion ou l'onde de choc de la Révolution cubaine. Il y a un effet d'identification avec cette dernière organisation, avec ses militants, avec ses dirigeants qui étaient pratiquement de notre génération, qui avaient un parcours assez comparable. Le MIR s'est formé à double source : d'un côté une inspiration guévariste, une référence à la Révolution cubaine ; de l'autre une influence trotskiste, il faut le dire, au travers d'un grand historien de l'Amérique latine, Luis Vitale[9]. Il a été un des pères fondateurs du MIR même s'il en a été écarté, ou s'en est écarté rapidement par la suite. Tout cela dans un pays ou finalement le stalinisme n'avait jamais été dominant y compris dans la gauche, ni eu le rôle qu'a pu avoir le parti communiste en Argentine par exemple.

Il y a une une singularité chilienne, c'est d'ailleurs une des difficultés à comprendre la situation. Le Parti socialiste chilien, même s'il s'appelait socialiste, avait peu de chose à voir avec la social-démocratie européenne. C'était un parti qui s'était construit dans les années 1930, en réaction, en opposition à la stalinisation de l'Internationale Communiste. Donc c'était un parti plutôt à la gauche du Parti communiste qu'à sa droite.

7. Mouvement d'action populaire unitaire, courant chrétien d'extrême gauche membre de l'Unité populaire.
8. Organisation révolutionnaire fondée en 1965 par des syndicalistes et des étudiants, qui, tout en préparant l'action armée, soutient le gouvernement d'Allende,
9. https://www.marxists.org/francais/vitale/index.htm.

Il y avait donc une forte identification et l'idée que le Chili donnait l'exemple d'un scénario où la gauche arrivait au pouvoir par des élections, et où les élections pouvaient être le début d'un processus social de radicalisation débouchant ou, disons même, transitant vers une révolution sociale radicale à une époque où, il faut aussi le rappeler, le prestige de la Révolution cubaine en Amérique latine était sinon intact, du moins encore très important.

Je crois que cela reste une leçon de choses, ce qui s'est passé au Chili.

Aujourd'hui, je serais plus prudent sur ce mécanisme de reflet. Je crois que, vu de loin, on avait tendance à sous-estimer quand même les rapports sociaux et les réserves de réaction et de conservatisme qu'il y a dans la société chilienne. On les a vus beaucoup dans l'armée parce que, comme on l'a dit et répété à l'époque, l'armée avait été formée par des instructeurs allemands sur le mode de l'armée prussienne, ce qui était déjà peu encourageant. Mais en plus, j'ai pu le constater depuis, c'est un pays où la tradition catholique, le côté catholique conservateur, est important.

Et d'ailleurs, c'était une donnée de départ, puisqu'Allende a été élu en septembre-octobre 1970, lors d' une élection présidentielle, mais avec une majorité relative de 37 % environ. Pour que son investiture soit ratifiée par l'Assemblée ont été posées des conditions. Elles vont droit à l'essentiel : ne pas toucher à l'armée et respecter la propriété. Ce sont les deux limites posées d'emblée par les classes dominantes, par les institutions en vigueur, pour accepter l'investiture d'Allende.

Néanmoins, c'est vrai que la victoire électorale a donné le coup d'envoi d'une montée de l'espérance et d'une montée du mouvement social, laquelle a culminé sur le plan électoral dès janvier 1971 par une victoire importante

aux municipales. Je crois que l'Unité populaire, la coalition de gauche sur laquelle s'appuyait Allende à ce moment, a eu pour cette unique fois une majorité absolue dans une consultation électorale.

Cela donnait évidemment une légitimité accrue pour développer le processus. Victoire électorale, radicalisation mais aussi une polarisation d'abord interne au Chili, qui s'est traduite petit à petit par une mobilisation de la droite, y compris par des méthodes actives de rue. La date marquante a été la grève des camionneurs[10] en octobre 1972. Mais il ne faut pas croire qu'il s'agissait des salariés : c'était la corporation, alors qu'avec la configuration géographique du Chili, longiligne, le transport routier est stratégique. Une grève des camionneurs donc, appuyée en plus par ce que l'on a appelé des *cacerolazos*[11] , c'est-à-dire des mouvements de protestation, notamment de consommateurs de la classe moyenne de Santiago – Santiago fait plus de la moitié du pays en termes de population – qui ont constitué une première tentative de déstabilisation à l'automne 1972. Enfin l'automne pour nous : là-bas c'est le printemps. Il faut inverser les saisons.

Après quoi s'est finalement posé un débat sur la suite du processus chilien, pour lequel s'ouvraient deux possibilités pour riposter à la déstabilisation de la droite, par ailleurs fortement appuyée par les États-Unis. On sait aujourd'hui avec les divulgations sur le plan Condor à quel point les États-Unis ont été de longue date impliqués dans la préparation du coup d'État, à travers les multinationales mais aussi à travers les conseillers militaires américains. Donc après cette alerte de la grève des camionneurs, début 1973, il y avait plusieurs options : soit une radicalisation du processus, avec des incursions accrues dans le secteur de la propriété privée, avec des

10. Appuyée financièrement par les services secrets des États-Unis et diverses multinationales.
11. Marches des « casseroles vides ».

mesures de redistribution radicales, des mesures salariales, etc., qui étaient débattues ; ou bien au contraire, et c'est la thèse qui l'a emportée, portée par Vukovik, ministre de l'Économie et des Finances, membre du Parti communiste, de rassurer la bourgeoisie et les classes dominantes en délimitant de manière définitive l'aire de propriété publique ou de propriété sociale, et en donnant des gages supplémentaires aux militaires.

On ne va pas faire toute l'histoire, mais quels sont les temps forts ?

Le deuxième épisode de déstabilisation a été beaucoup plus dramatique, non plus une grève corporative comme celle des camionneurs, mais une première tentative, une répétition de coup d'État en juin 1973, ce qu'on appelle le *tankazo*, dans laquelle une armée, enfin un régiment de tankistes, est sorti manifester et a été neutralisé.

Et là je crois que c'est le moment crucial où le débat a eu lieu. Par exemple, c'est le moment où le MIR, qui est une petite organisation de quelques milliers de militants très dynamique – il faut garder les proportions en tête, mais pour le Chili c'était important –, s'est posé le problème de rentrer dans un gouvernement, mais à quelles conditions. Après le premier échec du coup d'État, se posait la question de faire un gouvernement dont le centre de gravité se déplacerait à gauche, qui prendrait des mesures de châtiment ou de désarmement des militaires conspirateurs. Mais ce qui s'est fait a été exactement l'inverse.

C'est-à-dire qu'entre la période de juin 1973 et du coup d'État effectif du 11 septembre 1973, on a eu la répression contre le mouvement de soldats qui existait dans les casernes, les perquisitions pour désarmer les militants qui auraient accumulé des armes en prévision d'une résistance au coup d'État, et puis surtout des gages supplémentaires donnés à l'armée avec la nomina-

tion à des postes ministériels, y compris d'Augusto Pinochet, le futur dictateur.

Donc on a eu un basculement, et Miguel Enriquez, le secrétaire général du MIR qui a été assassiné en octobre 1974, un an après, a écrit à l'époque un texte, dans cette période intermédiaire entre la tentative et le coup d'État, qui s'appelait « Quand étions-nous les plus forts ? ». Je crois qu'il était d'une extrême lucidité : jusqu'à août 1973 il y a eu des manifestations de 700 000 manifestants à Santiago, appuyant Allende et répliquant au coup d'État. C'est le moment effectivement où une contre-offensive du mouvement populaire était possible et où, au contraire, la réponse a été un élargissement à droite des alliances gouvernementales et des gages supplémentaires, qui signifient en réalité finalement un encouragement au coup d'État.

Voilà, c'est comme ça que nous avons été surpris. Tu évoquais le réformisme de Salvador Allende mais, enfin, comparé à nos réformistes, c'était quand même un géant de la lutte des classes. Si on regarde aujourd'hui les documents d'archives, il reste quelqu'un de respectable.

Dans le mouvement de solidarité avec le Chili qui a été très important dans les années qui ont suivi, 1973, 1974 et 1975, je dirais que nous avons été, pour ce qui nous concerne, un peu sectaires avec Allende dont on a fait un des responsables, même s'il est mort héroïquement. Cela ne change rien au problème politique. Cela implique du respect pour la personne, mais il y a quand même une énigme : pendant les premières heures du coup d'État, il disposait encore de la radio nationale, il était encore possible d'appeler à une grève générale, alors que l'on a appelé à une résistance statique finalement sur les lieux de travail, etc. Peut-être que cela n'était pas possible. Même une organisation comme le MIR, qui était censée être préparée militairement, a été prise de court par le coup d'État. On le voit aujourd'hui dans le livre de

Carmen Castillo, *Un jour d'octobre à Santiago* ou dans son film[12]. Ils ont été pris de vitesse, peut-être à mon avis parce qu'ils n'imaginaient pas un coup d'État aussi brutal et aussi massif. Ils imaginaient la possibilité d'un coup d'État mais qui soit, en quelque sorte, une demie-réussite qui ouvrirait une nouvelle période quasiment de guerre civile, avec des foyers de résistance armée à la campagne. D'où l'importance qu'ils avaient donnée – cela rejoint l'autre aspect de la question –, au travail chez les paysans dans la minorité mapuche, notamment dans le Sud du pays.

Mais le coup d'État a été un vrai coup de massue. Ils n'avaient pas réellement préparé, ni même probablement envisagé, un scénario de centralisation des organes de pouvoir populaire qui existaient tout de même, avec ce que l'on appelait les « cordons industriels » qui coordonnaient justement des formes d'auto-organisation plus ou moins développées dans les faubourgs de Santiago principalement, avec les « commandos communaux » à la campagne, avec le travail dans l'armée et même à Valparaiso un embryon d'assemblée populaire, une sorte de soviet local. Tout de même, tout ça existait et donne à penser ce qu'il aurait été possible d'envisager – mais il fallait pour ça en avoir la volonté et la stratégie –, un autre scénario pour répliquer au coup d'État, que ce soit en juin ou en septembre, par une grève générale, le désarmement de l'armée, effectivement quelque chose d'insurrectionnel. C'est toujours risqué, mais enfin, quand on voit le prix du coup d'État en termes d'abord de vies humaines, de disparus, de torturés. Et puis surtout le prix social quand on voit ce qu'est le Chili aujourd'hui, après plus de trente ans de dictature de Pinochet, donc de laboratoire des politiques libérales, là on peut parler de défaite historique. Si on regarde deux pays voisins, le Chili et l'Argentine, le mouvement social en Argentine, finalement, s'est assez

12. *Rue Santa Fé,* 2007.

rapidement remis dans sa combativité des années de dictature[13] et malgré les 30 000 disparus. Au Chili la défaite est d'une autre portée et d'une autre durée, visiblement.

Le Nicaragua effectivement, c'est une autre séquence.

Je crois que le coup d'État au Chili est l'épilogue de la fermentation révolutionnaire qui a suivi la Révolution cubaine pendant dix-quinze ans en Amérique latine. Et tu l'as rappelé dans l'introduction, la simultanéité des dates est quand même impressionnante : trois mois avant le coup d'État au Chili, je crois que c'est juin 1973, il y a le coup d'État en Uruguay. En 1971 on avait eu le coup d'État en Bolivie. Tout ça n'est pas complètement désynchronisé puisque dans le même temps la dictature était tombée en Argentine, où elle reviendra en 1976. Mais disons que symboliquement ça clôt le cycle, dans le personnel politique, la disparition d'Allende, la disparition d'Enriquez et de pratiquement toute la direction du MIR. Cela clôt le cycle initié par la Révolution cubaine, les conférences de l'OLAS[14], l'expédition du Che en Bolivie en 1966.

Le Nicaragua, finalement, c'est peut-être l'inauguration d'un autre cycle, ou un point de départ qui a un peu surpris. Je parlais tout à l'heure de Luis Vitale. Il nous avait surpris justement dans une réunion en 1976 où on faisait un peu le bilan de cette régression en Amérique latine, en disant : « oui, mais l'épicentre – c'était la formule employée –, l'épicentre s'est déplacé, le prochain coup c'est le Nicaragua ». Franchement, beaucoup d'entre nous ne savaient pas où était le Nicaragua en 1976. Je ne veux pas dire que Vitale est un prophète ou un mage, mais effectivement il a vu venir une histoire en Amérique centrale, avec ses dictatures « maillon faible », dans des

13. 1976-1983.
14. Organisation latino-américaine de solidarité réunie à La Havane en 1967.

conditions très particulières avec des sociétés peu organisées. La dictature chilienne s'appuie sur une base sociale. Ces dictatures, Somoza[15] et ses semblables, étaient quand même assez fantoches, ils reposaient sur peu de choses. Ce qui explique qu'une organisation qui n'était presque rien en 1967, puisqu'après la répression et l'échec d'une guérilla qui s'appelait la guérilla de Pancasàn[16], le Front sandiniste était réduit à moins de cent militants. On a travaillé avec eux à l'époque, ils demandaient de l'aide pour l'entraînement aux Palestiniens. Là, on a le processus inverse, d'abord une victoire d'un mouvement social ou insurrectionnel, ou militaire, je ne rentrerai pas dans les trois lignes stratégiques qui cohabitaient dans le Front sandiniste. Elles ont finalement réussi à se combiner, ce qui n'était pas joué d'avance : une ligne de guerre populaire prolongée à la campagne représentée par Tomàs Borge[17], une ligne plus insurrectionnelle vantée par Jaime Wheelock[18] et puis les frères Ortega[19] qui représentaient encore une troisième variante. Mais finalement tout ça c'est combiné, dans ce contexte spécifique. Et là, c'est la victoire politique et militaire de 1979 qui a inauguré un processus électoral.

Ce qu'il y a d'inédit dans l'affaire nicaraguayenne, c'est qu'une révolution, ou une première étape victorieuse d'une révolution, accepte de se soumettre à l'épreuve d'une légitimation électorale. On peut dire que c'était un pari impossible, dans un pays petit, avec moins de trois millions d'habitants. Quand on parle de classe ouvrière, par exemple, au Nicaragua, il faut avoir les chiffres en tête : 27 000 salariés dans des entreprises de plus de 100

15. Dynastie contrôlant le Nicaragua depuis 1937.
16. En 1967, puis en 1970, le FSLN subit plusieurs défaites militaires, entre en « phase silencieuse d'accumulation des forces ».
17. Résistant à la famille Somoza, réfugié un temps à Cuba.
18. Dirigeant de la tendance prolétarienne du FSLN.
19. Daniel Ortega est l'actuel président du Nicaragua.

salariés, principalement des entreprises de bois, de mise en bouteille d'eau gazeuse. Il faut quand même savoir de quoi on parle. La question agraire était fondamentale, et la question indigène peut-être, j'y reviendrai.

Le problème, pour aller à l'essentiel, c'est que le Nicaragua a été vaincu par épuisement avant d'être vaincu électoralement. C'est-à-dire que la guerre dite de « basse intensité » – l'expression est presque ironique – financée par les États-Unis très ouvertement, obligeait un pays déjà très appauvri à consacrer 50 % de son budget à la défense, et à imposer la conscription dans un pays où ce n'était pas la tradition. C'était très impopulaire dans les campagnes, les gens n'avaient pas l'habitude que les fils partent à l'armée. L'effort de guerre a épuisé largement, socialement, moralement, le pays. Tant qu'il y a eu une possibilité, et elle a été réelle, d'une extension de la Révolution nicaraguayenne à l'Amérique centrale, on pouvait tenir. Et la possibilité a existé, surtout au Salvador, où il y a eu plusieurs tentatives d'insurrection[20] qui étaient sur le fil, auraient pu gagner.

Mais le point décisif, je crois, a été le Guatemala. Sur le Guatemala, on peut lire le témoignage de quelqu'un qui est mort aujourd'hui, qui s'appelle Mario Payeras,[21] l'un des fondateurs de l'Armée de guérilla des pauvres. Il nous a expliqué, y compris oralement, comment paradoxalement la Révolution nicaraguayenne a joué contre la Révolution guatémaltèque. Dans quel sens ? Tout simplement parce qu'ils croyaient avoir affaire à des dictateurs du type Somoza, mais c'étaient des conseillers militaires en face d'eux. En 1984 il y a eu une marche sur Guatemala City : ceux qu'ils avaient en face, c'étaient des conseillers militaires taïwanais et israéliens, des spécialistes de la contre-insurrection. Ce n'était plus une armée de tontons macoutes

20. Du Front Farabundo Marti de libération nationale, en janvier 1981, en novembre 1989, et en juillet 1991.
21. *Days of the Jungle: The Testimony of a Guatemalan Guerrillero, 1972-1976.*

ou de trucs comme ça, c'étaient vraiment des pros de la guerre civile internationale, pourrait-on presque dire. Du coup, le Guatemala, le Salvador ont perdu, et à partir de ce moment-là, la défaite électorale des Sandinistes était, je ne dis pas inéluctable en 1989-90, mais enfin elle était devenue largement probable à l'usure.

Ce que l'on peut discuter dans la politique des Sandinistes, de mon point de vue, ce n'est pas tant d'avoir fait les élections, parce que se maintenir contre vents et marées aurait pu être pire, mais de ne pas avoir maintenu une double source de légitimité.

Pendant un moment a existé ce que l'on appelait le Conseil d'État. Il ne faut pas imaginer que c'était comme le Conseil d'État en France. C'était une assemblée où il y avait les organisations patronales, dont Violetta Chamorro[22], etc., et où étaient à peu près tous les mouvements sociaux. Une sorte de chambre sociale dont la légitimité pour défendre les acquis de la réforme agraire et toute une série de choses aurait été opposable à l'assemblée parlementaire élue. Donc maintenir une double légitimité pendant un temps, ça, c'était envisageable. De plus il ne faut pas ignorer ce qui a été découvert *a posteriori*, c'est la rapidité extrême – qui doit être une leçon dans les pays pauvres ou très pauvres comme celui-là – de l'explosion de la corruption y compris dans les rangs sandinistes. C'est ce qu'on a appelé la *Piñata*, au plus haut niveau de la direction sandiniste, comme quoi finalement, les plus fortes convictions idéologiques ne sont pas insensibles à la logique matérielle du monde. Cela a été quand même aussi un élément de perte de crédit moral du gouvernement sandiniste.

On a le symétrique, sur les dates : l'année 1989, on s'en rend compte *a posteriori*, ferme aussi un autre cycle d'une dizaine d'années. 1989 avec le

22. Dirigeante de l'opposition aux sandinistes.

procès Ochoa à Cuba, l'échec de la deuxième candidature de Lula en 1994 au Brésil, à une époque où Lula n'avait pas encore été relooké, « bodygraphé », « taillebarbé » pour être un candidat présentable et éligible. Il est passé très très près d'une victoire électorale qui aurait donné un tout autre contexte. C'est aussi la chute du mur de Berlin, etc., etc. Donc il y a quelque chose qui bascule en 1989-90, dont le Nicaragua fait partie.

Concernant la politique indigène... Au Chili, je crois qu'il y a eu un effort réel et une volonté affirmée de la part des organisations d'extrême-gauche. Au Nicaragua, c'était plus compliqué avec le problème des Miskitos[23] et de Bluefields[24]. Là peut-être effectivement que les Sandinistes, en ne traitant pas de manière spécifique et en n'apportant pas de réponses spécifiques pour les indigènes de la côte de Bluefields ont entrouvert une porte à leur instrumentalisation car, sans faire de parano, il y avait quand même tout un appareil d'ethnologues dans les services de la CIA pour instrumentaliser les questions ethniques, et ça a joué.

23. Groupe amérindien présent dans une zone où passaient des groupes armés hostiles aux sandinistes venant du Honduras, à l'égard desquels la politique sandiniste a été violente.
24. Ville de cette zone qui n'est pas accessible par la route.

10 mai 1981

10 mai 81, élection de François Mitterrand. Le 3 mai 1979, Margaret Thatcher à la tête du Parti conservateur est élue Premier ministre du Royaume-Uni. Huit mois plus tard, le 20 janvier 1981, Ronald Reagan débute son premier mandat de Président des États-Unis en déclarant : « L'État n'est pas la solution à nos problèmes, l'État est le problème ». Les travailleurs vont bientôt découvrir que cela n'a rien à voir avec du Bakounine. La mise en application d'une doctrine libérale et la volonté de détruire les syndicats vont rapidement être mis à exécution dans ces deux pays. Le 5 août 1981, 11 359 contrôleurs aériens en grève[1] sont licenciés du jour au lendemain par Ronald Reagan. Après des mois de grève, Margaret Thatcher ne cède rien aux mineurs[2] britanniques. À l'extérieur, ces deux élections vont avoir comme effet une multiplication des interventions militaires. En France, rien de tel puisque, le 10 mai 1981, la gauche qui, treize ans avant, participait à Mai 68, accède enfin au pouvoir. Les travailleurs savent désormais qu'ils peuvent compter sur Bernard Tapie, Laurent Fabius et Jack Lang[3] pour appliquer, leurs revendications. La décennie qui s'ouvre s'annonce-t-elle radieuse pour le mouvement ouvrier ?

Radieuse ? Sûrement qu'il y a eu, en tout cas, une forte illusion.

1. À l'appel du syndicat fort de 15 000 adhérents, pour les salaires, les 32 heures sur 4 jours.
2. La grève dure un an, entre 84 et 85, contre les fermetures de mines mettant en cause des dizaines de milliers d'emplois.
3. Socialiste, plusieurs fois ministre de la Culture pendant 10 ans à partir de 1981.

Le soir du 10 mai 1981, il paraît – moi je n'étais pas à Paris, j'y ai échappé – que, dans le rassemblement sous l'orage à la Bastille, on criait « Mitterrand, du soleil ». Donc on attendait effectivement une décennie ou un septennat radieux. Cela n'a pas été exactement le cas.

Effectivement je crois que c'est important d'inscrire et la date et la séquence qui s'en suit, celle des années 1980 et du premier mandat de Mitterrand au moins, sans aller jusqu'au second, dans un mouvement historique ou dans un éventail historique plus large.

Parce que, finalement Mitterrand avait à peu près annoncé sa stratégie politique en 1968 de manière très très claire si on lit les textes de l'époque ou si on lit l'éclairage qu'il leur a donné dans un petit bouquin publié en 1971 qui s'appelait *Ma part de vérité*. Il explique très clairement qu'en 68 et pendant les quatre jours de crise critique du régime, c'est-à-dire pendant le départ de de Gaulle à Baden-Baden, quand il a appelé à former un gouvernement populaire, puisque c'était la formule retenue, pour remplir le vide abyssal qui s'ouvrait, il entendait que ce gouvernement soit, c'est sa formule, sans exclusive et sans dosage. Autrement dit, un gouvernement ouvert sans exclusive à des partenaires du centre, voire de droite. Il avait lui aussi l'idée de l'ouverture bien avant Sarkozy mais en sens inverse. Et il a essayé, dans une certaine mesure, de la pratiquer en 1981 avec l'entrée de Michel Jobert, gaulliste historique ou quelques autres au gouvernement. Et sans dosage cela voulait dire notamment, non seulement qu'il accepterait mais qu'il souhaitait la participation de ministres communistes, mais à une dose homéopathique qui ne colore pas de manière excessive le gouvernement. Effectivement, si on regarde, en 1981 il a décidé souverainement des quatre ministres communistes mais à la Santé, à la Formation professionnelle, aux Transports et à la Fonction publique. Donc, dans aucun des ministères stratégiques, disons-le comme ça.

Autrement dit, c'était son projet et il a réussi.

Il faut rappeler que le Parti socialiste partait à l'élection présidentielle de 1969 d'un score de 5,5 % pour le ticket Mendès France-Defferre. Autrement dit, ce qu'a fait Mitterrand, c'est une véritable reconstruction d'un rapport de force. Et tout ça, il l'avait écrit très clairement. Il s'agissait à travers l'alliance durable de l'Union de la gauche et du Programme commun avec le Parti communiste de reconstituer un rapport de force et finalement d'inverser le rapport de force dans la gauche au détriment du Parti communiste. Cela, il l'a tenu de façon finalement très cohérente et très suivie, dans la proposition de 1968, mais à nouveau dans la façon dont il a réagi après la désunion de la gauche.

Il faut rappeler qu'en 1978, il semblait que la gauche allait gagner les élections législatives. En tout cas, les sondages l'indiquaient comme possible. Et puis, dans l'année qui a précédé l'élection qui devait être en mars ou avril 1978, la polémique, la désunion, initiée notamment par le Parti communiste a fait que ces élections législatives ont été perdues[4]. Certains en ont conclu qu'il fallait changer complètement de stratégie à gauche, abandonner le projet d'Union de la gauche. Et cela a été, en fait, la position adoptée prématurément par Michel Rocard au congrès socialiste de 1979, le congrès de Metz. Je ne rappelle pas cela pour le détail mais pour montrer à quel point Mitterrand, là-dessus, a suivi véritablement une ligne politique. Au congrès de Metz, il a maintenu, malgré la mauvaise volonté, la mauvaise humeur du Parti communiste, une ligne d'union de la gauche, convaincu que, aussi longtemps que n'aurait pas eu lieu l'expérience d'une victoire électorale et de l'inclusion du Parti communiste au gouvernement, il ne serait pas parvenu

4. La gauche fait plus de 50% au premier tour : le parti socialiste et les radicaux sont premiers avec 24,9%, le Parti communiste 20,6%, l'extrême gauche plus de 3% et les écologistes plus de 2%. Pourtant la droite gagne avec plus de 51% au second tour.

à bouleverser le paysage politique de la gauche en France, ce qui était son objectif. Et, finalement, il a gagné le congrès de Metz.

Alors, pour lui, 1981 était du pain bénit. Parce que, s'il était bien obligé en 1968 de dire quelque chose, je crois que l'idée de venir au gouvernement porté par une grève générale de près de dix millions de grévistes ne devait pas l'enthousiasmer particulièrement. En 1978, une victoire électorale à une élection législative n'était pas probablement le meilleur scénario. Et en plus, je crois que le point fondamental c'est qu'en 1978, l'élan de 68 n'était pas totalement épuisé. Il était déjà bien essoufflé. Je ne dis pas seulement en France mais d'un point de vue européen.

Disons que, avec le début de la crise économique en 1973-74, le retournement de la tendance économique, le coup d'arrêt à la Révolution portugaise en novembre 75[5], la transition monarchique en Espagne[6], le tournant de l'austérité en Italie, en 1976 également, au nom du compromis historique[7], on peut dire que l'hypothèse d'une victoire électorale de la gauche en 1978 en France, c'était le dernier rebondissement possible de cette séquence de l'après 68.

Et finalement, je crois que pour Mitterrand le scénario d'une victoire présidentielle en 1981 était beaucoup plus favorable qu'une victoire électorale en 1978. D'abord parce que c'est l'élection présidentielle et que cela le

5. En avril 74, la Révolution des œillets abat la dictature en place depuis 1932, puis les masses engagent un processus révolutionnaire, la bourgeoisie reprend la situation en main par un coup de force soutenu par le Parti socialiste en novembre 1975.
6. Processus négocié de sortie de la dictature après la mort de Franco en 1975, qui installe une démocratie parlementaire tout en maintenant la royauté.
7. Le compromis historique entre les deux partis dominants, la Démocratie chrétienne et le Parti communiste italien (plus de 34% aux élections en 1976), visait à un gouvernement commun. Il échouera sous les pressions du Vatican et des États-Unis.

mettait en position, vue la logique des institutions qu'il avait initialement combattues, d'en bénéficier et d'être le véritable arbitre des institutions et de la politique, de distribuer les cartes. Ce qu'il ne s'est pas privé de faire.

Et il se trouve que le contexte avait changé et que, comme tu l'as rappelé dans l'introduction, cette victoire électorale vient simultanément aux deux grandes victoires qui marquent le tournant et le début de la contre-réforme libérale en Angleterre et aux États-Unis, avec les victoires électorales de Thatcher et de Reagan. Du coup, le suspense en France n'a pas duré très longtemps. Certains, et je dois dire nous y compris, ont pu avoir une certaine illusion avec cette victoire de la gauche, qui explique d'ailleurs un peu l'euphorie, *a posteriori* un peu ridicule, qu'il a pu y avoir le soir du 10 mai 1981. C'est que cela nous paraissait très long quand même. Depuis 1958, cela faisait plus de vingt ans de droite au pouvoir, etc. Donc il y avait le côté soulagement mais, au-delà du soulagement, l'illusion que Mitterrand pouvait avoir une ambition finalement un peu à la De Gaulle.

En fait d'ambition, il y a eu les mesures sociales[8] du premier gouvernement Mauroy. Il y a eu le discours de Cancun[9], qui était un peu dans la tonalité des discours de de Gaulle de Phnom Penh[10] ou en beaucoup plus timide de Montréal[11]. Mais cela a été un bref épisode et, finalement, quand il a fallu décider en 1983, c'est un vrai tournant de la rigueur qui a été choisi. Et non pas une politique qui aurait été une politique sociale. Un véritable recul.

8. Notamment embauche de 55 000 fonctionnaires, relèvement du Smic et du minimum vieillesse, retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés payés, remboursement de l'IVG, en plus de l'abolition de la peine de mort.
9. Octobre 1981. Il prône la non-ingérence, la libre détermination des peuples, la solution pacifique des conflits et un nouvel ordre international.
10. Prononcé en 1966, il réaffirme le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » alors que les États-Unis combattent au Vietnam.
11. Prononcé en 1967, De Gaulle y lance « vive le Québec libre! »

Le tournant de la rigueur, il faut dire que, on le sait trop peu aujourd'hui, quand on regarde les désordres monétaires, la crise financière, etc., que la France, avec Fabius Premier ministre et Bérégovoy ministre des Finances, a été pionnière en ce qui concerne la dérégulation financière à l'époque. Elle a été à l'avant-garde de ce qui a permis finalement aux banques de mélanger les banques d'État et les banques d'affaire, de se lancer dans les aventures financières. Cela va de pair avec la politique européenne évidemment du marché unique de 1986 qui préfigure, qui est un des maillons de la construction de l'Europe libérale.

Le tournant est logique, si on veut, par rapport à l'histoire politique du personnage Mitterrand. Il n'en est pas moins réel.

Il y a eu le choix entre deux politiques : une politique réformiste maintenue, pas subversive ni révolutionnaire, mais qui aurait été possible avec une dévaluation, avec une bataille pour le service public, avec y compris des éléments de protectionnisme qui ont été symbolisés par l'histoire de l'importation des magnétoscopes japonais[12]. Est-ce qu'il fallait ou pas favoriser une politique industrielle française à l'époque ? Une politique protectionniste peut se justifier si elle est accompagnée des mesures sociales et de droits sociaux. Elle est explicable et défendable. Si c'est simplement une politique nationaliste de « produire français » et à laquelle Le Pen est venu ajouter « en travaillant français », c'est autre chose. Mais ce débat-là a eu lieu. Il a été tranché clairement dans le sens d'une orientation qu'on appelle aujourd'hui, qu'on n'appelait pas à l'époque encore, sociale-libérale.

12. En octobre 1982, le gouvernement taxe les magnétoscopes étrangers (essentiellement japonais) et les soumet à des procédures contraignantes, mesure levée au bout d'un an.

Anecdotiquement, j'ai eu à analyser les discours de politique culturelle de Lang et Mitterrand pendant cette période-là. Là aussi, c'est stupéfiant. Si on lit les discours de Mitterrand et de Lang avant 1981, c'est la lutte de classe dans la culture. Les textes sont absolument sidérants. Et même sur ce front-là, on a l'impression, justement, que le tournant de la rigueur ou le tournant dit de 1983 se traduit aussi par la politique des jets d'eau de Versailles, en gros des grandes fêtes en guise de politique culturelle même si, reste de tout ça le prix du livre, etc.

Alors bon, je crois que le bilan, quand même, si on regarde dans le rétroviseur, c'est que ces années Mitterrand ont démoralisé, au sens profond et premier du terme, désorienté profondément la gauche et fait des dégâts durables dans le mouvement ouvrier. En plus, après les vingt et quelques années de pouvoir de la droite sous de Gaulle, sous Giscard, etc.

Cela a débouché, en quelque sorte, les carrières et permis la cooptation et le recyclage d'une bonne partie de la génération 68 et des années 1970, avec ce qu'on pourrait appeler une promotion Mitterrand, c'est-à-dire une promotion dans l'appareil d'État et dans les appareils administratifs qui a quand même pompé les énergies d' une large partie de ceux qui avaient été des militants, en remontant plus loin dans le temps, y compris des animateurs des mouvements des années 1970.

Alors, le bilan, c'est que cette aventure a duré, au total, avec l'intermède de 1986-88, quatorze ans et que Mitterrand a, de ce point de vue-là, remporté une victoire. C'est-à-dire qu'il a exactement accompli le programme qu'il s'était fixé en 68 et transformé radicalement le paysage du mouvement ouvrier en France, en tout cas de la gauche, en initiant l'agonie du Parti communiste et la transformation du Parti socialiste, pas seulement idéologique mais sociale, en un parti de gestion des appareils républicains, d'une

politique de redistribution sociale, en partenaire privilégié du patronat et en agent de la construction de l'Europe libérale.

Alors au-delà de la transformation du paysage politique, je crois que les années Mitterrand et notamment les années 1980, puisque les années 1990 sont déjà des années de renaissance ou de reprise à partir des grèves de 1995, sont, du point de vue du mouvement social et de la gauche radicale, des années sinistres. C'est-à-dire que le mouvement syndical lui-même, pas seulement les directions, collaborait. Les directions étaient tétanisées face à un gouvernement de gauche qui menait une politique d'attaque des acquis sociaux. Cela, c'est assez classique. On l'a vu a nouveau alors qu'il y avait une reprise des luttes en 1995. On l'a vu a nouveau dès que Jospin est arrivé au gouvernement[13] : à nouveau, le mouvement social s'est mis en position de groupe de pression, de lobbying, mais a été neutralisé finalement par la présence de la gauche au gouvernement.

Et de ce point de vue-là les années 1980, prises globalement, ont été des années horribles. Mais en plus, je crois, parce que, au-delà de la politique, timorée dans le meilleur des cas ou de collaboration à la politique gouvernementale menée par les principales directions syndicales, c'est que même au niveau des militants intermédiaires, d'entreprises, des équipes syndicales, il y a une désorientation qui vient du changement de période.

C'est-à-dire qu'elles étaient habituées à gérer un compromis social, celui qui a été négocié, en position de faiblesse, par les classes dominantes au sortir de la guerre qu'on appelle État social, pacte keynésien, État providence, etc. Gérer cela dans un contexte de croissance, dans des accords et des conventions d'entreprises. Et là, ils se trouvent pris de plein fouet – ce qui s'est passé un petit peu dans tous les pays européens – face à une situation nouvelle, à une agressivité nouvelle d'abord du patronat et des classes dominantes. Et c'est vrai qu'en France, 1981-83 marque un tournant. Mais l'ensemble de la décennie des années 1980 est une décennie de défaites et pas seulement en France, à l'échelle européenne, pour le mouvement ouvrier. La plus emblématique, c'est la défaite en 1984-85 des mineurs britanniques dont Thatcher a voulu faire réellement un exemple.

13. Battu par Chirac lors de l'élection présidentielle de 1995, il devient premier ministre ministre d'un gouvernement de majorité plurielle intégrant les communistes après la victoire électorale de la gauche aux législatives de 1997.

C'est passé plus inaperçu mais on a eu, en Italie, l'abrogation des clauses d'échelle mobile des salaires, par exemple, qui était un acquis depuis la Libération. Autrement dit une remise en cause, inégale selon les rapports de force, mais méthodique, des acquis sociaux et je crois une désorientation profonde des équipes militantes, plus généralement, qui ne luttaient plus dans le même contexte avec les mêmes interlocuteurs et les mêmes règles du jeu que dans les trente années écoulées.

Or, ces équipes avaient été formées justement dans les trente années. C'est vrai aussi sur le plan politique.

Je crois qu' on peut dire ce qu'on veut des vieux bureaucrates du Parti communiste et de la CGT mais, les gens qui avaient fait le Front populaire, la guerre, la Libération comme Benoît Frachon[14], avaient une autre expérience de la lutte sociale, ou les dirigeants du Parti communiste eux-mêmes, que la génération qui est née et qui a été élevée au biberon du Programme commun, qui n'a jamais connu autre chose ni imaginé autre chose comme orientation politique que la victoire électorale en alliance avec le Parti socialiste et en

14. Dirigeant du Parti communiste pendant l'Occupation après avoir eu des responsabilités à la CGT au titre desquelles il a participé à la négociation des accords Matignon de 1936, secrétaire général de la CGT de 1945 à 1967.

position subordonnée, qui plus est. Donc tout cela, cumulé, désorientation politique, attaques sociales, finalement défaites réelles subies marque un tournant des rapports de force des années 1980 qui est vrai en France et qui est vrai au niveau européen.

9 novembre 1989

9 novembre 1989 : la chute du Mur de Berlin. Nous avons ouvert ce siècle avec la révolution de 1917 en Russie. Quatre-vingt-deux ans plus tard, le 9 novembre au soir, le Mur de Berlin tombe et immédiatement des centaines de milliers d'Allemands de l'Est et de l'Ouest passent la frontière qui était fermée depuis plusieurs décennies. Mais déjà en Hongrie, en Pologne, les choses bougeaient et les pouvoirs des régimes communistes [sic] vacillaient. Dans les années qui vont suivre ces événements de 1989, c'est l'effondrement presque total de tous les régimes communistes qui va s'enchaîner. Si nous retenons cet événement, c'est bien sûr qu'il incarne la fin d'un monde très largement bipolarisé. Plusieurs questions : est-ce que comme vous, comme l'écrit Eric Hobsbawm[1], ça clôt le XXe siècle ? et donc : que s'est-il alors passé durant ce court XXe siècle à l'Est de l'Europe ? Ou, pour le dire autrement : qu'est-ce qui s'effondre au-delà du Mur ?

Là, pour le coup, on a une date forte et un symbole fort, la chute du Mur de Berlin.

Incontestablement on peut considérer que cela marque la fin d'une grande séquence qu'Hobsbawm et d'autres historiens à sa suite appellent le « court XXe siècle », c'est-à-dire non pas forcément ce qui commence le 1er janvier 1900, mais une séquence ouverte par la guerre et la Révolution russe et qui s'achève avec la chute du Mur de Berlin et la désintégration dans les années qui suivent de ce qui fut l'Union soviétique. Ça, je crois que c'est un constat à peu près évident.

1. Historien marxiste britannique, sa trilogie de livres sur le XXe siècle est incontournable.

Maintenant, quelque chose s'est terminé, mais quoi ?

Personnellement je suis tenté de dire que ce qui se termine c'est un cycle plus long qui tend à s'épuiser à ce moment, celui des formes politiques modernes. Mais se serait une autre discussion.

Alors que s'est-il passé dans ce XXe siècle ?

Je crois que c'est une grande défaite des espérances d'émancipation telles qu'elles existaient au début du XXe siècle. J'aime citer souvent, parce que l'image me paraît forte, un passage d'un film de Margarethe Von Trotta[2] sur Rosa Luxemburg, qui est une fiction, mais où on voit la fête du 1er de l'an 1900 avec toutes les figures historiques de la social-démocratie allemande, Kautsky[3], Bernstein[4], Rosa Luxemburg, Bebel[5], fêtant le nouveau siècle comme le siècle qui était censé annoncer la fin des guerres, de l'exploitation, une humanité pacifiée et épanouie.

Alors, dire que ça s'est terminé par une défaite, oui ! Quelle est cette défaite ?

On est tenté souvent d'insister sur la défaite idéologique. Les premières tentatives d'aller vers une société socialiste auraient échoué et, du coup, ça hypothéquerait toute nouvelle tentative de faire autre chose qu'une société capitaliste, qui à l'évidence va contre le mur.

2. *Rosa Luxemburg,* film de 1986.
3. Voir note 4, p. 31.
4. Voir note 3, p. 31.
5. Président du Parti social-démocrate allemand à partir de 1900, centriste au sein du parti entre les révolutionnaires comme Rosa Luxemburg et les réformistes comme Berstein.

Je crois qu'avant de considérer l'aspect idéologique ou politique même de la défaite, il faut dire que c'est une défaite sociale. Il faut imaginer que la désintégration de l'Union soviétique, la conversion de l'appareil bureaucratique chinois à l'économie libérale, les événements en Europe de l'Est, l'évolution en Inde, tout ça fait que dans les quinze dernières années, il y a eu pratiquement un doublement de la main d'œuvre disponible sur le marché du travail. Donc l'irruption par centaines de millions de travailleurs pratiquement sans droits ni protection sociale, jusqu'à ce qu'il se passe quelque chose, et cela se passera inévitablement. On voit qu'il y a, en ce moment, des luttes sociales en Chine. Il n'y a pas de raisons que les travailleurs chinois acceptent les conditions de vie que n'acceptaient pas les travailleurs européens à la fin du XIXe siècle. Le problème c'est que cela prendra du temps et qu'en attendant, le résultat concret c'est une détérioration des rapports de force sociaux à l'échelle mondiale et cela va peser durablement. Mais cela ne veut pas dire qu'il faille regretter les régimes qui existaient avant, on y reviendra.

On est au début d'une reconstruction de mouvements syndicaux, de forces politiques, y compris de redéfinition des politiques.

Évidemment, l'aspect moral de la défaite est très important. Face aux atrocités de la colonisation, aux horreurs de l'exploitation capitaliste du XIXe siècle, celle des romans de Dickens, Zola, etc., le mouvement ouvrier naissant, le mouvement socialiste naissant avaient en quelque sorte une légitimité morale. Cette légitimité, elle s'est en grande partie perdue ou en tout cas dissoute aujourd'hui dans le souvenir qui reste de ce qu'a été le despotisme bureaucratique ou totalitaire.

Le mot totalitaire, après tout, n'est pas gênant, à condition, lorsqu'on parle de totalitarisme stalinien ou de totalitarisme nazi, de souligner à la

fois les similitudes et les différences. Ce qu'oublient généralement de faire les historiens bidons comme Stéphane Courtois[6], etc. Mais bon, ce phénomène existe, d'où l'importance aujourd'hui de savoir ce qu'il s'est passé.

Le discours dominant est de considérer qu'il y a une sorte de fatalité dans l'enchaînement des idées ; qu'il y a une perversité constitutive du projet révolutionnaire ou émancipateur, qui fait qu'en voulant fabriquer du bonheur on fabrique du malheur, de la dictature ou pire encore.

C'est pourquoi il est important, au delà des discours idéologiques, de faire la sociologie et l'histoire de ce qui s'est passé dans le XXe siècle, notamment en Union soviétique et, de manière non secondaire, en Chine.

Si on considère qu'il y a une continuité stricte entre la révolution russe de 1917 et ce qu'a été le régime stalinien ou sa postérité sénile sous Brejnev[7], sous son successeur Andropov[8], etc., la conclusion qui s'impose est que la Révolution russe, comme certains l'avaient dit à l'époque, était prématurée, qu'il était non seulement dangereux mais fatal de vouloir forcer le cours de l'histoire. C'est un travail qui est commencé, mais en grande partie devant nous – maintenant que les archives soviétiques sont ouvertes – d'étudier sérieusement ce qu'il s'est passé.

Pour le moment, les éléments qu'apportent les historiens comme Hobsbawm, peut-être encore davantage Moshe Levin[9] qui a l'avantage d'être un ancien soldat de l'Armée rouge, d'avoir été formé et donc d'avoir vécu en

6. Ancien militant maoïste devenu anticommuniste, auteurs de nombreux livres aux données chiffrées controversées sur les crimes du communisme.
7. A dirigé l'URSS de 1966 jusqu'à sa mort en 1982.
8. Chef de la police politique, le KGB, durant la période Brejnev.
9. Historien spécialiste de l'URSS, où il a vécu jusqu'en 1945.

Russie soviétique et de parler le russe couramment, montrent bien, avec des éléments que n'avaient pas les oppositionnels de gauche dans les années 1930, ce qui s'est passé à la charnière des années 1920 et 1930, c'est-à-dire l'explosion d'un appareil d'État bureaucratique dans un pays qui était faiblement organisé au sortir de la guerre. Il est passé de quatre millions ou un peu plus de fonctionnaires d'État à dix-sept millions en moins de sept ans, entre 1927 et 1934.

C'est un bouleversement... Aucun pays au monde n'a connu un rythme d'urbanisation et d'industrialisation équivalent à ce qu'a connu l'Union soviétique dans ces années-là. On a tendance à voir ou à imaginer l'Union soviétique de l'époque comme un pays poussif comme l'a été l'Union soviétique des dernières années. Au contraire, il y a eu un extraordinaire dynamisme bureaucratique dont le coût social est exorbitant, évidemment. C'est une modernisation à coup de knouts et de schlagues, dans lesquels les camps, y compris, ont joué une fonction économique, une sorte d'accumulation primitive.

Mais il n'y a pas une continuité.

Entendons-nous, je ne prétends surtout pas dire que les premières années de la Révolution russe, les années 1920 étaient des années lumineuses et les années 1930 l'obscurité totale. C'est plus nuancé que ça. Il y a eu des signes alarmants de la bureaucratisation, de la professionnalisation du pouvoir déjà du vivant de Lénine, notamment comme conséquence de la guerre civile. Il ne faut pas l'oublier.

Il y a un roman absolument terrifiant d'un certain Zazoubrine dont le titre est *Le Tchékiste*[10], qui est l'expérience de la police politique pendant la guerre civile où l'on voit très bien la logique de la violence politique. L'auteur ne fait pas ça pour dénoncer. Il est lui-même un ancien tchékiste. Mais il rapporte de l'intérieur une logique de pouvoir et de violence qui est terrifiante, même si elle n'est pas à l'époque à l'échelle de ce qu'elle va devenir au cours des années 1930.

De la même manière, les bagnes politiques ont commencé avec l'ouverture du bagne des îles Solovski en 1923, non seulement avant la mort de Lénine, mais à une époque où la guerre civile était gagnée. Ce ne sont pas des bagnes qui répondent à la situation de guerre civile, mais c'est une répression politique après la guerre civile.

Et là, il y a un tournant raté. Le tournant social et économique après la guerre civile, la nouvelle politique économique (NEP)[11] qui a fait débat, est de dire : la guerre est finie, il faut une ouverture économique. On aurait pu logiquement penser que cela aurait dû s'accompagner d'une ouverture politique, d'une démocratisation évidemment, d'une cessation de l'état d'exception qu'on peut à la limite considérer comme inévitable dans un état de guerre civile. Mais c'est le contraire qui s'est produit : un raidissement et un renforcement des dispositifs répressifs, des limitations des droits d'expression, etc. Même si on peut déceler des germes du péril bureaucratique dès les premières années de la Révolution russe, il ne faut pas pour autant penser qu'il y a une continuité absolue.

10. Il écrit ce livre en 1923, qui sera interdit malgré l'appui de Gorki (éd. Bourgeois 1990).
11. Introduite à la fin de la guerre civile, c'est un « repli stratégique » qui restaure une certaine propriété privée, surtout dans l'agriculture, pour faire redémarrer l'économie, parce que la Russie seule ne peut passer au socialisme.

La cassure de ce que, nous, nous appelons une contre-révolution bureaucratique, ce n'est pas qu'un mot. Dans les années 1930, entre 1933 et 1937, dans les Grandes Purges, on a des millions de déportés, des centaines de milliers d'exécutions. Même si, parfois, chez les historiens approximatifs on met dans le même sac les morts de la Première Guerre mondiale, de la Seconde, les morts des famines. Non. Mais même si on fait le décompte plus strict de la répression bureaucratique, c'est quand même des millions de morts dans les années 1930. Et c'est ce que l'on connaît. Ajoutons la disparition à 90 % des anciens militants et cadres du Parti bolchevique de 1917.

Il y a donc une discontinuité, y compris dans le personnel politique. Cela doit beaucoup à une culture de guerre civile, de ce qu'on a appelé le groupe de Tsaritsyne, c'est-à-dire de gens qui se sont formés dans la brutalité de la guerre civile.

Ça m'évoque quelque chose dont on a peut-être déjà parlé qui était le film sur le Cambodge, *La Déchirure*[12]. Ce qu'on a sous-estimé, c'est l'effet durable dans les têtes, dans les mœurs, d'une guerre aussi atroce, des bombardements, de ceux qu'a subis l'Indochine pendant près de vingt ou trente ans. Mais la guerre de 1914-18 plus trois-quatre ans de guerre civile, ça ne justifie pas tout ce qui s'est passé. C'est un élément explicatif en revanche.

Et je crois que c'est ce travail qu'il faut élucider : affronter l'énigme pour trouver un élément de compréhension de ce qui nous est arrivé, nous, tous ceux qui ont rêvé finalement d'un autre monde.

12. Film de Roland Joffe (1984), sur la prise du pays par les « Khmers rouges » avec Pol Pot à leur tête, qui vont faire régner une sanguinaire dictature sur le Cambodge, qui coûtera la vie à 20% de la population.

À nous surtout d'en tirer, non pas des garanties absolues, mais au moins quelques leçons pour l'avenir. Si on ne fait pas ce travail-là, si on reste à la surface des choses, finalement Rousseau a engendré Marx qui a engendré Lénine qui a engendré Staline : une généalogie comme dans les premières pages de la Bible où tout s'enchaîne par filiation. Dans ce cas-là, il ne faut même pas essayer de changer le monde, c'est trop dangereux. Il ne faut pas y toucher, il faut le laisser aller comme il va, et il ne fallait surtout pas...

Après, ce qui nous intéresse, nous, ce n'est pas faire l'histoire du constat, du fait accompli, mais de voir où il y a eu d'autres chemins, d'autres voies possibles..... où les occasions ont été manquées ou perdues tout simplement. Et rappeler que les bolcheviques eux-mêmes étaient conscients du danger.

Si Lénine a dansé dans la neige pour avoir tenu quelques jours de plus que la Commune de Paris, c'est bien qu'il était conscient de la fragilité de la situation. C'était déjà miraculeux d'un pays dévasté comme la Russie ait pu tenir aussi longtemps. Mais dans l'idée rationnelle qu'il se faisait d'une société, la Révolution russe n'avait de sens que relayée par la Révolution allemande et européenne qui n'a pas été au rendez-vous pour des raisons qu'il faudrait discuter. Pourquoi entre 1918 et 1923 la Révolution allemande a été vaincue, c'est un autre chapitre de l'histoire. Mais une fois qu'elle a été vaincue, qu'est-ce qu'on peut faire ? Rendre le pouvoir en se disant finalement : « comme ça ne se passe pas comme prévu, on fait marche arrière et on donne les clefs » ? Ça, c'est une histoire idéale sur le tapis vert. Ce n'est pas comme cela que ça se passe.

Moshe Levin insiste, par exemple, sur un élément majeur qu'on n'a souvent même pas en tête. Il dit qu'entre février et octobre en Russie en 1917, le problème n'était pas entre l'insurrection, le régime des soviets et un très respectable parlement comme le parlement des Lords britanniques démocratiques, etc. L'hypothèse démocratique, ce ne sont pas les bolcheviques qui l'ont renversée, elle s'est écroulée d'elle-même. Le choix n'était plus entre la démocratie de février et les soviets, mais le choix était entre le coup d'État militaire et les soviets. Donc, ne pas lutter c'était mettre la tête sur le billot. On ne choisit pas son moment, on ne choisit pas le temps. C'est une lutte à plusieurs protagonistes qui détermine la donne.

Il n'en demeure pas moins le fait que la contre-révolution stalinienne l'a emporté.

Ça révèle finalement un phénomène que même les plus attentifs des bolcheviques n'avaient pas vu venir et qui n'est pas réservé à l'Union soviétique, etc. C'est la place du phénomène bureaucratique dans les sociétés contemporaines, quelles qu'elles soient. Leur complexité, la division du travail plus elle est poussée, le développement de l'expertise, tout ça engendre une bureaucratisation qui est aussi bien dans les appareils d'État, dans les partis, dans les organisations syndicales, dans l'administration, etc. Plus un pays est faiblement développé culturellement – il faut se rappeler le faible taux d'alphabétisation, y compris de la Russie soviétique au sortir de la guerre civile – plus la tentation bureaucratique est forte.

On a vécu ça au Brésil. Dans un pays où les inégalités sociales sont très fortes, le moindre privilège prend des proportions qu'il n'y a pas chez nous, tout simplement. Et les moyens culturels de le combattre sont plus faibles. D'où une grosse erreur des bolcheviques – c'est facile à dire *a posteriori* – dans les premières années de la révolution, c'est de n'avoir envisagé que le seul danger d'être renversé par la contre-révolution européenne. Il n'était pas un danger imaginaire. Les armées européennes ont débarqué en Géorgie, notre général Weygand à la tête, etc. Ils n'ont imaginé comme scénario que celui

d'être vaincu par la réaction armée européenne, mais non pas d'être défait de l'intérieur par la gangrène bureaucratique.

C'est une leçon dont on paie les pots cassés aujourd'hui mais dont il faut tirer des enseignements. Il n'y a pas d'arme absolue contre ce danger bureaucratique, mais il y a les principes de pluralisme, d'indépendance des organisations syndicales ou de masse, de rapports des partis politiques au pluriel avec les organes de pouvoir, c'est-à-dire les collectifs, conseils d'autogestion, soviets ou autres.

Dans tout ça, il y a des leçons majeures à tirer maintenant qu'on connaît la nature de ce second danger qui est le danger de décomposition interne. Parfois, être vaincu de l'intérieur, c'est beaucoup plus dur que d'être vaincu par un ennemi qu'on a en face, qu'on connaît. On peut être vaincu mais pas « mouillé » alors qu'à l'intérieur c'est une double défaite. C'est une défaite sociale et une défaite morale aussi. Je crois que, ça aussi, ça fait partie du bilan du siècle et que l'on va encore le payer pendant des années. Même ceux qui se sont opposés, qui ont dénoncé. Quand il y a une défaite de cette taille-là, tout le monde en paie, même inégalement, les pots cassés.

Derniers mots peut-être. En 1989, on pouvait croire, quand le mur de Berlin est tombé, que finalement l'histoire allait repartir là où elle avait dérapé. Je me souviens d'un discours d'Ernest Mandel[13] à la Mutualité qui disait que ce qui se passe en Allemagne, c'est la révolution, avec des masses dans les rues d'Allemagne de l'Est, criant « Nous sommes le peuple » car, si nous sommes le peuple, qui sont les autres ? Qui sont ceux qui sont au pouvoir ? Si nous sommes le peuple, eux sont autre chose. Quel est le nom de cette chose ? La Stasi, la bureaucratie, l'appareil d'État, etc. Mandel disait

13. Théoricien et économiste marxiste belge, un des dirigeants trotskistes les plus importants de la seconde moitié du XXe siècle, décédé en 1995.

que c'était la fermeture d'une parenthèse, ce qui se passe en Allemagne de l'Est renoue avec la grande époque de Rosa Luxemburg, des conseils ouvriers, etc. On était très perplexe parce qu'on sentait venir, depuis déjà quelque temps, avec ce qui se passait en Union soviétique, avec les informations – il y avait une presse soviétique qu'on pouvait lire à l'époque dans les années 1980 –, que l'affaire avait duré trop longtemps et que les fils de la mémoire étaient rompus. Il n'était plus question en Union soviétique, dans la chute du régime, de dire que ce qui va redémarrer c'est le débat laissé en suspens entre Boukharine[14], Trotsky, l'opposition de gauche, sur les formes de développement. Plus personne ne connaît Boukharine, plus personne ne connaît Trotsky. Peut-être qu'on va redécouvrir. Mais ce n'était plus du tout à l'ordre du jour. Il n'y pas de parenthèses d'ailleurs en histoire. Il n'y a pas de détours. L'histoire a eu lieu et les conséquences durent. On sentait déjà que quelque chose allait changer.

Ce qui est triste dans tout ça, même pour ceux qui ont lutté contre ce régime soviétique, qui n'ont aucun regret, qui ne considèrent pas que la chute du Mur de Berlin soit la fin du communisme, parce que ce n'était plus le communisme tout simplement, c'est la dernière décomposition d'un cadavre qui avait commencé à pourrir quarante ans avant, donc d'une certaine manière une opération d'assainissement.

Il fallait que la page soit finalement tournée pour mieux recommencer, pour pouvoir reprendre autre chose.

Mais le fait est que, si pourris que soient ces régimes, leur chute a modifié les rapports de force mondiaux. Des régimes qui n'étaient pas modèles

14. Bolchevik de la première heure, économiste marxiste, il défend la NEP mise en place à partir de 1921, puis théorise l'idée du « socialisme dans un seul pays ». Il est victime des procès staliniens des années 30 et exécuté en 1938.

pouvaient jouer un petit peu du jeu de bascule dans les rapports de force entre l'Union soviétique et les États-Unis, en Afrique, dans le monde arabe, des régimes populistes. Ce n'est pas par hasard que la même année 1989, encore une fois, on a le procès Ochoa à Cuba, autrement dit un durcissement bureaucratique du régime cubain, et deux ans après c'est la guerre du Golfe[15], etc., etc. En Allemagne, on est passé – je crois que ça résume d'ailleurs ce changement de rapports de force –, on est passé très vite du mot d'ordre « nous sommes le peuple » en Allemagne de l'Est dans la période de mobilisation contre le régime est-allemand de Honecker[16], au mot d'ordre « nous sommes un peuple », qui est tout autre chose. Nous sommes l'Allemagne reconstituée, l'Allemagne retrouvée. Alors évidemment on ne pouvait qu'être pour la réunification allemande mais sans être dupe du sens qu'elle prend si c'est une victoire du capitalisme de l'Allemagne occidentale et une résurrection du nationalisme allemand (drôle de conclusion).

15. Le 17 janvier 1991, une coalition de 35 États dirigée par les États-Unis envahit l'Irak pour contester l'invasion du Koweit par l'Irak, alors que les États-Unis, prévenus de celle,-ci avaient déclaré qu'ils n'interviendraient pas.
16. Erich Honecker était le stalinien dirigeant l'Allemagne de l'Est.

Pour un marxisme stratégique

Par Isabelle Garo

La publication de livre est très bienvenue, en cette période de conflit social durable et de crise généralisée du capitalisme autant que des alternatives au capitalisme. Ces entretiens portent sur des séquences historiques cruciales du passé, mais ils donnent avant tout accès à la réflexion stratégique de Daniel Bensaïd. Le propre de cette réflexion a toujours été son triple ancrage dans les débats théoriques, dans les luttes passées et dans les combats présents. C'est la combinaison jamais figée, jamais stabilisée de ces trois dimensions qui a traversé sa vie et son œuvre, au point que c'est d'abord cette dynamique elle-même qui conserve toute son actualité : ces entretiens, alertes et réfléchis, engagés et nuancés, mettent en lumière la singularité sans équivalent parmi les marxistes de cette génération, de Daniel Bensaïd, chercheur inlassable en même tant que militant impliqué, héritier et acteur de la culture politique du mouvement ouvrier et tout particulièrement de la Quatrième Internationale.

Qu'on partage ou non toutes les analyses et les options présentées ici, l'actualité foncière d'une telle démarche prospectivement rétrospective, si l'on ose dire, s'imposera sans doute à tout-es celles et ceux qui se préoccupent de se débarrasser du capitalisme avant qu'il ne détruise l'humanité et la nature. À distance de l'histoire contre-factuelle à la mode, mais tout

aussi loin de la résignation et de la micro-politique, il s'agit de penser les événements comme une succession de bifurcations, jamais fatales mais jamais aléatoires, les circonstances se trouvant modifiées par l'action humaine qui en résulte, mais sans jamais s'y réduire. Elle consiste aussi et surtout à aborder la politique comme art stratégique, nouant la pensée à l'action et l'histoire passée au moment contemporain, sans les confondre ni les disjoindre, sans oublier non plus que la bataille d'idées a toujours été constitutive des luttes émancipatrices.

Désormais, la crise aggravée du mouvement ouvrier traditionnel, politique et syndical, alors même que la révolte monte partout dans le monde et que les mobilisations se diversifient et s'étendent, prouve à quel point le renouvellement d'une réflexion stratégique théoriquement informée et politiquement offensive, mais aussi ouverte et interrogatrice et si possible collectivement débattue, est une urgence absolue. Un tel chantier est énorme, au-delà même des indications proposées dans ces entretiens par Daniel Bensaïd il y a plus de dix ans, et qu'il aurait probablement en partie modifiées aujourd'hui. Car, pour qui pense stratégiquement, le passé ne fait sens qu'à la lumière de ce que le présent y projette, non comme illusions rétrospectives mais comme perspective commune et discontinuités manifestes. Ainsi, à travers les défaites et au-delà d'elles, c'est ce tressage dialectique des ruptures, des échecs et des révoltes, inextinguibles, qui donne sa consistance singulière à l'histoire opiniâtre des opprimé·e·s.

Il n'en demeure pas moins que, dans notre présent chaotique, ce sont bien les sentiments d'échec et de fatalité qui l'emportent, conduisant à ne retenir de cette histoire que les déroutes, les erreurs, les dévoiements et les crimes. Dans ces conditions, une question s'impose : en quoi ce marxisme politique que cultivait Daniel Bensaïd garde-t-il sa pertinence ? Aussi hostile à la dogmatisation politique du marxisme qu'à sa stérilisation académique,

refusant la division du travail révolutionnaire entre théoriciens purs et activistes patentés, Daniel Bensaïd fut l'un des rares marxistes de notre temps à maintenir ouverte la possibilité d'un marxisme politique, c'est-à-dire politiquement impliqué et politiquement agissant, assumant le risque de l'erreur et de l'impasse, de la défaite mais aussi de la relance et du rebond. Il faut ajouter qu'un tel marxisme politique n'a rien à voir avec une politique s'autoproclamant marxiste, autrement dit avec une ligne politique faisant du marxisme sa justification après coup, comme ce fut si souvent le cas, confondant au passage les rythmes de la réflexion et de la décision.

Pour autant, les circonstances présentes sont-elles si défavorables au marxisme et à la révolution, à cette activation mutuelle de la pensée et de l'intervention dont Daniel Bensaïd était le partisan infatigable ? Bien sûr, le projet communiste n'est guère plus, aujourd'hui, un rêve collectif. Et il est remarquable que pour un anti-stalinien aussi résolu que lui, la date de 1989 ne soit pas tant celle de l'effondrement du socialisme bureaucratisé que « la grande défaite des espérances d'émancipation » (voir p. 130 de ce livre). La perspective de l'abolition du capitalisme, loin de s'être construite en alternative crédible, a sombré en même temps que se refroidissait progressivement « l'astre d'Octobre » (voir p. 16). Elle a laissé place à la crise aggravée de ce même capitalisme, dans toutes ses dimensions, conduisant à une barbarie inédite si rien ne change au plus vite. Notre situation, dramatiquement bloquée, résulte de décennies de capitalisme, parachevées par des politiques néolibérales dévastatrices, avec leur cortège d'inégalités toujours croissantes, d'exploitation et de précarisation renforcées, de répression policière et militaire des protestations, de chasse aux migrants, de saccage de l'environnement, d'impérialismes rivaux aux abois.

Nous n'avons pas pu, pas su, sortir de la « cage d'acier » capitaliste. Mais l'histoire ne se clôt pourtant pas sur cet échec dont il reste à comprendre

les causes. Concevoir les possibles d'hier, si différents mais pourtant inséparables des possibles d'aujourd'hui, c'est briser la fausse linéarité d'une histoire rétrospectivement toujours perçue comme inéluctable. Telle n'est pas l'approche de Daniel Bensaïd, qui précise, au détour d'un entretien : « Après, ce qui nous intéresse nous, ce n'est pas faire l'histoire du constat, du fait accompli, mais de voir où il y a eu d'autres chemins, d'autres voies possibles... où les occasions ont été manquées ou perdues tout simplement » (voir p. 136).

En ce sens, le tableau de la situation contemporaine brossé sous le seul angle de la longue défaite du mouvement ouvrier conduit un peu vite à juger révolu ou définitivement voué à l'échec tout combat émancipateur. À un tel tableau, il manque en effet l'essentiel : le rôle central des contradictions, objectives et subjectives, jadis trop vite distinguées. Elles conditionnent le temps brisé de la politique, le contretemps intempestif de la critique, la perpétuelle résurgence du conflit dans des sociétés de classes qui se construisent sur lui tout en s'efforçant de le masquer.

Ainsi, à coup sûr, Daniel Bensaïd aurait été attentif au regain des mobilisations partout dans le monde, à la nouvelle vague féministe, à l'essor des mobilisations pour le climat, aux revendications démocratiques, aux luttes des quartiers populaires contre les violences policières, contre le racisme institué et l'islamophobie, luttes s'entrelaçant étroitement aux protestations sociales classiques. Peut-être aurait-il modifié à leur lumière certaines de ces analyses du passé, tant il se refusait à dissocier l'histoire écoulée des motifs que nous avons encore de nous y intéresser.

Ces contradictions sont essentielles, constitutives de toutes les sociétés de classe, avivées en période de crise étendue et généralisée, économique, sociale, politique, comme c'est le cas aujourd'hui. Le propre du marxisme

politique est de proposer l'analyse -toujours à réajuster- de la façon dont ces contradictions traversent, structurent et déstabilisent les rapports sociaux capitalistes. Mais elles traversent aussi les individus eux-mêmes, tou·tes les exploité·e·s et dominé·e·s du monde, les écartelant entre capacités acquises et aliénation subie, entre temps volé et volonté de vivre vraiment, entre consentement forcé, espérance dévoyée et résistance acharnée : cette dialectique n'est pas une vue de philosophe, elle inscrit dans la chair même des choses la possibilité de leur transformation.

Cette possibilité a pour condition première la politisation active et consciente de ces contradictions, la construction et la reconstruction de forces sociales et politiques instruites du passé et porteuses d'une alternative à savoir initier dès maintenant. Car là est ou serait le propre du marxisme vivant, lorsqu'il cultive l'attention dialectique au réel : savoir déceler dans la défaite non pas les conditions de la victoire inéluctable du lendemain, mais l'exploration relancée des possibles, logés au cœur de l'instabilité foncière d'un capitalisme qui, plus que jamais, a besoin de la menace et de la terreur pour se reproduire et se maintenir.

Ainsi, notre humanité, juchée sur une poudrière sans précédent, fait-elle face à l'imminence d'un nouvel épisode de la crise économique de longue durée du capitalisme contemporain, toujours plus grave que le précédent, qui ne conduit jamais, par lui-même, au sursaut politique émancipateur mais tout aussi bien aux pires régressions et au fascisme. Le catastrophisme contemporain paralyse tout autant que la confiance jadis immodérée d'un Kautsky (voir p. 8) ou la foi dans la résilience infinie du capitalisme. Dans tous les cas, manquent la volonté transformatrice, la conscience critique des enjeux et des circonstances concrètes, autant qu'une structuration politique des luttes de classe, apte de réorienter le cours historique et d'engager

la longue et difficile tâche d'abolition démocratique et concertée du capitalisme.

Centrale dans la pensée de Daniel Bensaïd, l'analyse des bifurcations historiques fait écho à ce carrefour sans précédent qu'est devenu notre présent, le lieu de tous les dangers mais aussi, avant qu'il ne soit trop tard, de quelques possibles. Et si le marxisme reste indispensable à penser et transformer notre trajectoire historique potentiellement cauchemardesque, c'est parce que cette contradiction politique, si on en prolonge l'analyse, conduit droit au cœur des rapports sociaux du capitalisme, à ce point nodal du rapport d'exploitation où le salarié, vendant sa force de travail, rend possible l'accumulation capitaliste tout en s'efforçant de résister au vol de son temps et de sa vie en quoi elle consiste.

Si cette résistance n'est qu'une potentialité, c'est bien de ce foyer toujours vif que surgit et surgira toujours le refus d'un mode de production fondé sur la domination de classe et l'exploitation du travail, sur l'écrasement de toutes les capacités, de toutes les puissances d'être qui sont celles des hommes et des femmes de ce temps. « Les hommes sont toujours partis d'eux-mêmes »[1], affirmait Marx. Le corollaire de cette affirmation est la construction obstinée de formes de solidarité résurgentes et combatives, portant en elles les germes d'une toute autre organisation politique et sociale.

À cet égard, Daniel Bensaïd fait décidément partie des rares grands marxistes de notre temps, pour n'avoir pas abandonné l'idée d'une critique de l'économie politique comme haut lieu théorique et militant, où se joue à la fois la possibilité d'une compréhension globale, qui n'écrase aucune spécificité, qui ne se soumet à aucun scénario pré-écrit ni à une aucune autorité

1. Karl Marx, Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*, traduction dirigée par G. Badia, Paris, Éditions Sociales, 1976, p. 76.

surplombante, mais qui ne renonce pas à une émancipation globale dont les voies sont toujours singulières.

Démontant inlassablement les idées reçues sur Marx et sur le marxisme, polémiquant pied à pied avec toutes les idéologies régnantes, Daniel Bensaïd a su maintenir et fait vivre l'articulation du travail théorique, jamais achevé, et de l'intervention militante, tout aussi permanente, têtue et incertaine. Car l'actualité du marxisme politique, compte tenu de ses dimensions inséparablement critiques et militantes, est avant tout une tâche, qui appelle, pour conclure, trois remarques.

La première est qu'en dépit d'un rapport de force social et politique bien peu favorable aux travailleurs et aux dominé·e·s en général, la contestation politique radicale n'a pas disparu. Elle cherche à l'évidence ses formes neuves et son projet, adéquat à notre moment historique. Le regain d'intérêt pour Marx et le marxisme, aussi minoritaire soit-il, en est effet et cause, inséparablement.

La deuxième remarque concerne l'histoire du socialisme et des mouvements politiques qui se sont peu ou prou réclamés du marxisme et qu'explorent ces entretiens construits sur une série dates cardinales de 1917 à 2017 : connaître cette histoire, la discuter, s'inscrire dans les grands débats politiques du mouvement ouvrier est la condition pour ne pas bégayer.

La troisième remarque est que le marxisme politique, ainsi conçu, ne peut vivre aujourd'hui qu'à la double condition d'être toujours réinventé et réajusté aux circonstances de notre temps, c'est-à-dire à ses contradictions et à l'espace d'intervention qu'elles ouvrent. Cet ajustement n'est pas -ne peut pas être- le fait de la pensée pure : il est le produit d'un travail politique collectif, situé lui aussi au point de rencontre de l'analyse et des expériences

pratiques, sociales et politiques, telles qu'elles existent à un moment donné. La relance de ce travail importe aujourd'hui par dessus tout.

C'est pourquoi, dans le droit fil de ces considérations, on peut se risquer à esquisser un rapide agenda stratégique, prenant acte des dilemmes principaux qui paralysent aujourd'hui la reconstruction politique de l'alternative : pragmatisme à courte vue ou maintien d'un horizon ultime mais inaccessible aussi bien que d'un « déjà là » illusoire ; contournement de la question de l'État ou intégration institutionnelle ; dispersion des luttes ou unité décrétée par en haut. La question de la refonte d'une perspective mobilisatrice, l'invention d'un futur commun désirable et possible, mais aussi de formes neuves d'organisation s'enracinant dans les structures et la culture politique existantes, est une tâche collective, à placer comme telle au centre des urgences.

Comment parvenir à refonder un projet unitaire à partir des protestations sociales et politiques telles qu'elles existent et se transforment aujourd'hui ? Les axes classiques de l'alternative socialiste et communiste : l'État et le parti, la propriété et le travail, sont à réinvestir, mais en prenant en compte le fait qu'ils sont désormais traversés et recomposés par les questions tout aussi déterminantes de l'écologie et de l'antifascisme, de la race et du genre. Ces luttes ne sont pas des à-côtés, mais les formes mêmes de la lutte de classe contemporaine, qui remettent en cause les stratégies traditionnelles. Abandonner toute subordination des unes aux autres sans en rester à leur dispersion est sans doute la tâche politique la plus urgente.

Un des maîtres mots de l'œuvre de Daniel Bensaïd et du marxisme dont il se revendique, est celui de démocratie. C'est à la condition de faire vivre et d'élargir des organisations véritablement démocratiques, anticipant dès le présent la vraie démocratie à venir, excédant sans les renier les formes parlementaires en crise, et à la condition associée d'une élaboration intellectuelle collective, qu'un marxisme d'aujourd'hui peut exister et faire exister, ou du moins esquisser, le commun social et politique qui seul pourra mettre fin au règne de la loi capitaliste de la valeur. Le propre de la réflexion stratégique se manifeste pleinement ici : elle tient à l'autonomie qu'elle reconnaît à la politique, la découplant de l'ordre causal ou historique des dimensions qui la constituent.

Ce livre d'entretiens a le mérite de donner à lire -et presque à entendre- l'attention extrême de Daniel Bensaïd aux circonstances concrètes et à leur dialectique, ses qualités de questionnements incessants, d'intelligence aiguë, d'immense culture, de générosité et de combativité sans relâche. Toutes ces qualités sont requises par la révolution de notre temps, au milieu du dédale du présent, des saccages en cours mais aussi des révoltes et des colères. Car il est bien clair désormais que seules nos colères instruites et organisées, sans jamais cesser d'être questionneuses, seront fécondes.

Sauver la politique ?

Par Olivier Neveux

Daniel Bensaïd n'a pas ou peu écrit directement sur ce qu'il est convenu de nommer désormais le « néolibéralisme ». Il meurt quelque mois après que les débats ne se déploient — enfin — autour de sa caractérisation. C'est, en effet, à partir de 2009 en France avec, notamment, la publication de l'ouvrage de Pierre Dardot et Christian Laval, *La Nouvelle raison du monde* (Ed. La Découverte) que le néolibéralisme cesse d'être l'épouvantail qu'il était jusqu'alors dans nombre de milieux militants. Pour une part des débats, l'enjeu se cristallise autour du libéralisme ou, plutôt, de l' « antilibéralisme », suspecté de dissoudre la netteté anticapitaliste du combat à mener ou, au contraire, crédité de favoriser l'impulsion unitaire. Bensaïd y participe.

> « Nous sommes anticapitalistes parce que nous combattons l'injustice sociale, parce que nous sommes écologistes, parce que nous sommes féministes, parce que nous sommes antimilitaristes. Le mot ne suffit pas à définir un projet, il a cependant le mérite de désigner clairement l'ennemi. L'antilibéralisme peut constituer une base minimum commune pour les mouvements altermondialistes, réclamant l'annulation de la dette du tiers-monde, contre les paradis fiscaux, etc. Mais c'est une vaste notion, qui réunit aussi bien le président brésilien Lula da Silva qu'Evo Morales en Bolivie, les syndicalistes lutte de classes et les bureaucrates de la CES — la Confédération Européenne des Syndicats — , des opposants aux traités libéraux européens et des partisans de ces mêmes traités. L'antilibéralisme peut permettre de mener des

> combats et des actions communes, mais ce n'est pas une base solide pour construire un parti qui ne veut pas seulement changer la société, mais qui veut changer de société[1]. »

L'identification, non sans contradictions, du « néolibéralisme », dans les années 2010, déplace les regards. Le terme permet de caractériser les diverses formes contemporaines que prend le capitalisme mais aussi l'idéologie qui le naturalise, la « stratégie du choc » qu'il applique, les ferments théoriques qui l'initient, ceux du colloque Walter Lippmann, de la Société du Mont-Pèlerin, etc. « Néolibéralisme », dans sa diversité, est dès lors appréhendé comme une séquence du capitalisme, avec ses facteurs et ses composantes, ses nouveautés et ses continuités ou plutôt comme « une période de l'époque du capitalisme tardif[2] ». De cela Bensaïd ne parle pas ou peu.

Pour autant, il ne laisse pas totalement démuni face à l'offensive néolibérale dont il situe l'enclenchement « au tournant des années 1980, sous Thatcher et Reagan[3] ». Ce n'est pas très étonnant : ses écrits sont toujours à l'affût des métamorphoses à l'œuvre dans chaque situation, attentifs à la dialectique qui fragilise le stabilisé, ébranle l'institué. De fait, les nombreux textes qu'il publie dans les années 2000 tiennent compte de ce qui se modifie alors : « La question n'est donc pas celle de la disparition des classes, mais celles des métamorphoses du salariat, des incertitudes sur son avenir, des luttes où s'élaborent ses nouvelles représentations[4] ». Bensaïd repère la guerre de classe en cours, notant toutefois que : « La guerre sociale n'est en réalité que l'un des versants d'un état de guerre global déclaré dès le lendemain des

1. D. Bensaïd, O. Besancenot, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXIe siècle*, Paris, Mille et une nuits, p. 91.
2. U. Palheta, J. Salingue, « Pour un recommencement communiste », D. Bensaïd, U. Palheta, J. Salingue, *Stratégie et parti*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2016, p. 222.
3. « Après 25 ans de néolibéralisme, comment remonter le courant ? », *SolidaritéS*, n° 96, 1er novembre 2006. Repris sur le site : http://danielbensaid.org/.
4. D. Bensaïd, O. Besancenot, *Prenons parti, op. cit.*, p. 103.

attentats du 11 septembre 2001[5] », et de réfléchir à l'état d'exception, quitte à rouvrir, pour cela, légitimement, le dossier du philosophe nazi Carl Schmitt.

Son regard, attentif aux modifications et aux médiations, n'est pas, pour autant, édifiant, illuminé par la promesse de lendemains qui chantent. Tout ce qui bouge n'est pas nécessairement rouge. Mais tout ce qui bouge interpelle le rouge. La démarche est de repérer les signes qui attestent que la situation n'est pas tout à fait identique à elle-même, les indices qui ouvrent son interprétation à des possibilités manifestes ou minuscules, sans exagérer pour autant ce qui s'y perçoit ni outrer les tendances. Un point s'avère décisif : ne jamais délier l'analyse des mutations de leurs conséquences dans le champ social et politique. Le « néolibéralisme » existe aussi à l'aune de ce qu'il produit dans le champ des luttes, des ripostes, des déshérences militantes. Des travaux plus récents ont insisté, d'ailleurs, sur le fait que la « grande réaction qui s'est préparée dans les années 1970 ne fut pas tant conçue comme une alternative à l'État-providence que comme une alternative à la contestation de celui-ci. Ce fut une alternative à l'alternative[6] », preuve s'il en est que l'analyse d'une domination sans les résistances qui s'y opposent manque souvent des enjeux décisifs pour son appréciation politique. Cela passe par une attention aux « nouveaux mouvements sociaux », aux organisations, à l'effectivité de la lutte des classes, au champ politique, aux échéances électorales, aux mutations de la social-démocratie et de la gauche « convertie à l'euphorie boursière[7] ». Et cela se conçoit avec « l'obsession de la lutte pour le pouvoir. Non au sens étroit et politicien, ni au sens

5. « Après 25 ans de néolibéralisme, comment remonter le courant ? », art. cit.
6. G. Chamayou, *La Société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris, La Fabrique, 2018, p. 267.
7. D. Bensaïd, *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, Paris, La Fabrique, 2007, p. 83.

psychologisant de la volonté de puissance, mais parce qu'il s'agit de la clef de l'émancipation sociale[8] ».

La dynamique est devenue suffisamment rare pour être notée : à la différence bien souvent des abondantes études sur le néolibéralisme, ce genre en soi de l'édition critique, qui échafaudent de précieuses, surplombantes (et divergentes) conceptualisations des domaines d'application du néolibéralisme — ce qu'il fait aux « âmes », aux vies, aux métiers, aux États, à l'État, aux classes —, ou qui font l'histoire de ses idées, le regard de Bensaïd se situe, lui, immanquablement, du point de vue des luttes *à mener*. Le projet est militant : intervenir. La pensée s'ordonne ainsi aux tâches de l'heure, tenaillée au gré du temps par le pressentiment de la catastrophe à venir[9]. Une telle démarche est grosse d'enjeux et d'acquis. À l'encontre d'un marxisme académique ou d'un radicalisme théoriciste, l'approche ne privilégie pas l'érudition, le système clôturé, la mécanique doctrinaire mais bien, au contraire, les brèches, les échos, les contradictions, les brisures de l'instant, saisi entre « déjà-plus et pas-encore ». Ce qu'il contient de possibles, parfois infimes, envisagés comme tels ; ce qu'il ouvre comme hypothèses d'action.

Et c'est ainsi que débute son dernier grand livre *Éloge de la politique profane* : sur la nécessité de la mise au point « d'un nouveau lexique politique ».

> « Le Capital a son vocabulaire, celui de la marchandise ventriloque et son lexique spontané. Le salariat y est soluble dans l'actionnariat, l'exploitation dans l'esprit d'entreprise, le travail dans le loisir, les solidarités collectives dans les trajectoires personnalisées. Ce jargon postmoderne de l'employabilité et des flux tendus, de la net-écono-

8. D. Bensaïd, *Stratégie et parti, op. cit.*, p. 129.
9. S. Bensaïd, « Daniel Bensaïd intime », *Cahiers critiques de philosophie*, Hermann Éditeur, 2016, p. 176.

mie, du e-business et des *hedge-funds*, *du burn-out* et du *workfare*, de la « gestion par stress » (!) et de « l'implication contrainte » (!), de la *lean production* et des *working poors over-worked*, de la gouvernance et de la gestion managériale, des « ménages aux revenus aléatoires », de l'euphémisme et de la périphrase, se fabrique et se travaille au jour le jour[10]. »

Ce vocabulaire, on le reconnaît, est bien celui du néolibéralisme, de la gloriole entrepreneuriale. Bensaïd ne s'y arrête pas. Le livre ne surenchérit pas sur le lamento contemporain : l'établissement de nos défaites, les concessions, les abandons. Pas plus qu'il ne prédit l'imminence du salut progressiste. Il y a là comme un point de méthode :

> « Un nouveau lexique ne s'invente pas artificiellement à la manière d'un espéranto. Il ne relève pas d'un pouvoir de nomination adamique. Il naît de l'échange conflictuel entre des langues réelles, d'expériences sociales et historiques fondatrices, de luttes de paroles. [...] le discours des résistances ne peut échapper au cercle vicieux de la subalternité qu'en allant à la racine des choses et en traversant les apparences, pour extraire des expériences pensées quelques éclats de vérité[11]. »

Habiter la contradiction, faire droit « à la difficile question des temps » et à leur discordance, articuler la modestie de ce qui se peut à l'immensité de ce qui se doit, tendre l'humilité des actes militants à l'énormité des bifurcations historiques : la tâche est rude. Elle suppose de ne pas se raconter d'histoire, de percevoir ce que la domination fait aux vies et, notamment, à celles qui résistent et s'organisent, d'associer aux nécessaires défenses, tant que faire se peut, un agenda et un lexique qui ne se laissent pas subordonner. Le travail est théorique, politique et militant. Il désigne la bataille d'idées qui se joue — sans pour autant réduire la situation à cette dernière (il existe une

10. D. Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, Paris, Albin Michel, 2008, p. 9.
11. D. Bensaïd, *Éloge de la politique profane, op. cit.,* p. 9.

tension « entre la théorie du néolibéralisme et la réalité pragmatique de la néolibéralisation[12] »).

À de multiples égards, dans le dispositif de pensée qu'établit Bensaïd, le « postmodernisme » incarne l'ombre portée idéologique de ce qui se nommera, plus tard, le « néolibéralisme ». II en occupe la fonction. Celle d'une « pensée » dominante, aux contours relativement lâches et pour autant repérables comme vulgate, mots d'ordres plus ou moins intériorisés. Le postmodernisme est le nom que Bensaïd convoque pour caractériser la forme de l'idéologie dominante qui tend à modifier les subjectivités, ou à justifier leurs modifications, tout autant qu'à briser les velléités stratégiques : le postmodernisme est l'entreprise de délégitimation de la politique, de brouillage de ses coordonnées conflictuelles. Il croise à de multiples égards ce qui deviendra le « discours néolibéral ». Il s'appréhende, cependant, loin de la pureté idéale des idées, à l'aune des enjeux du capital, dans une dialectique serrée qui commande à son tour le besoin d' « une stratégie asymétrique[13] ».

Il repère ainsi ce qui se passe à l'échelle des existences — ce que le bientôt « nouveau monde » des « start-up nation », produit, lors même que

12. D. Harvey, *Brève histoire du néolibéralisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2014, p. 43.
13. « Tentant de conjurer la menace permanente d'une décroissance de la rentabilité par une fuite en avant vertigineuse, le capital semble déterminé à s'adjuger désormais le monopole de la vitesse (de rotation et d'accumulation) : le crédit, la publicité, le marketing, la spéculation à courte vue concourent sur un rythme endiablé à la répétition accélérée de ses cycles. Cette circulation affolée du capital semble contraindre ses critiques à une course de vitesse mortifère. [...] Plutôt que de relever ce défi et de se lancer à corps perdu dans la course au désastre, il devient urgent d'explorer de défricher les sentiers escarpés d'une révolution du ralentissement et de la lenteur et d'imaginer une autre temporalité. » *Éloge de la politique profane*, p. 35.

les existences, les services publics, les États, les institutions, la démocratie sont supposés adopter la logique entrepreneuriale.

> « Tout cela n'est évidemment pas sans effets sur la nature des rapports sociaux dans les sociétés contemporaines. Les dégâts induits par les politiques néolibérales sont considérables. La concurrence de tous contre tous, la mise en opposition des exploités avec celles et ceux qui sont encore plus exploités, la destruction des anciennes solidarités, tout témoigne du degré de pénétration du néolibéralisme au sein de la société[14]. »

Le constat est remarquable, il désigne ce qui se produit : « l'idéal d'une société solidaire est remplacée par celui d'une société de la concurrence généralisée[15] ». Le regard saisit à la fois l'individu et le monde qui, pour partie, le produit, la société et les spécificités nationales. L'aventure critique de l'économie politique comprend le souci de la totalité. La dimension individuelle, celle qui constate les vies broyées et standardisées, isolées, ne saurait à elle seule témoigner de ce qui se joue — elle permet, on le sait, les lamentations les plus réactionnaires massives et désespérées sur le bon vieux temps. Pas plus que le néolibéralisme ne peut être envisagé à l'aune ultime de la théorie, idée en l'air, sans attaches ni institutions, sans base ni offensive. Pas plus enfin que « l'idéologie néolibérale » et son « fantasme majeur », la « colonisation intégrale de la vie sociale », ne doivent être appréhendés comme la « description de ce qui est, mais [bien plutôt comme] l'outil d'une domination totale non encore advenue[16] ». Et beaucoup, sinon tout, se joue dans ce « non encore advenu ».

14. « Après 25 ans de néolibéralisme, comment remonter le courant ? », art. cit.
15. *Prenons parti, op. cit.,* p. 261.
16. I. Garo, *Communisme et stratégie*, Paris, Amsterdam, 2019, p. 275.

Il faut reprendre : Bensaïd repère l'offensivité nouvelle du capital. Il attaque, rapace, il se modifie — nouvelle phase brutale de dépossession et de privatisation. Certainement il le lit plus alors dans la continuité de ce qui précède, notant son intensité, sa voracité redoublée, que sa nouveauté. Le changement n'est pas substantiel. Là, disons que Bensaïd est relativement orthodoxe : « La financiarisation de l'économie est un développement inéluctable du capitalisme industriel[17] ». La chose peut s'entendre. Il s'agit de ne pas se défaire des mots. Le capitalisme, malgré ses tours et ses ruses, est bien le capitalisme. Et c'est chez Marx que Bensaïd cherche principalement les catégories théoriques, pour le penser, en prolonger l'étude, en désigner l'accentuation des contradictions « La rentabilité capitaliste a comme critère la loi de la valeur. […] Or, quel est le travail nécessaire à l'élaboration d'un programme informatique par un laboratoire de recherche ? Un travail hautement coopératif et socialisé. Et plus le travail est coopératif, plus il incorpore le savoir accumulé, plus il est difficilement quantifiable et mesurable en temps de travail abstrait. Cela me paraît être un des facteurs clés de la crise sociale actuelle, qui fait que les gains de productivité ne se convertissent pas en temps libre mais au contraire en exclusion sociale[18]. »

À cela répondra (parmi d'autres), en 2009 : un Nouveau Parti Anticapitaliste auquel Bensaïd prendra une part – toute sa part – majeure. C'est bien, alors, de remettre le capitalisme au centre qui importe. Anticapitaliste, tel serait à défaut de perspective programmatique ample et d'élaboration stratégique forte, le minimum. Restent cependant : « Nouveau » et « Parti ». La défense du parti, on le sait, est un des points invariants du « léninisme libertaire » de Bensaïd : la nécessité de l'organisation, ce qui se perd à s'en dispenser. Il y a chez lui le constant souci de ne pas s'en remettre aux tangages

17. *Prenons parti, op. cit.,*, p. 34.
18. H. Amorim, L. Galastri, « Théorie de la valeur, travail et classes sociales. Entretien avec Daniel Bensaïd », mai 2009. Repris sur : http://danielbensaid.org/.

des opinions inconséquentes pas plus qu'aux vérités de quelques sciences éclairées.

> « Le dénigrement de la forme parti participe de la dégradation plébiscitaire de la vie politique, de sa personnalisation croissante, de son évolution vers un rapport fusionnel entre l'individu charismatique médiatisé et la masse inorganique, au mépris de toute médiation politique, partisane ou autre. Or, la politique est précisément un art des médiations[19]. »

Le « Nouveau » est plus complexe à définir, il reste flou. Changement de période ? Crise, assurément car c'est sur fond de celle de 2007 que s'organisent les dernières réflexions de Bensaïd. Mais elle vient de loin, plus profonde encore, car cette *« crise qui s'étire et se traîne, n'est pas une crise cyclique ordinaire de stop and go, avec ses hauts et ses bas, et avec la consolation de se dire que ça ira mieux demain. […] C'est une crise de civilisation. Un dérèglement généralisé des mesures et des rapports, dont la crise sociale et la crise écologique sont les deux manifestations les plus flagrantes. On en est au point de songer à privatiser le soleil et à breveter l'alphabet et les mathématiques*[20] ».

Alors que faire ? « La question est de savoir sur quelle base on peut construire aujourd'hui de nouvelles solidarités. À mon sens, l'une des principales taches qui s'imposent a la gauche radicale est de faire apparaître les solidarités de classe la ou elles ne sont pas forcément perçues[21] ». La proposition est classique. Renouer avec des pratiques de classes, ne pas se laisser diviser, travailler à l'apparition, à la construction et à la consolidation de solidarités. Il n'existe pas dans les écrits de Bensaïd de solutions. On peut

19. D. Bensaïd, *Penser Agir*, Paris, Lignes, 2008, p. 305.
20. D. Bensaïd, *Une lente impatience*, Paris, Stock, 2004, p. 464.
21. « Après 25 ans de néolibéralisme, comment remonter le courant ? », art. cit.

trouver que c'est bien peu ou que c'est heureux. Il n'a pas réponse à tout, sa pensée n'est pas indifférente aux conjonctures, solitaire et visionnaire.

Pour autant, il a constamment insisté : la réponse ne sera pas exclusivement sociale. Elle sera politique et ce, en dépit, de « la crise du concept de politique[22] », *« d'une politique déracinée de toutes déterminations et conditions historiques, qui se réduirait désormais à une juxtaposition d'actions au jour le jour, de séquences flottantes, sans lien logique ni continuité. Ce rétrécissement de la temporalité politique autour d'un présent éphémère toujours recommencé a pour conséquence de forclore toute pensée stratégique, symétriquement à la manière dont y parviennent les philosophies de l'histoire*[23] » ».

Tel serait, peut-être, l'enjeu primordial : sauver la politique de ce qui entreprend sa destruction.

> La privatisation du monde entraîne un dépérissement de l'espace public et une anémie démocratique. C'est ce qu'illustre le terme à la mode de « gouvernance » : une politique réduite à la gestion, à l'expertise, aux techniques de pouvoir[24].

Il importe de travailler les urgences (par exemple, « Reconquérir et transformer le service public[25] ») dans la tension qu'implique la politique. L'inquiétude d'H. Arendt si souvent citée par Bensaïd d'une possible disparition, un jour, de la politique nourrit son œuvre et son travail. Sauver la politique de ce qui la menace, de ce qui l'empêche, de ce qui la parodie. Telle est d'ailleurs l'une des plus terrifiantes activités du néolibéralisme : étouffer la politique dans la bureaucratie, lui substituer la technocratie, la neutraliser,

22. *Éloge de la politique profane*, *op. cit.*, p. 8.
23. D. Bensaïd, *La politique comme art stratégique*, Paris, Syllepse, 2011, p. 114.
24. O. Besancenot, D. Bensaïd, *Prenons parti, op. cit.*, p. 240.
25. *Idem*, p. 266.

l'assécher dans le consensus, lui opposer la police et la réprimer. Ce danger suppose une attention accrue, obsessionnelle à ce qui peut transmettre les expériences démocratiques, aiguiser les délibérations, favoriser l'auto-organisation pour ce que cela fait gagner, ici et maintenant, dans le rapport de force mais aussi pour ce que cela détermine : la discussion, l'élaboration, la construction, l'expérimentation partielle de cet « autre monde », probablement possible et carrément urgent.

L'écocommunisme ou l'écologie contre le capital

Par Christine Poupin

Tout au long de ces *Fragments radiophoniques*, le mot écologie n'est pas prononcé une seule fois, ni dans les réponses de Daniel Bensaïd, ni dans les questions qui lui sont posées.

Cette absence ne rend pas justice aux pages qu'il a consacré tant à la réflexion théorique, qu'à nourrir le débat avec les différents courants de l'écologie politique. L'écocommunisme est d'ailleurs un terme qu'il a inventé.

Les entretiens interrogent le XXe siècle, un siècle qui a vu en son cœur un basculement majeur, d'ampleur géologique. En effet les années 1950 marquent l'entrée dans ce que les scientifiques appellent l'Anthropocène.

Ce terme est apparu à l'aube du XXIe siècle quand Paul Crutzen, vice-président du Programme international géosphère-biosphère (PIGB), affirme que les activités humaines ont donné naissance à une nouvelle époque géologique. En 2007, avec d'autres spécialistes du climat, Will Steffen et John McNeill, il précisera la définition de l'anthropocène :

> «*...la Terre est désormais sortie de son ère géologique naturelle, la période contemporaine interglaciaire appelée l'holocène. Les activités*

humaines sont devenues tellement envahissantes et intenses qu'elles concurrencent les forces de la nature et entraînent la planète vers une terra incognita, qui se caractérise par une moindre diversité biologique, la déforestation et un climat plus chaud et probablement plus humide et instable. »

C'est un travail de scientifiques, pas de militant·e·s, pas de marxistes, et pourtant il est de toute première importance pour les militant·e·s, et pas seulement écologistes, car il permet de, ou plus justement, il oblige à, prendre la mesure de la destruction à l'œuvre, des destructions que tout projet émancipateur doit se fixer pour objectif d'abord de stopper puis de réparer.

Depuis près de 12 000 ans, le climat relativement stable qui caractérise l'holocène a conditionné l'évolution des sociétés humaines. Changer de période, quitter cette stabilité relative, c'est modifier radicalement nos conditions d'existence. Après de longs et nombreux débats, parfois lourds de parti-pris idéologiques, pour dater le début de l'anthropocène, un certain consensus scientifique existe désormais pour acter les années qui suivent la fin de la seconde guerre mondiale comme le moment de ce tournant géologique et social. Les multiples impacts sur la planète, présents depuis la révolution industrielle, deviennent alors globaux et synchronisés, qu'il s'agisse de l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone et des autres gaz à effet de serre, de l'artificialisation des terres, de la chute de la biodiversité, de la perturbation des cycles du carbone, de l'azote, du phosphore ou de l'eau... Les différentes courbes qui retracent ces phénomènes marquent toutes une nette inflexion à cette date. Dit autrement par John Bellamy Foster : « *l'après-guerre s'est caractérisé par une transformation qualitative de la capacité humaine de destruction* ».

Certain·e·s préfèrent le terme de capitalocène à celui d'anthropocène auquel il est reproché de mettre en cause l'activité humaine en général et de masquer la responsabilité du capitalisme. Le risque existe bel et bien d'une explication essentialiste et dépolitisée. Cependant la datation est sans équivoque, elle désigne une nouvelle phase du capitalisme impliquant une transformation quantitative et qualitative des conditions de production. Dans les pays du Nord global, elle voit l'émergence de l'agriculture industrielle, de la pétrochimie, de l'électricité d'origine nucléaire, du tout-automobile... impliquant l'accroissement sans précédent de la consommation de masse, une course productiviste à laquelle se livrent aussi l'URSS ou la RDA. Pour le Sud global les conséquences sont dramatiques tout particulièrement celles de la bien mal-nommée « révolution verte ». Le colonialisme se double d'un racisme environnemental .

Dans l'entretien sur le 8 mai 1945, Daniel souligne la spécificité du moment et du « *compromis social (...) rendu possible, par la relance, la croissance économique* », « *compromis qui a plus ou moins permis d'amortir la conflictualité sociale sur une trentaine d'années, jusqu'à la fin des années 60, début des années 70* » . Ce compromis est payé au prix fort par la dépossession et la domination des peuples colonisés comme par la destruction et le pillage de la nature. Quand il ajoute que ce compromis a donné « *l'illusion que le capitalisme avait les moyens de maîtriser ses contradictions et de les gérer rationnellement* », les ravages dramatiques de l'extractivisme et du productivisme montrent combien l'illusion était profonde.

Le basculement a eu lieu il y a trois quarts de siècle et depuis les phénomènes se sont encore accélérés.

L'épuisement de la phase de croissance de l'après-guerre n'a pas ralenti le désastre, au contraire. L'offensive néolibérale antisociale lancée depuis

les années 80 se double d'une nouvelle accélération des destructions écologiques : appropriation accrue des ressources en eau, terres, semences..., explosion du transport de marchandises sous le coup des délocalisations de la production, obsolescence programmée, incitation à la consommation par le crédit, consommation de luxe pour les plus riches... La facture est encore plus lourde pour les peuples du Sud qui sont les premières victimes des politiques extractivistes comme du changement climatique, de la ruine des agricultures de subsistance comme de l'accumulation des déchets toxiques.

Sous le poids de la crise de 2007-2008, le capitalisme cherche de nouvelles voies d'accumulation. La soi-disant économie verte vise à relancer la croissance capitaliste en se drapant dans la défense du climat, de la biodiversité, des océans... Mais les remèdes du capitalisme vert sont encore pires que le mal qu'ils prétendent combattre, ils ont pour nom : nucléaire, agrocarburants, charbon propre... Sous couvert de « neutralité carbone », ou « d'émissions nettes zéro », ils prétendent trouver un remède miracle pour absorber le CO2 qu'il refusent de renoncer à émettre parce qu'ils refusent de sortir des énergies fossiles. Ils promeuvent des technologies aussi dangereuses qu'inefficaces comme la bio énergie avec capture et séquestration du carbone (BECCS). Les BECCS s'appuient sur la capacité réelle des végétaux d'absorber le CO2 au cours de leur croissance mais spéculent de manière très hasardeuse sur la possibilité de capturer puis de séquestrer durablement et de manière fiable le CO2 émis lors de leur combustion. Surtout elles impliqueraient d'exproprier les paysan·nes en détournant de la production alimentaire des surfaces immenses de terre cultivables, d'utiliser de manière massive engrais chimiques, pesticides et herbicides, d'épuiser la terre et l'eau...

Cette conjonction des crises écologiques, sociales, démocratiques ne peuvent que nous inviter à suivre John Bellamy Foster et à « *se reposer sur*

les fondations écologiques de la pensée marxiste pour s'attaquer au capitalisme actuel et à la crise écologique planétaire qu'il a engendrée – ainsi qu'aux formes d'idéologie dominantes qui s'opposent à la mise en place d'une véritable alternative ».

Une invitation à laquelle Daniel a amplement répondu.

Il a largement contribué à la réflexion de notre courant et à sa compréhension de la dimension écologique. Ce fut le cas avec sa texte sur « Marx, productivisme et écologie » à la conférence sur l'écologie tenue en octobre 1993 à l'Institut International de Recherche et de Formation d'Amsterdam, intitulée « Le tourment de la matière ».

Il refuse comme « *anachronique d'abstraire Marx de l'optimisme technologique et des illusions prométhéennes de son temps* ». Mais juge aussi « *abusif d'en faire un chantre insouciant de l'industrialisation à outrance et du progrès à sens unique* ». Il propose de nous « *installer dans ses contradictions* » sans confondre « *les questions qu'il a laissées ouvertes et les réponses apportées plus tard par l'orthodoxie positiviste des épigones sociaux-démocrates ou staliniens* ». Il insiste donc sur la rupture que constitue la contre-révolution bureaucratique en Union Soviétique qui, tout à sa volonté de « rattraper et dépasser les « performances » du capitalisme, a fait taire l'écologie de pionniers dont les noms mêmes sont oubliés (Vernadsky, Gause, Kasharov ou Stanchinsky) et qui s'est exprimée dans différentes publications et congrès (IVe congrès panrusse des zoologistes en 1930, congrès international d'histoire des sciences et de la technologie en 1930...). Il pointe l'incompatibilité entre une écologie critique d'une part et la frénésie productiviste de la collectivisation et de l'industrialisation à marche forcée de l'autre ; entre la prise en compte de l'environnement mondial et le « socialisme dans un seul pays » ; entre la compréhension de l'interdépendance entre les humains et

la nature d'un côté et le volontarisme bureaucratique de l'autre ; entre la démocratie la plus large appliquée aux choix de production et la dictature bureaucratique. Il nous invite à « *traverser à rebours ces couches de sédiments idéologiques pour renouer le dialogue théorique* ».

Daniel Bensaïd revient sur les « intuitions fécondes » de chercheurs comme Podolinski qui développe une critique de l'économie classique du point de vue de bilan-matière ou de bilan-énergie » ou Clausius qui écrit en 1885 au sujet du charbon : « *Nous consommons ces réserves dès maintenant et nous nous comportons comme des héritiers prodigues* » mais constate que « *malheureusement, la diffusion du marxisme parallèlement à l'essor du mouvement ouvrier de masse se fait sur la base d'une interprétation majoritairement positiviste et scientiste* ».

Il montre combien l'écologie politique peut être pourtant un « *redoutable anti-mythe* » face au « *capital (qui) vit au jour le jour, dans l'immédiateté de la jouissance et l'égoïsme sans lendemain* ».

Contre le réductionnisme marchand, qui veut faire croire que les flux réels et les flux monétaires, parce qu'ils s'échangent les uns contre les autres, obéiraient à une même logique, il remet à leur misérable place le marché, « *qui ne satisfait pas les besoins mais la demande* », la monnaie, qui « *n'est pas le réel mais sa représentation fantastique* » et la sphère de l'économie marchande, qui « *n'est jamais qu'une petite bulle dont la rationalité partielle fonctionne au détriment de l'ensemble* ». Il souligne la nécessité de « *réintégrer l'économie dans une totalité de déterminations écologiques et sociales* ».

Il revient aussi sur les « *forces productives du point de vue du capitalisme* » qui « *peuvent parfaitement se révéler destructrices pour l'avenir de l'humanité* », ce qui ouvre la voie à une critique du concept même de progrès.

Dans un article pour *Contretemps* en 2002 intitulé « L'écologie n'est pas soluble dans la marchandise », Daniel Bensaïd débat avec les différents courants de l'écologie politique non sans avoir salué le mérite d'une écologie critique qui « *contribue à défaire la croyance en une fin rédemptrice de l'histoire où l'humanité, réconciliée avec elle-même, savourerait éternellement la plénitude du temps retrouvé* ».

Pour lui, « *l'écologie a ses raisons, que la déraison du capital ignore. On ne saurait donc confier le soin écologique de la planète aux mécanismes de la régulation marchande* ». Et il en donne la raison fondamentale :

« *Entre la logique marchande, pour laquelle le temps de travail est l'étalon de toute chose, et le rapport social aux conditions naturelles de reproduction dans le temps et dans l'espace, il n'y a pas de commune mesure […] Cette mal-mesure du monde et sa base "misérable" porte en elle le dérèglement généralisé des rapports sociaux comme des rapports entre la société et les conditions naturelles de sa reproduction.* »

Daniel Bensaïd polémique utilement avec différents courants : « *une écologie fondamentaliste des profondeurs, prête à sacrifier l'humanité à la théologie naturelle ; une écologie dogmatique et despotique, assise sur des certitudes scientifiques discutables ; une écologie réformiste et politicienne, vouée au lobbying institutionnel* » et plaide pour une « *écologie subversive, populaire et militante, irriguant l'ensemble des mouvements sociaux, syndicaux et associatifs* » et cela reste d'une brûlante actualité.

Pourtant, la lecture aujourd'hui de ce texte de 2002 révèle en creux combien la réalité, mais aussi la perception de cette réalité, ont profondément changé : les différentes crises écologiques se sont approfondies et accélérées, elles s'aggravent mutuellement. L'effondrement de la biodiver-

sité est tel qu'on peut parler d'une sixième extinction des espèces. Le changement dans l'utilisation des terres (déforestation, extension des terres cultivées, assèchement des zones humides...) a, quant à lui, dépassé le seuil critique de dangerosité et n'est plus en mesure de permettre l'existence de l'humanité dans de bonnes conditions. Le basculement climatique représente le danger à la fois le plus global et le plus immédiat. Les phénomènes climatiques extrêmes comme les canicules, les sécheresses, les ouragans ou les inondations augmentent en nombre et en gravité, frappant particulièrement les peuples du Sud et les plus pauvres. Dans une spirale infernale, les effets du réchauffement climatique, incendies gigantesques, savanisation de l'Amazonie, fonte du pergélisol et des calottes glaciaires... sont à leur tour les causes de nouvelles augmentations de la température avec comme conséquence une hausse du niveau des mers pouvant atteindre plusieurs mètres. La réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre ne peut plus attendre. Elle impose de renoncer massivement à l'utilisation des énergies fossiles qui couvrent actuellement l'essentiel de la consommation énergétique. Il est possible et indispensable de basculer vers les énergies renouvelables mais cela ne saurait dispenser d'une réduction globale de la consommation d'énergie et donc de la production matérielle et des transports.

Ce qui ne rend que plus actuelle l'impossibilité, posée par Daniel Bensaïd en 2002, « *de recourir au joker commode de l'abondance, qui permettrait de ne pas avoir à arbitrer et à choisir sous prétexte que tout, demain sans doute, après-demain au plus tard, deviendrait possible et compatible* ».

La masse des productions destructrices comme l'industrie d'armement ou une grande partie de l'industrie chimique, la surconsommation de luxe des plus riches, les besoins artificiellement créés par la publicité, l'obsolescence programmée, les transports de marchandises pour permettre aux multinationales de mettre en concurrence les salarié·e·s... sont autant de

preuves qu'il est possible de produire et transporter moins tout en vivant mieux, en partageant plus... à condition de ne pas faire l'impasse sur les questions de propriété et de démocratie. Et pour revenir au texte de 1993 :

> « Une économie au service des besoins ne se réduit ni au calcul monétaire ni au calcul énergétique. Elle doit s'efforcer de tenir les deux bouts, de la seule façon qui soit. Non par la mesure quantitative et l'expertise technocratique, mais par le choix démocratique informé. Car, dès lors que l'on renonce à l'illusion d'une socialisation intégrale de la nature comme d'une naturalisation intégrale de l'homme, la contradiction est réelle. Inutile de la nier. Il faut s'installer et travailler en son sein. »

Prendre les sauts au sérieux

Par Ugo Palheta

« Le crépuscule du capitalisme ne doit pas non plus forcément préluder à la nuit de l'humanité, qui aujourd'hui, certes, semble bien la menacer »

(Max Hokheimer, *Crépuscule,* p. 11).

Daniel Bensaïd aimait dire du marxisme qu'il constitue « un héritage sans propriétaires ni mode d'emploi ». Un tel héritage a ainsi suscité d'innombrables appropriations, si bien d'ailleurs qu'on a pu parler, pour en souligner l'immense variété, de « mille marxismes ». On pourrait légitimement ajouter que le marxisme de Daniel Bensaïd se prête moins que tout autre à la reconstruction rétrospective d'un dogme (un mode d'emploi), que pourrait s'approprier un clergé d'interprètes autorisés (des propriétaires) œuvrant à solidifier un corps d'adeptes.

Cette résistance farouche que sa pensée oppose à la sclérose dogmatique trouve notamment son principe dans son refus de toute téléologie consolatrice mais aussi de tout économisme. S'il affectionnait tant la formule de Marx et Engels dans *La Sainte famille* selon laquelle « l'histoire ne fait rien », ce n'est pas simplement qu'elle lui permettait de réfuter la tendance à rabaisser Marx au rang de simple philosophe de l'histoire, prédisant la fin de l'histoire et promettant le progrès universel ; c'est qu'elle lui permettait d'insister sur le fait que l'histoire n'a pas de fin, au double sens de but et

de terme, de finalité et de destination. Si les hommes et les femmes vivent, pensent et agissent dans des circonstances qu'ils n'ont pas choisies, leur devenir découle, en premier lieu, non de logiques économiques s'imposant implacablement (comme le postule un économisme vulgaire qui se fait parfois passer pour marxisme), mais des luttes qu'ils et elles mènent (ou au contraire se refusent – ou ne parviennent pas – à mener), des victoires obtenues ou des défaites subies.

Il s'agit donc avec Daniel Bensaïd de se débarrasser une fois pour toutes de l'histoire à majuscule, de l'histoire avec un grand H, pour lui substituer une histoire profane, nécessairement chaotique, conçue comme dynamique de rapports sociaux générant inévitablement des antagonismes dont l'issue s'avère imprévisible. Si l'histoire n'a pas de direction, ne voue à aucune destinée sans offrir pour autant aucune garantie, alors « on ne peut prévoir "scientifiquement" que la lutte » comme l'affirmait Gramsci. D'où les sauts, ces fameux sauts dont Daniel Bensaïd a fait le titre d'un de ses articles les plus pénétrants[1]. Empruntant la formule au Lénine des *Cahiers philosophiques*, Lénine dont il a beaucoup fait pour rétablir la figure théorique et stratégique, les « sauts » lui permettent de nommer les moments de rupture historique, de bifurcation, autrement dit les brèches qui s'ouvrent soudainement et peuvent se refermer de manière non moins soudaine si l'occasion n'est pas saisie, si l'initiative n'est pas prise par les subalternes.

Cette attention au temps non-linéaire de la politique profane, ou de ce qu'il nommait à la fin de sa vie la *politique de l'opprimé*, transparaît de chaque entretien figurant dans cet ouvrage. Si Daniel Bensaïd tient toujours à réintégrer l'événement interrogé dans une histoire parfois longue, et à en mesurer les effets (souvent loin d'être univoques, comme il y insiste contre

1. Initialement publié en anglais dans la revue *International Socialism*, on pourra lire la version française ici : https://www.contretemps.eu/les-sauts-les-sauts-les-sauts/.

toutes les interprétations à sens unique de l'histoire, qu'elles soient réactionnaires ou « progressistes »), il s'agit bien pour lui de prendre au sérieux les « sauts », les moments de confrontation sociale et de lutte politique. Car c'est dans ces moments où se craquèle un ordre des choses, qui est aussi un ordre des corps et des cerveaux, où des aspirations populaires longtemps tues peuvent enfin s'exprimer fièrement (qu'on pense à mai-juin 68 !), où la lutte économique se déplace sur le terrain politique, que s'affirment pour des millions de personnes des possibles inaperçus auparavant, souvent jusqu'à la veille.

Hors de ces situations très particulières de soulèvements populaires, qui parviennent parfois à se muer en authentiques révolutions, les classes possédantes parviennent à circonscrire efficacement et étroitement le champ des possibles. Avant le vaste mouvement de grève et d'occupation d'usines de 1936, bien peu songeaient qu'il était possible d'être payés sans travailler : la mobilisation permit pourtant de conquérir les congés payés qui, selon le patronat et la droite, devait mettre sur la paille l'industrie française tout entière ! Il n'en fut évidemment rien. Et même lorsque les opprimé·e·s sont vaincu·e·s, il reste toujours quelque chose de leur mise en mouvement : peur des possédants leur rappelant que les privilèges sont mortels, ce qui n'est pas rien pour leur arracher des concessions à l'avenir ; espoir des dépossédés de voir l'oppression prendre fin. L'événement compte donc double : pour ce qu'il permet de conquérir effectivement, mais aussi pour ce qu'il laisse entrevoir de « possibles latéraux » (pour reprendre la belle expression de Pierre Bourdieu), autant de possibles dont les conditions de réalisation – une mobilisation suffisamment massive, unie et radicale – n'ont pu (provisoirement) être réunies mais qui dessinent un horizon émancipateur.

Dans les lignes qui suivent, je voudrais revenir sur cette question de l'héritage ou plus précisément des manières d'hériter du marxisme de

Daniel Bensaïd, à partir de mon propre travail sur les conditions de réémergence d'un danger fasciste dans les sociétés capitalistes contemporaines, et en particulier en France[2]. Je le ferais en faisant le lien avec certains éléments fondamentaux de sa pensée, dont je tenterai de montrer en quoi ils permettent de saisir des traits de notre situation politique présente, en rapport avec la question du fascisme (dont on ne trouvera nullement dans son œuvre des éléments d'analyse spécifiques).

Le marxisme peut à bon droit être conçu comme une pensée de la crise mais cela est particulièrement vrai du marxisme de Daniel Bensaïd, et c'est en particulier ce qui fait de son œuvre un appui fondamental pour nous aujourd'hui. À partir de la fin des années 1980, l'auteur de *Marx l'intempestif* s'est situé clairement dans la filiation de Walter Benjamin (à qui il a d'ailleurs consacré un ouvrage important[3]), à distance revendiquée d'une idéologie du progrès longtemps associée à un certain marxisme : celui de la Deuxième Internationale représentée par Karl Kautsky, considéré alors comme le « pape du marxisme » et qui partageait *grosso modo* cette vision « progressiste » de l'histoire avec les intellectuels libéraux (même si le contenu du progrès visé était évidemment différent).

Une telle idéologie est devenue intenable, d'abord du fait de l'histoire chaotique et meurtrière du 20e siècle ; à moins de tenir les deux guerres mondiales, mais aussi les fascismes et leurs crimes (évidemment en premier lieu le génocide des Juifs d'Europe), la dégénérescence bureaucratique de l'URSS et ses conséquences effroyables, ou encore les massacres associés aux guerres coloniales comme autant de rechutes incompréhensibles dans une

2. Voir : U. Palheta, *La Possibilité du fascisme. France : trajectoire du désastre*, Paris, La Découverte, 2018.
3. D. Bensaïd, *Walter Benjamin, sentinelle messianique*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2010 [1990].

barbarie archaïque, et de concevoir ce « siècle des extrêmes » – pour parler comme l'historien Eric Hobsbawm – comme une sorte de parenthèse sur le chemin bien balisé du socialisme. Mais l'adhésion aveugle au « Progrès » est également rendue impensable en raison de la crise écologique, dont le basculement climatique est la pointée avancée et dont les effets désastreux sont encore devant nous. Cette crise nous impose à l'évidence une réflexion impérative et urgente quant aux conséquences de ce qui a longtemps été perçu comme la source non questionnée du progrès humain, y compris dans le cadre d'un certain marxisme, à savoir le développement industriel et son corollaire la consommation de masse[4].

Mais la crise à laquelle nous faisons face est également sociale et politique : sociale, du fait des conséquences présentes et à venir, pour la majorité de la population, des politiques néolibérales menées par les gouvernements depuis les années 1980, visant à défaire toutes les conquêtes sociales du mouvement ouvrier au 20e siècle qui avaient permis de rendre le travail et l'existence un peu moins âpres pour les classes populaires (notamment les services publics, la protection sociale et le droit du travail) ; et politique, en raison du refus, manifesté sous des formes très diverses (combatives ou passives, émancipatrices ou réactionnaires), que ne peuvent manquer de susciter de telles politiques destructrices. Le danger fasciste contemporain ne se laisse comprendre que dans le cadre de cette crise politique, qui a acquis en France la dimension de ce que Gramsci nommait une *crise d'hégémonie*, c'est-à-dire d'une incapacité croissante de la classe dominante à produire le consentement de larges franges de la population à sa domination et aux politiques qu'elle mène. Avec la destruction volontariste du compromis social issu de l'après-guerre par les gouvernements successifs, ce ne sont

4. Voir notamment, en français, les travaux de Daniel Tanuro, Michael Löwy ou Razmig Keucheyan, mais aussi le marxisme écologique anglophone (Andreas Malm, Jason Moore, John Bellamy Foster, etc.).

pas seulement les conditions de vie des classes populaires qui se sont dégradées ; ce sont toutes les médiations entre l'État capitaliste – garant de la stabilité de la domination bourgeoise – et la population qui s'effritent.

L'expression sans doute la plus frappante de cette crise, c'est la manière dont le champ politique français – mais on pourrait en dire tout autant du champ politique italien par exemple – s'est trouvé en quelques années bouleversé : effondrement des deux principaux partis qui ont dominé la Cinquième République et gouverné le capitalisme français durant près de quatre décennies (le parti gaulliste, RPR devenu UMP puis LR, et le Parti socialiste) ; puissance croissante du néofascisme électoral (Front national devenu Rassemblement national) ; émergence de nouvelles forces politiques ne disposant pas d'un véritable maillage militant et d'un appui électoral stable (La République En Marche et France insoumise), ou encore percée des écologistes lors des dernières élections européennes, mais sans ancrage organisationnel profond dans la population.

Nul ne peut dire comment la situation politique peut évoluer dans les années à venir et je n'aspire pas ici à formuler une énième prophétie qui permettrait de satisfaire le goût de s'effrayer ou le besoin de se rassurer à peu de frais. Pas plus que l'insurrection, le fascisme ne vient à la manière d'une force irrésistible. Il importe donc moins d'interpréter les signes annonciateurs que de mettre au jour ses conditions de possibilité sans céder à la tentation d'un catastrophisme qui désarme plutôt qu'il ne mobilise, en essayant toutefois de saisir notre situation dans ce qu'elle comporte de plus glaçant. À ce titre, comment ne pas penser à Trotsky prédisant que l'entrée dans la Seconde Guerre mondiale signifierait immanquablement le génocide des Juifs d'Europe (contrairement à tant d'autres intellectuels qui conseillaient alors de ne pas s'alarmer à ce propos ou de tant de politiciens qui refusèrent d'accueillir les Juifs fuyant l'Allemagne) ? Étant donné les proportions

particulièrement inquiétantes (et délirantes) que prend l'islamophobie en Europe de l'ouest (mais également ailleurs, qu'on pense à l'Inde ou la Chine), et les parallèles que l'on peut dresser entre l'islamophobie actuelle et l'antisémitisme du début du 20e siècle, il y a là de quoi nourrir une vigilance active (et une riposte sur le terrain politique, qui a d'ailleurs commencé avec la marche du 10 novembre dernier[5]).

Il ne s'agit donc pas de proposer un scénario de politique-fiction mais de mettre en évidence ce qui, dans la situation actuelle, se présente encore en pointillés. Ainsi doit-on rehausser la catégorie de *possible* chère à Daniel Bensaïd, en ce qu'elle permet d'enrichir notre compréhension du réel[6]. L'attention au(x) possible(s) permet seule de mettre au jour certaines virtualités cachées de la transformation des sociétés, et fait toute sa place à la dynamique incertaine et imprévisible des rapports de force sociaux et politiques. Si cette catégorie a fait l'objet ces dernières années d'une réévaluation éminemment positive[7], on devrait prendre garde de ne pas en restreindre l'usage à l'irruption salvatrice d'une politique d'émancipation ou à la construction d'alternatives concrètes (ce qu'Erik Olin Wright nommait des « utopies réelles »). Les possibles latéraux que l'on évoquait plus haut ne sont pas seulement de l'ordre du progrès humain et de la libération des opprimé·e·s ; il importe d'envisager et d'identifier aussi les possibles mortifères : la survenue brutale du désastre ou le glissement progressif vers la catastrophe. Si le « chapitre des bifurcations reste ouvert à l'espérance »,

5. Le 10 novembre 2019 a eu lieu à Paris la *Marche contre l'islamophobie,* rassemblant selon les sources de 13 000 à 40 000 personnes, cette manifestation est un indéniable succès.
6. Bachelard écrit dans *La valeur inductive de la réalité* que « c'est par le possible qu'on découvre le réel ».
7. Pour une discussion de cette catégorie, voir en particulier : L. Jeanpierre, F. Nicodème et P. Saint-Germier, « Possibilités réelles », *Tracés,* 2013, n° 24.

comme l'affirmait Blanqui au sortir de la Commune[8], il l'est également au chaos et au désespoir.

Cela nous renvoie à la conception bensaïdienne de l'histoire évoquée plus haut, qui suppose de ne pas opposer la contingence de l'événement (salvateur ou désastreux) à l'inertie des structures économiques et sociales : c'est précisément lorsque les structures sont mises en crise que l'événement devient possible (pour le meilleur et pour le pire). Si l'histoire est un champ des possibles, dont certains relèvent à l'évidence du cauchemar pour des millions d'individus et pour des peuples entiers, elle est aussi un champ de bataille, qui nous condamne à agir en urgence, sans garantie ni promesse. L'histoire ne propose de modèle(s) qu'aux orphelins des grandes prophéties (religieuses ou séculières), qui cherchent désespérément un chemin balisé une fois pour toutes et la promesse d'un avenir radieux. Aux autres, elle donne à voir des trajectoires possibles et circonstancielles, sous conditions – y compris des trajectoires désastreuses. Or c'est déjà beaucoup ! Car l'un des déterminants majeurs de ces trajectoires, c'est bien la possibilité de l'action collective de ces millions d'exploités et opprimés qui, à l'échelle nationale comme à celle de l'humanité tout entière, composent une majorité sociale.

Les idées ne font pas tourner le monde, et ne suffisent jamais à le transformer, mais dans ce processus de mise en action des opprimés, une compréhension commune de ces circonstances (et une conscience aiguë des dangers) peut constituer un instrument utile, sinon irremplaçable, pour bâtir une stratégie adéquate. En ce sens, travailler à partir du concept de fascisme n'est pas une simple lubie mais peut permettre de découvrir une continuité dans une histoire apparemment chaotique, de construire une telle compréhension commune ainsi qu'une mémoire partagée, renouant

8. Cette formule est citée par Daniel Bensaïd dans de nombreux textes.

le fil entre les luttes passées et les combats présents ou futurs. Sans un tel effort, la détermination d'un point d'ancrage potentiel et la formulation d'hypothèses stratégiques paraissent impossible, car sans objet : comment savoir où l'on se trouve et où aller si l'on se complaît dans l'illusion que l'on vient de nulle part et que l'on repart de zéro en chaque moment ? À l'inverse, Daniel Bensaïd aimait rappeler – citant Deleuze – qu'« on recommence toujours par le milieu », récusant tout autant le leurre d'un commencement absolu que l'idée, non moins illusoire, de modèles politiques légués clé en main par l'histoire, mode d'emploi compris[9]. Plutôt qu'un modèle donc, une boussole.

9. Sur ce point, voir : D. Bensaïd, U. Palheta et J. Salingue, *Stratégie et parti*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2016.

La nouvelle vague féministe

Par Hegoa Garay et Arya Meroni

Il ne faut jamais manquer de remettre dans leur contexte les propos auxquels on tente de répondre. Surtout si le temps qui nous sépare de ces propos a été le témoin d'évolutions rapides, radicales et inattendues. Si internationalement le mouvement féministe est aujourd'hui un moteur de la lutte des classes, il y a dix ans, la situation était quelque peu différente. Nous étions semble-t-il dans le « creux de la vague », et cela est palpable dans l'interview de Daniel. À juste titre, il notait la disparition des publications féministes et le recul des collectifs combatifs, qui ont souffert de près de vingt ans d'institutionnalisation du mouvement des femmes et de récupérations néo-libérale de nos victoires. Mais au lieu de tourner ses pensées vers l'enjeu majeur que représente l'émancipation de la moitié de l'humanité, Daniel reste, dans l'interview, dans une certaine « zone de confort ». Et c'est ainsi qu'il choisit de rendre hommage au militantisme exemplaire des féministes lutte de classes de notre courant dans les années 70 et 80 et de s'attarder sur le machisme assommant du Parti communiste français de l'après-guerre. Enfin lorsqu'il s'agit d'établir le lien entre le féminisme et le marxisme, il réduit son propos en se concentrant exclusivement sur Marx et Engels, oubliant de citer celles qui font référence pour beaucoup de féministes d'aujourd'hui comme Clara Zetkin ou Alexandra Kollontai pour ne citer qu'elles. Il ose même un oxymore douteux en désignant Marx comme un « machiste éclairé ». Pourtant il ne devrait pas être question d'accuser

ni de défendre Marx mais bien de comprendre comment les femmes de par leur place dans les méandres de la domination et de l'exploitation occupent une place centrale dans le combat pour l'émancipation. Daniel, lui aussi, comprend le mouvement féministe comme partie intégrante de la lutte des classes, ce qui lui a permis d'analyser son rôle moteur dans l'histoire. Il nous a ainsi paru à propos de prolonger sa réflexion et de porter au-devant de la scène les potentialités révolutionnaires du mouvement féministe actuel.

Le monde vit une période de crises conjuguées : destruction du vivant, changement climatique, accroissement des inégalités sociales, guerres. Nous constatons une montée spectaculaire des gouvernements d'extrême droite : Bolsonaro, Trump et Poutine forment la pierre angulaire de la réaction mondiale qui mène la guerre aux classes travailleuses, aux femmes, aux personnes racisées, aux LGBT, aux migrantes et à la planète. Dans ce chaos mondial, le mouvement féministe international renaît de façon extraordinaire. Il est le produit d'une fermentation politique, comme le dit Daniel Bensaïd. Ce mouvement prend racine dans les pays du Sud ou de la périphérie (Pologne, Argentine), puis il a progressivement atteint les pays du Nord les plus durement touchés par la crise (État espagnol, Italie) avant d'atteindre les pays les plus riches (Suisse, Belgique, France). En quelque sorte, il suit le même chemin que les marchandises à l'heure du néo-libéralisme mondial, comme si le féminisme était devenu un « virus » pour le capitalisme et qu'il cherchait à remonter à la source pour le détruire.

Oppressions combinées ; « une combinaison, un bouquet, une gerbe de résistances »

Nous ne pouvons pas considérer le féminisme comme un tout uniformisé qui lutterait contre « l'oppression » au singulier. Il nous faut, chaque fois que l'on cherche à cerner et détruire les oppressions, les comprendre dans leur ensemble. Les oppressions ne se succèdent, ni ne s'opposent les unes aux autres[2]. Il n'existe pas, comme le signale D. Bensaïd, une contradiction principale par opposition à des contradictions secondaires. Les oppressions se combinent, se rejoignent, constituent un tout que l'on doit combattre intégralement, sans jamais privilégier l'une par rapport à l'autre. Et même lorsque la lutte internationale contre les violences faites aux femmes est propulsée sur le devant de la scène politique mondiale, cela ne veut pas dire que les autres oppressions, et les luttes qui les accompagnent, doivent disparaître de notre agenda politique : le racisme d'État et l'islamophobie continuent de faire rage, les politiques extractivistes détruisent la Terre, les LGBQTI se font assassiner quotidiennement, la violence de classe est toujours là, etc. Un féminisme conséquent se doit d'intégrer toutes ces questions et être à la fois anticapitaliste, antiraciste, internationaliste, inclusif, décolonial et éco-socialiste pour être total.

Raisonner ainsi nous aide dans la lutte contre une pensée hégémonique, figée. Une théorie et une pratique féministes qui ne seraient pas toujours en mouvement deviendraient objectivement excluantes vis-à-vis de celles qu'elles cherchent à défendre. Par ailleurs, cette théorisation doit être le fait des femmes elles-mêmes. En effet, qui mieux que les concernées pour décider

1. D. Bensaïd dans l'épisode « 26 août 70 », p. 93 du présent ouvrage.
2. Voir à ce sujet, L. Vogel, *Marxism and the Oppression of Women: Toward a Unitary Theory*, ou, plus récemment, les travaux de Cinzia Arruzza.

de mettre des mots et des concepts sur les violences qu'elles subissent et pour décider du type de résistance et de combat qui leur correspond.

Production et reproduction : un processus unifié pour le capital

Le travail des femmes dans le monde capitaliste est bien souvent invisibilisé. Il est précaire, mal ou pas payé, informel. Dans tous les cas, presque complètement absent des analyses économiques bourgeoises et effacé par les politiques. En effet, en plus de la part non négligeable du salariat représenté par les femmes, tout le travail de reproduction assumé au foyer et en dehors semble tomber du ciel et faire partie de l'ordre naturel des choses. Il n'en est rien. Nous entendons souvent le mot « travail » comme le lieu, voire le moment où l'on se dédie à la production de marchandises contre un salaire. Mais le capitalisme n'a pas seulement besoin de produire des marchandises, il doit aussi produire « des individues ». Il faut que chacune puisse chaque jour aller travailler en pleine forme, mais il faut aussi littéralement produire de nouvelles travailleuses prêtes à rejoindre après quelques années de « soins intensifs » les rangs des entreprises. N'oublions pas que pour le capital, les enfants ne sont pas la seule et unique source de travailleurs en puissance, il y a aussi l'esclavage total ou partiel ainsi que l'immigration choisie ou forcée. La production de marchandises doit donc être comprise comme un processus unifié avec celui de la reproduction. Il n'existe pas de sphère distincte entre la production et la reproduction. Le capital contrôle la sphère de la production et ne cesse de contrôler la travailleuse lorsqu'elle dépose son tablier et rentre chez elle. C'est une terrible réalité qui offre pourtant un terrain de lutte sans limites pour celles et ceux qui comprennent alors que le privé est politique et que tous les espaces de nos vies sont potentiellement des espaces de rébellion et de construction de la lutte des classes.

Le féminisme : une direction politique légitime pour la classe

Bien entendu, le mouvement n'est pas exempt de contradictions et il ne s'agit pas de le repeindre intégralement en rouge : Natalie Portman et les femmes argentines militant pour l'avortement[3] n'évoluent pas dans la même réalité et la médiatisation du féminisme de l'une se fait bien souvent au détriment des conditions de vie de l'autre. Les potentialités révolutionnaires du féminisme ne se trouvent pas dans la recherche d'un moyen permettant à « une poignée de femmes privilégiées de gravir les échelons au sein de l'entreprise[4] » pas plus qu'elles n'ont été portées par les lois sur la parité comme le soulignait justement D. Bensaïd. Nous les trouvons plutôt à l'ombre des projecteurs : dans des assemblées de quartier dans l'État espagnol, dans les réunions de Ni Una Di Meno en Italie, dans les coordinations nationales pour préparer la grève générale du 8 mars au Chili ou dans des assemblées non-mixtes de préparation de la grève générale de décembre dernier à Toulouse et Paris... Tous les cadres actuels du mouvement autonome des femmes ont en commun d'être des espaces en puissance d'élaboration d'un féminisme pour les 99%[5] : un féminisme antiraciste, anticapitaliste, éco-socialiste, internationaliste, inclusif et décolonial. Entendu ainsi, le mouvement autonome des femmes n'est plus seulement un espace non-mixte de prise de décision pour le mouvement féministe en toute indépendance des syndi-

3. La lutte pour le droit à l'avortement est une lutte de notre classe. Ainsi en Argentine, si le droit à l'IVG est très restrictif, il l'est d'autant plus pour celles qui n'ont pas les moyens d'aller à l'étranger.
4. C. Arruzza, T. Battacharya, N. Fraser, *Féminisme pour les 99 %, un manifeste,* p.25.
5. Nous renvoyons par exemple aux deux manifestes pour la grève du 8 mars de 2018 et 2019 dans lesquels toutes ces dimensions étaient présentes. Bien que combattue par les féministes libérales et une partie de la social-démocratie, cette orientation a permis de mettre des millions de femmes dans la rue.

cats, des partis et de l'État ; il s'agit de la direction politique auto-organisée d'un mouvement revendiquant explicitement ou non une révolution sociale.

Éco-socialisme et féminisme : « Défense du corps-territoire et du territoire-Terre »

Les femmes sont parmi les principales résistantes à la déferlante de violence néolibérale contre les individu-e-s et la nature, en particulier dans le Sud global. Elles sont celles qui cultivent la terre aux Philippines ou au Bangladesh[6] ou encore celles qui résistent aux industries minières dans les montagnes guatémaltèques. Ces dernières se définissent comme des féministes communautaires et tissent une toile entre le corps, le territoire et la Terre. Leur mot d'ordre : « Défense du corps-territoire et du territoire-Terre ». Les femmes seraient donc le rempart premier pour lutter contre l'accaparement des corps et des territoires, étant donné leur position particulière dans le système production-reproduction. Elles sont celles qui souffrent le plus directement de la détérioration du climat et des expulsions de terres. Elles revendiquent d'être en première ligne des combats. Le corps-territoire fait référence aux violences sexuelles et aux féminicides qui touchent donc spécifiquement les femmes et les enfants. La vague de mobilisation internationale actuelle autour de ces sujets ne fait que confirmer l'intérêt que nous devons porter aux connaissances et à l'expérience de ces femmes. Elles établissent un rapport dialectique entre les violences et la lutte pour la défense de l'environnement : défendre la Terre sans se soucier des violences que les individues de cette même terre subissent n'aurait aucun sens.

Lorena Cabnal[7] considère le corps comme « une puissance politique pour l'émancipation ». Le corps des femmes est le terrain de jeu de toutes

6. 80 % des cultures vivrières dans le Sud global sont produites par des femmes.
7. Féministe communautaire guatémaltèque.

les oppressions et il faut donc le considérer en soi comme sujet de résistance. C'est donc ces corps, en lutte, qui vont s'affronter à l'État, aux militaires et aux narcotrafiquants. Ces corps qui subissent la violence sont dans le même temps l'instrument premier de libération des femmes. Les femmes et le corps des femmes sont donc intimement liées à la Terre. Elles la cultivent, et sont les premières victimes de la propriété privée et des politiques de destruction de l'environnement. Elles font front contre la nouvelle vague de dépossession des biens communs. Elles sont le sujet politique majeur du projet éco-socialiste, et nous devons prendre soin de les d'inclure chaque fois que possible aux processus de réflexion et de décision qui s'offrent à nous.

Les femmes : un sujet politique pour renverser l'hégémonie capitaliste

Daniel Bensaïd rappelle la vitalité de la presse féministe des années 70. Aujourd'hui, elle a presque disparu en France. En Amérique Latine et dans l'État espagnol, nous voyons fleurir de nombreuses revues et fanzines féministes (la plupart en ligne et auto-produits) où se mêlent réflexion politique, littérature, dessin et poésie. Le développement d'internet permet une diffusion rapide et à large échelle du calendrier politique mondial de nos luttes mais également l'avancée des travaux des réflexions des unes et des autres. Cela favorise des échanges plus réguliers et variés entre les expériences et les pensées des féministes du Sud et du Nord. Nous devons comprendre la force d'internet et du mouvement féministe international lorsqu'une simple chorégraphie[8] de militantes féministes contre l'État et les viols perpétués par les carabiniers chiliens fait le tour du monde formant une vague de solidarité entre femmes de mouvement féministe à mouvement féministe.

8. « Un violador en tu camino » du collectif Las Tesis.

D. Bensaïd évoque « des effets en profondeur qui continuent à faire leur chemin ». En faisant de la préparation de la grève du 8 mars un processus permettant un « état d'agitation féministe permanent », les cadres d'auto-organisation féministe partout dans le monde mènent la guerre de position face à l'hégémonie néolibérale, gagnant les murs des grandes villes, les rayons des bibliothèques, les esprits des nouvelles générations. La prégnance du féminisme et l'accumulation d'actions ou de cadres de discussion à toutes les échelles permettent de créer un climat propice à la prise de conscience féministe par toutes les femmes et à la construction d'un sujet politique.

Lever les obstacles à gauche : vers un « état d'agitation féministe permanent »

Comme nous l'avons évoqué plus tôt, le mouvement féministe auto-organisé a ressurgi de manière spectaculaire dans des contextes différents mais où s'observent des caractéristiques communes. Une de celles-ci est l'existence d'une mobilisation spécifique contre les violences faites aux femmes et les féminicides ou pour la défense du droit à l'avortement. Une autre est la résistance et parfois l'affrontement avec des parties du mouvement ouvrier traditionnel qui se méfient de la résurgence d'un mouvement qu'il n'a jamais pu contrôler. Nous donnerons comme exemple l'attitude des centrales syndicales de l'État Espagnol qui ont appelé seulement la veille, à une grève de 24 heures pour le 8 mars 2019, sous la pression de centaines de milliers de travailleuses qui avaient annoncé qu'elles se mettraient en grève avec ou sans leur aval.

Nous nous intéressons également au rôle de Nous Toutes en France. Impulsé par Caroline De Haas à l'été 2018 dans le sillon du mouvement MeToo, ce collectif est soutenu par les restes de la sociale démocratie, les syndicats et une large partie de la société civile. Il bénéficie de relais politiques, médiatiques et économiques. Le collectif joue un rôle contradictoire dans le développement d'un mouvement féministe de masse en France.

En effet, Nous Toutes diffuse à une très large échelle la réalité crue des violences faites aux femmes, permettant une accélération de la conscientisation féministe dans le pays. Mais il ne souhaite pas développer un « état d'agitation féministe permanent » parce qu'il tend à un féminisme mainstream compatible avec les institutions dont le point culminant serait l'élection d'une présidente. Ainsi, Nous Toutes ne pousse ni à la construction de cadres d'auto-organisation ni à la construction de mouvements d'ensemble[9] qui permettraient de considérer le féminisme comme une lutte globale. *A contrario*, les militantes féministes marxistes révolutionnaires doivent s'atteler sincèrement et pleinement à la construction d'un mouvement féministe anticapitaliste, internationaliste, décolonial, antiraciste et inclusif, et ainsi, contribuer à l'émergence d'un sujet politique femme capable d'être l'accélérateur de la lutte des classes.

Le féminisme au Chili : un accélérateur de la lutte des classes

L'exemple de l'insurrection populaire chilienne actuel et du rôle central de la coordination féministe 8M (CF8M) en son sein est à ce sujet remarquable. La mobilisation féministe contre les violences sexuelles initiée par des étudiantes en avril 2018 a permis à des milliers de chiliennes de prendre conscience de leur force, de leur capacité d'action *« dans la lutte et par la lutte, au cours de la révolution en marche »* pour reprendre une formule de Rosa Luxembourg. Dans l'année qui a suivi, l'auto-organisation des femmes dans la CF8M et la préparation de la grève du 8 mars ont maintenu « l'état d'agitation féministe permanent » en proposant des cadres d'action collectifs, loin de l'individualisme néolibéral, en d'autres termes de se constituer en sujet politique capable d'entraîner le reste de la classe. Cela a constitué

9. Lutte contre la réforme des retraites, lutte contre la précarité et la loi Travail, mouvement de solidarité avec les migrantes, marche contre l'islamophobie, etc.

une « fermentation, une montée en puissance »[10] pour que le féminisme se hisse comme vecteur de la reconstruction de la conscience de classe, via la méthode de la grève. Et cela s'est vérifié le 21 octobre 2019 : nous avons pu observer une conjonction du soulèvement spontané des classes prolétaires chiliennes paralysant de fait le pays et de l'accumulation d'expériences et des outils de mobilisation impulsés par la CF8M et obligeant le reste du mouvement social et syndical à faire de même.

Il serait faux de considérer que le mouvement féministe est acquis à la nécessité de la révolution éco-socialiste. Pourtant, cette nouvelle vague émerge des résistances de celles qui ont décidé de faire corps, ensemble, contre les violences machistes et néo-libérales et qui choisissent de revendiquer la sororité internationale face à la concurrence sauvage individualiste. Notons que ces mouvements se battent pour l'extension des droits individuels et collectifs à l'heure d'un recul historique des droits humains au profit du capital[11]. Notons aussi qu'à l'échelle internationale le mouvement a choisi comme stratégie de lutte la grève générale féministe, bousculant les codes de compréhension traditionnels du mouvement ouvrier. Pourtant, c'est bien d'une grève qu'il s'agit au sens traditionnel du terme. Il est impossible de penser un soulèvement mondial sans inclure la force de travail des femmes et des enfants. La grève féministe s'entend comme un processus de destruction des rapports d'exploitation et d'oppression qui touchent tous les espaces de nos vies[12]. Les problématiques mises en évidence par la grève amènent à la remise en question du patriarcat et du capitalisme comme origine et moteur de l'aliénation.

10. D. Bensaïd , voir page 93 de ce livre.
11. Nous pensons notamment aux luttes pour le droit à l'avortement, pour l'égalité des droits, pour une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, pour la défense des services publics, pour le droit et la défense de la Terre.
12. Travail, consommation, sexualité, « care », territoire, éducation, travail domestique.

Daniel, fin et suite

Par Olivier Besancenot

C'est difficile, voire impossible, de dire adieu à un ami cher comme Daniel, d'autant que c'est malheureusement dans les semaines, les mois et les années à venir que son absence politique va se faire le plus durement ressentir.

Le vide théorique qu'il laisse doit résonner pour nous comme un appel urgent à chercher au moins à continuer le travail qu'il a fait pendant des années et des années.

Impossible de clore donc, d'abord et avant tout parce que Daniel n'étaient pas franchement le genre à vouloir clore quoi que ce soit, et je crois qu'il n'aurait carrément pas apprécié qu'on achève ce beau rassemblement à la Mutualité autrement qu'avec l'état d'esprit de vouloir perpétuer son aventure, notre aventure, une aventure humaine et militante.

Ce que j'ai d'abord envie de garder comme souvenir de Daniel, c'est la ténacité, la constance de son engagement, sa chaleur, son énergie incroyable, sa vitalité théorique et puis cette espèce de facilité déconcertante qu'il avait à transformer des idées tellement complexes en discours tellement accessibles.

Garder ce souvenir de Daniel, d'abord c'est d'un peu soulager nos peines, ce n'est déjà pas mal, et puis surtout, comme une piqûre de rappel, ça vient

nous ressourcer, vient nous redire les raisons fondamentales qui l'ont animé, qui l'ont motivé tout le long de son parcours militant, qui sont les mêmes qui font que, nous encore aujourd'hui, on a envie d'agir. Parce que pour lui, comme pour nous, les injustices sont viscéralement insupportables, pour lui comme pour nous, et à la différence de tellement d'autres, nous n'avons pas renoncé à changer le monde

Je crois qu'une expression résume bien ce que pouvait être Daniel aussi, c'était un passeur, un passeur de carburant pour la pensée et pour l'action. Pour ma génération qui a été gagnée au militantisme à la fin des années 80, cela veut dire beaucoup de choses, cela a un sens. On était au fond quelques-uns à naître à la conscience politique entre deux périodes, deux siècles politiques.

Le siècle précédent qui avait été ouvert par la révolution russe, en 1917, et puis un nouveau siècle qui est en train de voir le jour, avec la chute du mur de Berlin et la restauration capitaliste dans les pays de l'Est. À cheval sur ces deux périodes, on n'était au fond que quelques centaines, finalement, à se frayer un chemin, à se frayer ce chemin qui mène à l'engagement anticapitaliste. Sur ce chemin on était nombreux à croiser la route de Daniel.

D'abord pour nous aider à débroussailler la voie, nous aider à comprendre, à décrypter, à décoder le fonctionnement si mystérieux du système capitaliste et de sa dinguerie. Mais il ne nous a pas simplement aidé à débroussailler cette voie là, il nous a aussi montré avec son élégance, un chemin, une direction, et une piste au moins, celle de l'action. Parce qu'en effet le but n'est pas simplement de comprendre le monde, c'est bien de le changer. Et la vraie force de Daniel c'est qu'il a été capable de faire tout cela, à un moment ou c'était tellement compliqué.

Parce qu'au début des années 1990, on a évolué dans des temps qui n'étaient pas faciles, des temps bouleversés par les grands changements, avec un capitalisme grand vainqueur de l'histoire, « l'horizon indépassable de l'humanité », des temps obscurcis par les renoncements, les désillusions, les désenchantements, des temps de recul et de repli avec une agressivité économique féroce de nos adversaires, les nouveaux maîtres du monde. Bref, dans ces temps plutôt sombres, Daniel venait pour éclairer nos discussions de toute sa culture politique et de toute sa pensée. À un moment ou c'était le grand concert unanime de la pensée unique, il a fait entendre sa petite voix, notre petite voix, un autre son de cloche, une sacrée bouffée d'oxygène, avec une voix, douce, avec un bel accent. Il le disait avec des fleurs, mais il ne lâchait rien, il ne cédait rien des fondamentaux politiques et surtout il n'entonnait pas les airs politiques qui étaient tellement à la mode. Le marxisme, parce que c'est bien de cela dont je parle, parce que c'est bien cela fondamentalement que Daniel a légué à notre génération, il a su nous le faire partager, parce que Daniel il était partageur. Même le marxisme il était pour le partager !

Il était pour nous le faire partager, pas comme un dogme intangible, mais comme ce que devrait être et rester l'essence du marxisme, tout le contraire d'une pensée figée, une pensée en mouvement, en mouvement perpétuel, en remise en question permanente, pour être au plus prêt des contradictions de la réalité du monde actuel, de la réalité du monde dans lequel nous vivons.

Alors tout le travail théorique, non seulement il l'a fait, mais il ne l'a pas fait que pour lui, il ne l'a pas gardé jalousement, il ne l'a pas gardé pour la confrontation de quelques initiés, il l'a livré publiquement pour que toutes ceux et toutes celles qui le souhaitaient puissent s'en emparer, puissent se l'approprier. Et je crois là que je ne parle pas qu'en mon nom propre, je parle probablement pour des centaines et peut-être des milliers de personnes.

Dans ces temps-là Daniel nous a aidé à militer, à militer en tenant tête à ceux, et ils étaient nombreux je me souviens, qui étaient là, les grands procureurs, à répéter docilement les grands plaidoyers, des grands procès de l'histoire. Ceux qui au nom du procès de ce qui s'était passé à l'Est voulaient en réalité faire le procès de toutes les idées révolutionnaires, de toutes les idées de transformation sociale. Ces procureurs, dans une confusion volontaire, se plaisaient, comme Daniel le répétait, à mettre sur le même banc des accusés, les révolutionnaires et les contres révolutionnaires, les staliniens et les anti-staliniens, les bourreaux et les victimes. Dans ces moments pénibles, il nous a donné envie de continuer à y croire, et ce n'était pas une mince affaire.

C'est maintenant à titre personnel que je voudrais dire, Daniel, grâce à tes écrits, tes brochures, tes meetings, tes réunions publiques, petites ou grandes, tu m'as aidé à ce moment-là à me revendiquer fièrement cette fois-ci, plus du bout des lèvres, sans en avoir honte, des idées communistes, marxistes, et révolutionnaires.

Pour cela je te dis un grand merci, parce que ce passage entre les générations, tu l'as fait, comme tu as fait des tas de passages dans tous les domaines. Des passages tu en as fait au sein de la LCR, tu en as fait au sein de la Quatrième Internationale, tu en as fait dans tes polémiques philosophiques, tu en as fait par tes contributions du mouvement social qui allait se réveiller à partir de 1995, tu en as fait dans ta participation constante au sein du mouvement altermondialiste où tu as cherché en plus à y ressusciter le retour des questions stratégiques. Je me souviens que tu étais l'un des premiers que j'ai entendu dire : un autre monde est possible, soit, mais il va falloir commencer à dire lequel. Jusqu'à la réhabilitation des analyses marxistes auxquelles tu as participé dans le cadre de la crise financière et internationale qu'on connaît toujours actuellement.

Ces passages tu les as fait dans tous les domaines, parce que tu passais tes idées, tu passais nos idées, inlassablement, sans te fatiguer, ou en tous les cas sans renoncer, tu passais nos idées et cela fait toute la différence, sans fatiguer les autres, et ce n'est pas fréquent dans le militantisme. Parce qu'on le sait, c'est un secret de polichinelle, Daniel avait le goût, était même gourmand de la polémique. Il n'attendait que cela, mais dans le respect des positions des autres, et mieux encore, dans les discussions, il impliquait, il poussait les autres à s'impliquer. C'est une qualité absolument irremplaçable dans le militantisme comme dans l'amitié.

Des amitiés dans son militantisme, il y en avait. Avec lui le militantisme restait humain et ce n'est pas un hasard si Daniel a été et reste ce point de ralliement entre des horizons et des milieux tellement différents, au delà des frontières, parce qu'il n'aimait pas les frontières. Il n'aimait pas les frontières géographiques, il n'aimait pas les frontières qu'oppose le monde manuel au monde intellectuel, il n'aimait pas les frontières qui éloignent les générations, c'est d'ailleurs pour cela que les différences d'age entre nous par exemple, n'avaient aucune espèce d'importance. Il a été capable de jeter cette passerelle pour des personnes qui ont réussi et appris à se côtoyer à travers lui.

Cette galaxie, parce que c'est comme cela qu'il faut l'appeler, ta galaxie, la galaxie Bensaïd, elle avait une surface sociale et politique qui allait largement au delà des rangs de notre parti. Je crois que le plus bel hommage qu'on pourrait lui rendre c'est de faire en sorte que cette galaxie lui survive, que cette passerelle soit maintenue, que ces passages continuent.

Pourtant, il y a bien un passage que Daniel ne supportait pas, c'était le passage de relais, le passage de témoin. Parce quand on passe le relais, quand on passe le témoin, cela implique qu'on s'arrête, cela implique qu'on

laisse faire à d'autres une activité à laquelle on ne prend plus part. Ce n'était carrément pas le genre de Daniel. Parce qu'il vivait dans son temps, avec son époque : son militantisme, il se conjuguait au présent. C'est pour cela qu'il a pris une part active à toutes les étapes de notre organisation, internes, comme externes, même dans les pires moments personnels pour lui. C'est pour cela que ce n'est pas un hasard s'il a été un des plus enthousiastes à faire le NPA, sans aucune forme de nostalgie. Il cherchait selon l'expression qu'il aimait bien utiliser, à y sublimer la LCR.

Il a fait tout cela. Et je me souviens d'une anecdote. En 2002, il me découvrait sous un nouvel angle, celui de candidat à l'élection présidentielle. On a eu une longue discussion, et je crois qu'il était aussi surpris que moi. Il m'a invité de ses yeux pétillants, comme à chaque fois, dans son univers, celui des idées, des grandes filiations historiques, des grandes polémiques contemporaines, tout passait devant moi, Péguy, Sorel, Gramsci, Marx, ça n'arrêtait pas, ça défilait, et défilait encore. Et à un moment, en évoquant l'épineuse problématique de la rupture et de la continuité, rien que ça, en parlant aussi de notre rapport à la crise intellectuelle, et en constatant que je commençais à patauger méchamment, il m'a dit, il y aura au moins une continuité, la continuité du rapport aux idées et le candidat à l'Élection présidentielle, parce que j'ai l'impression qu'Alain [Krivine] et toi vous avez à peu près le même profil. Je ne sais pas de quel profil il voulait parler, mais Daniel c'était aussi ça, c'était cette joie de vivre qu'il faut garder.

Daniel était, tu étais, tu es et tu resteras ce défi permanent au renoncement et à la résignation, parce que pour toi le combat devait continuer, toujours et encore.

En effet, le combat continue aujourd'hui, toujours et encore, et pour ce combat son amitié, son joli petit rire, sa simplicité et sa pensée politique, doivent nous aider de continuer à y croire.

Alors Daniel, je te dis une dernière fois : *Hasta la victoria, Siempre* !

Transcription de l'intervention d'Olivier Besancenot, lors de la cérémonie d'hommage à Daniel Bensaïd, le 24 janvier 2010 à la Mutualité.